

## **SOMMAIRE**

REMERCIEMENTS

RESUME

ABSTRACT

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

LISTE DES GRAPHES

LISTE DES ABREVIATIONS

INTRODUCTION

1 MATERIELS ET METHODES

1.1 Délimitation de l'étude

1.2 Méthodologie de recherche

2 RESULTATS

2.1 Résultat 1 : Les expériences de la Commune rurale d'Analavory en matière de crédit agricole avant l'arrivée de la PAMF

2.2 Résultat 2 : Les problèmes rencontrés par les paysans concernant l'utilisation des services formels de crédit

2.3 Résultat 3 : Les interventions de la PAMF face aux contraintes des ménages agricoles à l'accès au crédit

3 DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

3.1 Discussions

3.2 Recommandations

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

WEBIOGRAPHIE

ANNEXES

TABLE DES MATIERES

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des 150 ménages enquêtés.....	13
Tableau 2 : Liste des facteurs susceptibles d'influencer la motivation des paysans à utiliser le crédit formel .....	19
Tableau 3 : Rationalité des variables explicatives retenues pour l'analyse économétrique .....	23
Tableau 4 : Chronogramme des activités .....	28
Tableau 5 : Les établissements de microcrédit de la Commune rurale d'Analavory .....	29
Tableau 6 : Les premières répliques des ménages et leurs fréquences respectives .....	33
Tableau 7 : Les fréquences d'énonciation de chaque facteur par ordre décroissant .....	34
Tableau 8 : Significativité de chaque variable explicative .....	35
Tableau 9 : Les premières constatations des clients .....	40
Tableau 10 : Les fréquences d'énumération de chaque supposée intervention.....	41
Tableau 11 : Les points communs et les différences entre PAMF et CECAM Analavory .....	42

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation de la zone d'étude .....	7
Figure 2 : Démarche générale de l'étude .....	8
Figure 3 : Echantillonnage selon l'éloignement de chaque zone par rapport au chef-lieu de la Commune .....	11

## LISTE DES GRAPHES

Graphe 1 : Evolutions des nombres de clients ou membres (Nc/m) avant l'arrivée de la PAMF.....	30
Graphe 2 : Evolutions des montants de crédit déboursés (Mcd) avant l'arrivée de la PAMF..	31
Graphe 3 : Evolutions des taux de remboursement (Tr) avant l'arrivée de la PAMF.....	31
Graphe 4 : Evolutions des taux de pénétration des ménages en microfinance (Tp) avant l'arrivée de la PAMF.....	32
Graphe 5 : La contribution de la PAMF en nouveau clients/membres .....	38
Graphe 6 : La contribution de la PAMF en montant de crédit déboursé (Mcd).....	39
Graphe 7 : La contribution de la PAMF par rapport aux taux de pénétration en termes de bénéficiaires de crédit (Tp Bc) .....	39
Graphe 8 : Evolution du montant de crédit moyen déboursé par bénéficiaire de crédit à Analavory .....	45

## LISTE DES ABREVIATIONS

BOA	: <i>Bank Of Africa</i>
BTM	: <i>Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra</i>
CECAM	: Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels
CNMF	: Coordination Nationale de la MicroFinance
COI	: Crédit du type Commercial individuel
CRA	: Commune rurale d'Analavory
CTR	: Crédit Construction
EMC	: Etablissement de microcrédit
Exp $\beta_j$	: Exponentielle du coefficient de régression $\beta_j$
ERI	: Crédit du type Entretien et Réparation immobiliers
ERM	: Crédit du type Entretien et Réparation matériels
GCV	: Crédit du type Grenier Communautaire Villageois
IMF	: Institution de MicroFinance
INSTAT	: Institut National de la Statistique de Madagascar
LVM	: Crédit du type Location Vente Mutualiste
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
Mcd	: Montant de crédit déboursé
Nc/m	: Nombre de clients ou membres
Nc/m CRA	: Nombre de clients ou membres au niveau de la Commune rurale d'Analavory
Nc/m national	: Nombre de clients ou membres au niveau national
OP	: Organisation Paysanne
OTIV	: Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PAMF	: Première Agence de MicroFinance
PNF	: Programme National Foncier
PCD	: Plan Communal de Développement
PRO	: Crédit productif
SFD	: Système Financier Décentralisé
SOC	: Crédit Social
Tp	: Taux de pénétration des ménages en microfinance
Tp CRA	: Taux de pénétration des ménages en microfinance au niveau de la Commune rurale d'Analavory
Tp national	: Taux de pénétration des ménages en microfinance au niveau national
Tp Bc	: Taux de pénétration en termes de bénéficiaires de crédit
Tr	: Taux de remboursement
Tr CRA	: Taux de remboursement au niveau de la Commune rurale d'Analavory
TRF	: Crédit du type Transformation
Tr national	: Taux de remboursement au niveau national
URCECAM	: Union Régionale des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels

## INTRODUCTION

La majorité de la population rurale ne dispose pas de moyens financiers nécessaires pour améliorer leur production annuelle. Diverses approches ont été entreprises au fil des années en matière de financement rural avec l'intervention de différentes entités regroupées dans le Système Financier Décentralisé (SFD) (Cf. Annexe I), des banques et des autres structures d'appui (Cf. Annexe II). Le système bancaire spécialisé en microfinance a été introduit en 1977 (Cf. Annexe III) par la *Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra* (BTM) à travers les crédits de masse [8]. Il ne touchait qu'une faible proportion étant donné que les banques ne présentent pas une répartition géographique assez étendue.

La constitution des Organisations Paysannes (OP) (Cf. Annexe IV) présente des avantages concernant l'accès au financement rural et les techniques de production dispensés par les organismes de développement rural. Pourtant, la plupart des paysans n'adhère pas à ces organisations. En 2003, environ 3 500 OP ont été recensées à Madagascar selon le MAEP, avec un effectif moyen de 7 à 30 membres par organisation [5]. Ainsi, le recours aux emprunts auprès des établissements de microcrédit (EMC) permet aux paysans se trouvant éloignés des banques et n'étant pas membres des OP, de financer leurs activités agricoles. Selon la Coordination Nationale de la MicroFinance (CNMF), la microfinance désigne l'activité de collecte d'épargne et de financement des petits producteurs ruraux et urbains et dont la population bénéficiaire est relativement pauvre ou tout au moins exclue du système bancaire classique [24].

Malgré la multiplication du nombre des EMC, actuellement au nombre de trente trois établissements (Cf. Annexe V), les investissements dans le secteur agricole restent très faibles, moins de 1% de la valeur de la production annuelle [26]. De plus, en 2010, le taux d'accès des ménages aux services des EMC n'atteint que les 17,5% au niveau national [22]. Cela peut être qualifié faible si au cours de la même année, environ 75,3% des ménages ruraux ont été classés pauvres [14]. Bien que les informations relatives à l'utilisation du crédit informel ne soient pas disponibles, on estime toutefois que plus d'un tiers des ménages ruraux prennent recours aux services des usuriers [26] (Cf. Annexe VI). Or, les taux d'intérêt de 1% à 9% par mois exigés par les EMC sont largement inférieurs à ceux pratiqués par les prêteurs traditionnels [25]. A travers ces chiffres, on peut déduire qu'il existe des facteurs qui

expliquent le fait que les paysans préfèrent consulter les prestataires informels que d'accéder aux services financiers des EMC à leur disposition.

La Première Agence de Microfinance (PAMF) figure parmi les dernières Institutions de MicroFinance (IMF) qui s'étaient constituées à Madagascar et dont les premières opérations de crédit datent de 2 006 [16]. Etant donnée sa récente implantation, elle devrait figurer parmi les établissements financiers présentant des produits innovants et convenant bien aux attentes des demandeurs de service. Cette nouvelle IMF devrait donc être en mesure de connaître les faiblesses et les échecs des anciennes institutions. La problématique de la présente étude tourne autour de la question suivante : « Quelle est la contribution de la PAMF à la résolution des problèmes rencontrés par les paysans vis-à-vis de l'utilisation du service crédit proposé par les EMC ? »

Pour appréhender de plus près le sujet, une étude de cas est jugée utile. Parmi les agences rurales de la PAMF figure celle qui est implantée depuis Octobre 2008 [16] dans la Commune rurale d'Analavory, ce qui constituera également la zone d'étude. Cette Commune appartient à la Région Itasy dont l'importance de l'activité agricole n'est plus à démontrer.

Afin de parvenir à la problématique, il est nécessaire de répondre aux trois questions de recherche suivantes :

- Quelles sont les expériences de la Commune rurale d'Analavory en matière de crédit agricole avant l'installation de la PAMF dans cette localité?
- Comment se présentent, par ordre d'importance, les facteurs qui influencent la décision des paysans à réaliser des emprunts auprès des EMC, selon les points de vue des enquêtés et le degré de significativité de chaque facteur ?
- Comment se manifestent les actions de la PAMF sur la réduction des contraintes des paysans face à l'usage du crédit formel ?

L'objectif global du présent document est alors de déterminer les apports de la PAMF à l'amélioration de l'accessibilité du crédit aux ménages ruraux.

Les objectifs spécifiques correspondant seraient donc de :

- Définir les acquis de la Commune rurale d'Analavory en termes de crédit agricole;
- Cerner de manière ordonnée les différents facteurs affectant la décision des paysans de fréquenter les EMC;
- Décrire les interventions de la PAMF à la résolution du problème d'accès au crédit au niveau de la zone d'étude.

Pour atteindre ces objectifs et bien cadrer l'étude, les hypothèses de travail retenues sont énoncées comme suit :

- Le système de crédit agricole n'est pas nouveau pour les habitants de la Commune Analavory ;
- L'éloignement des agences ou caisses des EMC par rapport au lieu d'habitation du paysan constitue le premier facteur influençant la décision d'accéder au crédit formel pour le cas de la Commune Analavory;
- La PAMF apporte des solutions à tous les facteurs qui démotivent les paysans à recourir aux emprunts auprès des EMC.

En résumé, les résultats attendus de l'étude tournent autour des affirmations suivantes :

- Les expériences de la Commune d'Analavory en matière de crédit agricole seront connues ;
- Les problèmes rencontrés par les paysans concernant l'utilisation des services des EMC seront étudiés à travers une analyse de leurs points de vue et une analyse économétrique des variables susceptibles d'affecter leur motivation;
- Les interventions de la PAMF face aux contraintes des ménages agricoles à l'accès au crédit seront déterminées.

Le présent document est structuré en trois parties :

- La partie matériels et méthodes présente la délimitation de l'étude et les démarches méthodologiques ;
- Les résultats concernent l'évolution des indicateurs d'accès au crédit avant l'installation de la PAMF dans la zone d'étude, les facteurs influençant la motivation des paysans quant à l'utilisation des services formels de crédit, les interventions de la PAMF face à ces facteurs ;
- Les discussions et recommandations portent sur l'analyse des résultats et la formulation des actions à entreprendre pour l'amélioration de l'accessibilité du crédit dans la Commune Analavory.

# 1 MATERIELS ET METHODES

Le travail de recherche a été réalisé en passant par les deux points essentiels suivants :

- la délimitation de l'étude
- la détermination de la méthodologie de recherche.

## 1.1 Délimitation de l'étude

Elle consiste à bien cerner l'étude en question c'est-à-dire à définir le choix du thème, le choix de l'organisme d'accueil et enfin le choix de la zone d'étude.

### 1.1.1 Choix du thème

La majorité des paysans malgaches est classée pauvre et nécessite des appuis financiers dans la réalisation de leurs activités [14]. Différentes interventions se sont succédées pour le financement du monde rural. Parmi lesquelles se distinguent les activités des banques, des EMC et des divers projets. Les projets se caractérisent par leur tendance à deviner les besoins des paysans. En se basant sur la théorie du *bottom up* selon laquelle la base de la population connaît elle-même ses nécessités, les activités des banques et des EMC ont été alors retenues. En effet, les demandeurs de crédit auprès de ces établissements sont beaucoup plus libres d'utiliser les fonds selon leurs logiques de production. Cependant, les banques sont des institutions financières éloignées du milieu rural. Aussi, elles n'accordent que des montants élevés de crédit. A l'opposé, les EMC offrent des services de proximité par l'installation de leurs caisses ou agences en zone rurale. Les crédits qu'ils octroient à chaque membre ou client peuvent être à faible montant. L'action des EMC a été donc prise en compte puisque leurs services seraient les plus appropriés aux petits agriculteurs. C'est de cette manière que le thème global microcrédit a été choisi.

Le stage pré-mémoire effectué à la fin de la quatrième année de la formation d'Ingénieur a permis d'identifier différents problèmes concernant le domaine du microcrédit. Ils se manifestent tant au niveau de la gestion interne des EMC qu'au niveau des demandeurs de crédit. La majorité de la population malgache étant rurale [14], l'étude a plutôt été orientée du côté des paysans demandeurs de crédit. Ces derniers connaissent des contraintes relatives à l'utilisation des EMC. Les IMF se multiplient de plus en plus dernièrement. Il serait nécessaire de voir si elles améliorent leurs services en considérant les difficultés des paysans à recourir à leurs offres de crédit. Le thème spécifique « contribution d'une IMF à l'accès des ménages agricoles au crédit » a été ainsi choisi.

### **1.1.2 Choix et présentation de l'institution financière d'accueil**

Les IMF implantées à Madagascar peuvent être classées juridiquement en 2 grands groupes : les mutualistes et les non-mutualistes (Cf. Annexe VII). Les IMF non-mutualistes se distinguent par le fait que les clients sont beaucoup plus indépendants de l'institution : ils peuvent recourir à des emprunts sans forcément en être membres. La PAMF est une IMF non-mutualiste et elle a été choisie d'autant plus qu'elle figure parmi les plus récentes qui s'étaient constituées. Il serait donc intéressant d'appréhender ses approches et méthodes de travail agissant sur la motivation des paysans à l'utiliser.

Le siège de la PAMF se situe dans la capitale, à Antsahavola, et elle dispose actuellement de 11 agences réparties dans les régions de Madagascar et dont 8 sont des agences rurales (Cf. Annexe VIII). En tant que Société Anonyme, le capital de cette IMF a été fourni par un actionnaire unique (l'Aga Khan). Comme mission, elle s'est proposée de :

- lutter contre la pauvreté ;
- diminuer la vulnérabilité des populations les plus pauvres en les aidant à devenir autonomes ;
- atténuer l'exclusion sociale et économique [16].

### **1.1.3 Choix et présentation de la zone d'étude**

La Commune rurale d'Analavory (CRA) a été retenue pour l'étude de cas. Une agence de la PAMF a été installée au niveau de cette Commune en fin Octobre 2008. Depuis, elle a servi les habitants de ses différents Fokontany. De plus, cette zone détient des conditions agroclimatiques favorables à d'innombrables cultures (riz, vivrières, maraîchères, industrielles et fruits [10] (Cf. Annexe IX). Le sol volcanique y est très fertile et possède une aptitude culturale élevée. De même, le relief est assez aéré avec des plaines et de larges vallées. Quant au climat, il est du type tropical d'altitude avec une période de pluie par année. Les précipitations annuelles oscillent entre 800mm et 1000mm et la température moyenne annuelle varie entre 7° et 26,7° [20].

#### ***1.1.3.1 Localisation administrative***

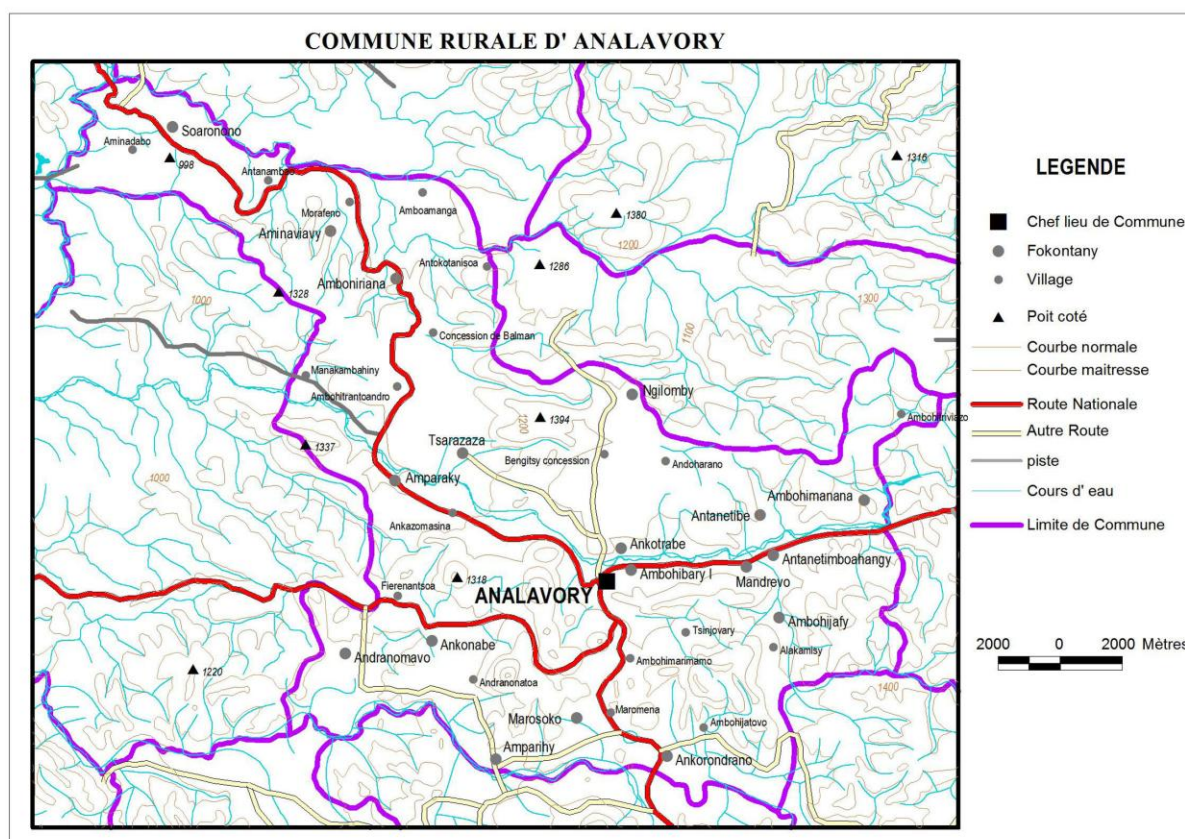
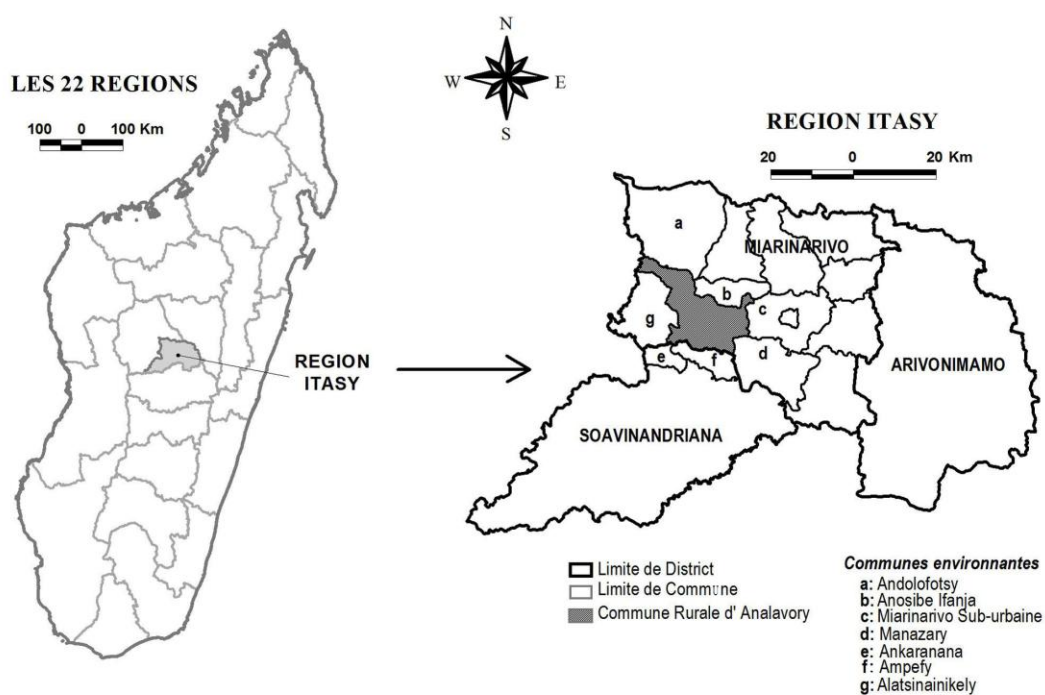
La CRA est incluse dans la Région Itasy, plus précisément dans le District de Miarinarivo. Cette Commune comprend 21 Fokontany (Cf. Annexe X) et s'étend sur une superficie de 406km<sup>2</sup>. L'effectif total de la population est de 57 716 en 2010 [10], soit une densité de 142 habitants/km<sup>2</sup>.



### ***1.1.3.2 Localisation géographique***

La CRA se trouve dans la partie centrale de Madagascar, à 111km au Sud-Ouest de la capitale et à 22km à l'Ouest de Miarinarivo [10]. Elle a pour coordonnées géographiques 18°58'S de latitude et 46°43'E de longitude (FTM, 2011). Du point de vue de sa situation géographique, elle est très privilégiée car elle se trouve au centre du pays. Les échanges avec la capitale et les districts voisins sont facilités par l'existence de routes nationales telles que la RN1, la RN1bis et la RN43 qui passent à travers la majorité de ses Fokontany[10]. Sa localisation géographique tient une place importante concernant le transport, la communication et l'écoulement des différents produits notamment vers Antananarivo. La capitale de la Commune est réellement un carrefour de marché pour toutes les Communes rurales environnantes.

Figure 1 : Carte de localisation de la zone d'étude



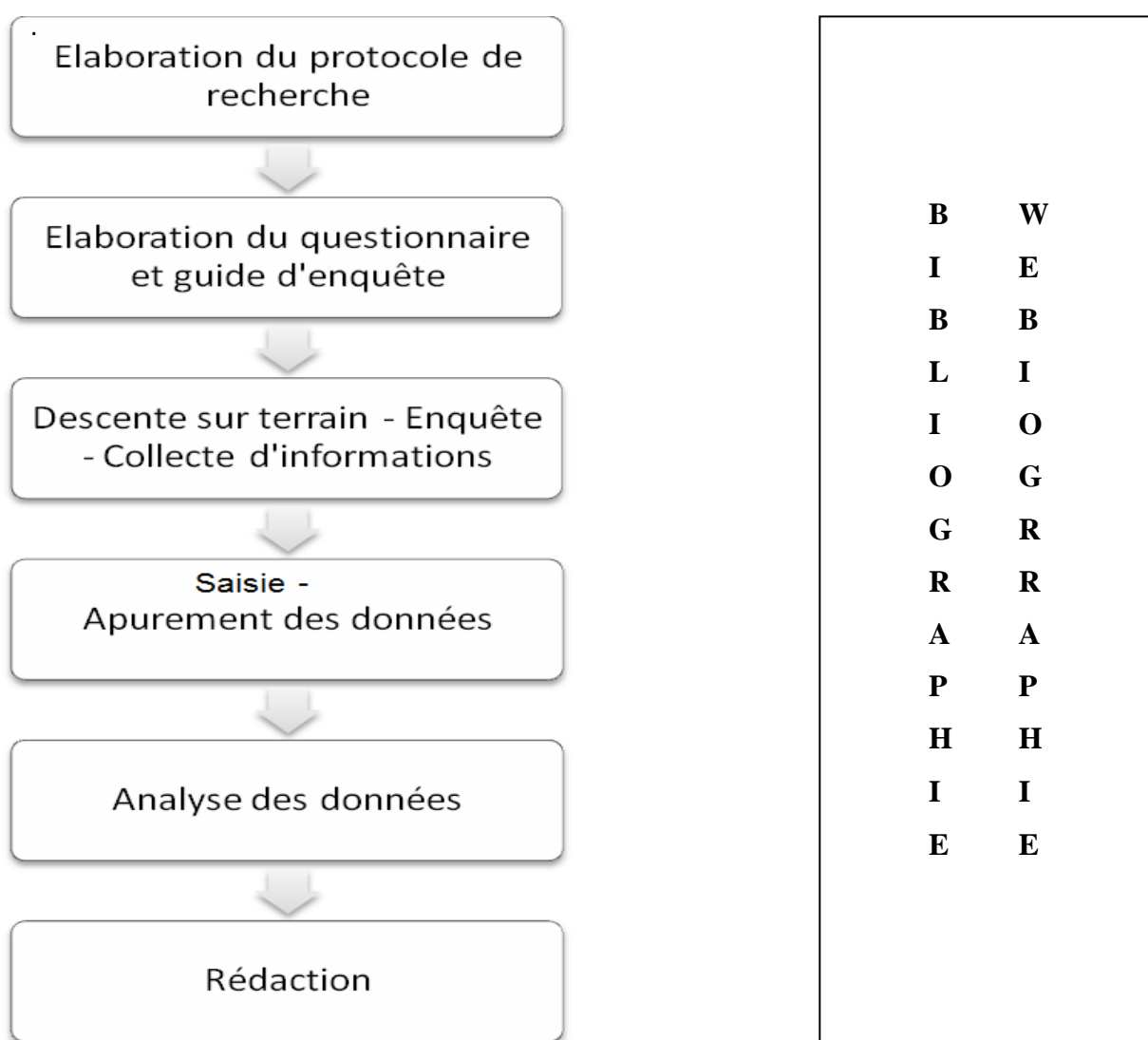
Source: BD200 FTM

## 1.2 Méthodologie de recherche

### 1.2.1 Démarche générale

La figure 2 suivante montre la démarche générale de l'étude à travers les étapes successives entreprises depuis l'élaboration du protocole de recherche jusqu'à la rédaction du présent document.

**Figure 2 : Démarche générale de l'étude**



*Source : Auteur, 2011*

### **1.2.2 Recherches bibliographiques et webiographiques**

La recherche documentaire à travers l'exploitation des documents disponibles et des informations sur le web a été effectuée tout au long de l'étude : dès la phase de recherche de thème à traiter jusqu'à la confrontation des données recueillies sur terrain.

La recherche d'informations a surtout porté sur:

- les spécificités de la zone d'étude [10], [20];
- le contexte actuel et l'évolution du crédit agricole, au niveau national et au niveau de la CRA [9], [16], [24], [25];
- la loi juridique en relation avec le monde du crédit agricole [6];
- les facteurs susceptibles de réduire la motivation des paysans à utiliser les services des EMC [1], [3], [4], [11], [19], [21], [23], [29], [32].

Le Plan Communal de Développement (PCD) de la Commune Analavory, le rapport de gestion de la PAMF et les archives de la CNMF concernant l'évolution du système de crédit ont été d'une grande utilité. Aussi, il a été nécessaire de consulter les mémoires d'Ingéniorat du Département Agro-Management de l'ESSA pour la recherche des problématiques qui ont déjà été mises en exergue, permettant ainsi, de dégager de nouvelles études.

### **1.2.3 Etudes préliminaires**

Elles concernent les études avant l'enquête formelle et regroupent les quatre étapes successives suivantes :

#### ***1.2.3.1 Elaboration du protocole de recherche***

Cette première étape qui figure dans la démarche générale constitue le point fondamental ou la base de toute l'étude. Elle a permis de bien cerner et délimiter le sujet en partant d'un contexte de financement rural. De cette exposition de la situation a découlé une réalité contradictoire qui a conduit à la formulation d'une problématique. Par la suite, les questions de recherche, les objectifs, les hypothèses de travail, les résultats envisagés et la méthodologie pour vérifier les hypothèses avancées ont été déterminés.

### **1.2.3.2 Elaboration du questionnaire de recherche et du guide d'entretien**

Le questionnaire de recherche (Cf. Annexe XI) a été produit préalablement avant la descente sur terrain. Il consiste en une série de questions pour recueillir des données auprès de chaque ménage enquêté tout en se référant toujours aux hypothèses de recherche évoquées. Autrement dit, à chaque hypothèse correspond une série de questions permettant de démontrer sa véracité.

Parallèlement, un guide d'entretien (Cf. Annexe XII) a été également élaboré dans le but de confronter et compléter les informations obtenues auprès des ménages. Elles s'adressent alors à quelques personnes ressources.

### **1.2.3.3 Enquête informelle**

Des visites de courtoisie ont été effectuées auprès du Maire de la CRA, du Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels (URCECAM) Itasy et du *Regional Manager* de la PAMF. Le but de l'étude leur a été exposé. D'une part, cette étape a permis d'avoir une meilleure connaissance de la CRA. D'autre part, elle a abouti à l'obtention d'une autorisation relative à la collecte de données auprès de l'agence et des caisses rattachées aux IMF dans la zone d'étude.

### **1.2.3.4 Entretiens avec les personnes ressources**

Suite à l'enquête informelle, les premiers responsables rencontrés ont suggéré d'autres personnes à consulter. Parmi ces personnes ressources figurent les Chefs des *Fokontany* retenus pour l'enquête, le Responsable du service agricole au bureau de la Commune Analavory, le Chef d'agence de la PAMF Analavory et un Conseiller (Cf. Annexe VII) de la Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels (CECAM) Analavory. Les autorités locales de la Commune Analavory ont contribué à l'amélioration du modèle de questionnaire suivant les caractéristiques spécifiques de la zone d'étude. Elles ont facilité les enquêtes auprès des paysans d'autant plus que ces derniers ont été préalablement avisés par les Chefs *Fokontany* de la venue d'un enquêteur. Les renseignements fournis par le Chef d'agence de la PAMF Analavory et le conseiller de la caisse CECAM Analavory ont été utiles pour la vérification de l'hypothèse n°3.

Le Responsable du système d'information et de la communication de la CNMF a été consulté pour les bases de données nationales de la microfinance utiles pour la vérification de l'hypothèse n°1.

Le Responsable du service d'appui aux finances rurales du MAEP a été sollicité pour le contexte général de l'étude. Les informations concernant les organismes d'appui au financement rural et l'utilisation du crédit informel ont été fournies par ce dernier.

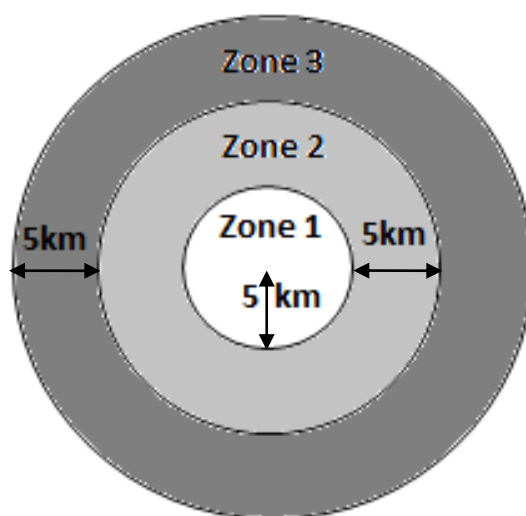
#### 1.2.4 Enquête formelle

Après échantillonnage, une enquête formelle auprès de 150 paysans producteurs a été réalisée.

##### 1.2.4.1 Echantillonnage

Afin d'effectuer une enquête plus représentative de la CRA, la répartition géographique de ses habitants a été prise en compte. D'autant plus, la vérification de l'hypothèse n°2 portant sur le problème d'éloignement des agences/caisses (Cf. Annexe VII) par rapport au lieu d'habitation des paysans exige ce modèle d'échantillonnage. Les 150 ménages à enquêter ont alors été répartis équitablement dans trois zones de la CRA, soit 50 ménages par zone, ce qui est illustré par la figure 3 suivante.

**Figure 3 : Echantillonnage selon l'éloignement de chaque zone par rapport au chef-lieu de la Commune**



*Source : Auteur, 2011*

La zone 1 couvre les *Fokontany* les plus proches du chef-lieu de la CRA, c'est-à-dire les *Fokontany* qui se trouvent à proximité des bureaux administratifs et des agences/caisses de microfinance. Elle est située dans un rayon de 5km. La zone 2 est intermédiaire et est délimitée dans un rayon de 5 à 10km par rapport à la ville d'Analavory. La zone 3 est la plus éloignée et regroupe les *Fokontany* de la CRA se trouvant au-delà de 10km de la ville d'Analavory. Les conseils des autorités locales concernant la sécurité et l'accessibilité de

chaque endroit ont conduit au choix des trois *Fokontany* suivants pour la réalisation des enquêtes :

- **Zone 1** : *Fokontany* Analavory qui sert de capitale pour la Commune Analavory
- **Zone 2** : *Fokontany* Antanetimboahangy, distant de 7km par rapport au chef-lieu de la Commune ;
- **Zone 3** : *Fokontany* Ankonabe, distant de 11km par rapport au chef-lieu de la Commune.

Finalement, pour la sélection des 50 ménages par zone, les 25 ménages figurent dans la liste des clients de la PAMF dans la mesure où le but de l'étude est de connaître la contribution de cette IMF à l'accès au crédit. Cependant, comme le résultat n°2 consiste à la détermination des facteurs agissant sur la décision des paysans à accéder au crédit formel, les avis et les caractéristiques de ceux qui n'ont jamais effectué des emprunts auprès des EMC ont été considérés. C'est pourquoi 13 ménages par zone représentent ce cas. Le reste, c'est-à-dire 12 ménages par zone, regroupent les clients/membres (Cf. Annexe VII) des autres EMC afin d'enrichir les données. En effet, chaque EMC possède ses propres services et procédures d'octroi. Autrement dit, les problèmes d'accès au crédit rencontrés par les paysans ne sont pas tous les mêmes vis-à-vis des différents EMC, ils peuvent varier d'un établissement à un autre. Sur terrain, le choix des 50 ménages par *Fokontany* a été fait en respectant la proportion 25-12-13 comme indique le tableau 1 ci-après. Ce dernier met également en évidence le nombre de ménages enquêtés par hameau.

**Tableau 1 : Répartition des 150 ménages enquêtés**

<b>Fokontany</b>	<b>Hameau</b>	<b>Nombre de ménages enquêtés</b>
<b>ANALAVORY</b>  (50 ménages dont : -25 clients de la PAMF -12 membres du CECAM -13 n'ayant jamais effectué un emprunt)	Analavory	5
	Anatisaha	3
	Ankininiabo	6
	Beravina	5
	Beteheza	9
	Firavaha	14
	Imazy	8
	<b>Sous-total</b>	<b>50</b>
<b>ANTANETIMBOAHANGY</b>  (50 ménages dont : -25 clients de la PAMF -12 membres du CECAM -13 n'ayant jamais effectué un emprunt)	Ambohimamory	7
	Ambololondrano	3
	Andasy	5
	Antanetimboahangy	24
	Fanjakely	1
	Mandrevo	4
	Manerinerina	6
	<b>Sous-total</b>	<b>50</b>
<b>ANKONABE</b>  (50 ménages dont : -25 clients de la PAMF -12 membres du CECAM -13 n'ayant jamais effectué un emprunt)	Ambodimanga	3
	Ampitanomby	4
	Ankonabe	34
	Anjiro	8
	Morarano	1
	<b>Sous-total</b>	<b>50</b>
<b>TOTAL</b>		<b>150</b>

*Source : Auteur, 2011*

#### **1.2.4.2 Enquête auprès des ménages agricoles**

Cette phase se manifeste par la descente dans les trois *Fokontany* retenus et l'enquête des 150 ménages agricoles. Plus exactement, elle consiste à remplir les questionnaires de recherche permettant d'obtenir les informations réelles sur terrain. La descente dans les hameaux les plus proches de la capitale communale a été réalisée en premier lieu. Cette décision a été prise dans le but d'éviter toute perte de temps car les premières enquêtes sont souvent considérées comme des exercices. L'habitude vis-à-vis du remplissage des questionnaires de recherche s'acquiert au fur et à mesure que l'enquête avance. De ce fait, les enquêtes menées au *Fokontany* le plus éloigné doivent être parfaites pour ne plus y retourner.

#### **1.2.5 Méthodes d'analyse de données**

Les méthodes d'analyse de données comprennent la saisie des données, leur apurement et leur traitement.



### ***1.2.5.1 Saisie des données***

Elle consiste à saisir numériquement les informations recueillies dans le questionnaire de recherche en version dure afin de les analyser par la suite. Le logiciel CSPRO 4 a été d'une grande aide car il a permis la création d'un masque de saisie tout à fait identique à la forme du questionnaire de recherche. En d'autres termes, ce dernier et les tableaux qu'il contient ont été présentés tels quels dans le masque de saisie, facilitant ainsi la saisie des données.

### ***1.2.5.2 Apurement des données***

Le logiciel STATA 10 a été utilisé lors de l'apurement des données en raison de sa simple manipulation, les données saisies sous CSPRO 4 ont alors été transformées et ramenées sous STATA 10 avant d'être apurées et traitées.

Il s'agit dans cette étape de compléter les données premièrement acquises dans les questionnaires. Plus précisément, d'autres colonnes sont créées dans lesquelles des formules de calcul ou de codification ont été introduites. Ceci étant réalisé afin d'obtenir de nouvelles données plus explicatives : certaines données nécessaires pour le traitement ne figurent pas tout de suite dans les données brutes contenues dans les questionnaires. Des corrections de saisie ont été aussi effectuées lors de l'apurement des données car il existe des erreurs de frappe pouvant fausser les résultats d'analyse. Enfin, la vérification de la cohérence des données a également été considérée pendant cette étape. (Cf. Annexe XIII)

### ***1.2.5.3 Traitement des données***

Cette étape concerne l'analyse des données proprement dite c'est-à-dire l'exploitation des données permettant d'aboutir aux résultats de recherche. Ainsi, à chaque hypothèse de recherche correspondent des méthodes et outils d'analyse spécifique.

### ***1.2.5.4 Outils de traitement utilisés***

Les outils et méthodes de traitement utilisés sont : Excel 2007 pour les évolutions chiffrées du microcrédit et la connaissance de la part de contribution de la PAMF à l'accès au crédit, le logiciel CSPRO 4 pour la saisie des données, le logiciel STATA 10 pour l'analyse des points de vue des paysans, et la modélisation des facteurs pouvant influencer la motivation des paysans. Enfin, une analyse comparative entre la PAMF et les autres EMC œuvrant pour la CRA a été adoptée en vue de distinguer les spécificités de la PAMF.

## **1.2.6 Démarches de vérification spécifiques à chaque hypothèse**

### **1.2.6.1 Démarche de vérification de l'hypothèse 1 : « Le système de crédit agricole n'est pas nouveau pour les habitants de la Commune Analavory. »**

#### **a. Etat des lieux**

La connaissance de l'historique de l'apparition des EMC au sein de la CRA s'avère nécessaire. A part les entretiens avec les personnes ressources, la bibliographie constitue le meilleur moyen pour obtenir ces informations. Par la suite, une liste actualisée des EMC qui fournissent des produits de microcrédit à la CRA a été établie.

#### **b. Identification des indicateurs relatifs à l'accès des ménages ruraux au crédit**

Lorsque les établissements qui offrent des services de microcrédit à la CRA sont connus, la perception des effets de leur existence peut être examinée à travers l'évolution annuelle des indicateurs relatifs à l'accès au crédit. La CNMF utilise plusieurs éléments pour indiquer l'accès des ménages aux services microfinanciers (Cf. Annexe XIV). Mais comme le thème traite uniquement l'accès au crédit, quatre indicateurs sont retenus pour étudier les expériences de la CRA en matière de crédit avant l'implantation de la PAMF dans cette zone :

- le nombre de clients ou membres (Nc/m) ;
- le montant de crédit déboursé pendant toute l'année (Mcd) ;
- le taux de remboursement (Tr) ;
- le taux de pénétration des ménages en microfinance (Tp).

Les données relatives à l'évolution de ces indicateurs résultent de la consultation des statistiques propres à chaque EMC concerné, puis de la consolidation de ces dernières afin d'obtenir les évolutions qui concernent la CRA entière.

Les évolutions de ces quatre indicateurs au sein de la CRA sont représentées graphiquement et comparées avec les mêmes données au niveau national. Cette comparaison est nécessaire afin de pouvoir dire si la zone d'étude possède une certaine expérience en matière de crédit ou non, avant l'installation de la PAMF.

#### **c. Evolutions des nombres de clients ou membres (Nc/m) et des montants de crédit déboursé (Mcd)**

Pour l'appréciation des expériences de la zone d'étude en termes de Nc/m et de Mcd, il a fallu confronter les données réellement obtenues auprès des différents EMC de la CRA avec les moyennes que devraient disposer chaque Commune. Les moyennes par Commune sont

obtenues à partir des valeurs totales de ces deux indicateurs au niveau national, en utilisant la formule suivante :

$\text{Valeur moyenne pour chaque Commune ou } Vm = \frac{\text{Valeur totale au niveau national}}{\text{Nombre de Communes}}$
--

Deux courbes seront comparées : Vm ou Valeur moyenne par Commune du Nc/m ou du Mcd et Vr ou Valeur réelle obtenue auprès des EMC concernant les mêmes points.

Lorsque le graphe représentatif de la moyenne se trouve au dessus de la courbe réelle des données obtenues sur terrain, on pourra dire que la CRA ne possède pas encore assez d'expérience en l'indicateur d'accès considéré. Dans le cas contraire, la zone d'étude dispose un certain acquis en la matière. Deux cas peuvent se présenter :

- Si  $Vm > Vr$ , la CRA ne possède pas assez d'expériences en termes de Nc/m ou de Mcd.
- Si  $Vm < Vr$ , la CRA possède suffisamment d'expériences en termes de Nc/m ou de Mcd.

#### **d. Evolutions des taux de remboursement (Tr)**

Le taux de portefeuille à risque (Cf. Annexe XV) constitue le meilleur moyen d'évaluer la faculté de remboursement des paysans mais l'indisponibilité de données a conduit au choix du Tr. Ce dernier a été considéré comme un indicateur d'accès important car il met en exergue la capacité des paysans à honorer leurs dettes. En effet, la réalisation d'un Tr très faible pourrait conduire à la fermeture d'un EMC à cause d'un risque sectoriel, entraînant des conséquences pour toute la zone cible. Deux types d'appréciation du Tr peuvent être appliqués :

- Le Tr à l'échéance, montrant l'aptitude des bénéficiaires de crédit à respecter les dates d'expiration de leurs crédits ;
- Le Tr à la fin de l'exercice, indiquant la capacité des bénéficiaires de crédit à clôturer leur prêt à une date précise qui est le 31 Décembre de chaque année, en ne tenant pas compte des retards par rapport aux dates d'expiration de chaque crédit. L'essentiel pour le Tr à la fin de l'exercice est d'examiner si malgré les retards par rapport à ce qui a été convenu, les crédits ajournés ont quand même pu être clôturés à une date limite qui n'est autre que la fin de l'année.

Faute de disponibilité de données encore, c'est l'évolution du Tr à la fin de l'exercice qui sera confrontée avec le même cas au niveau national :

- Si la courbe du Tr au niveau de la CRA se trouve au-dessus de celle du Tr au niveau national, autrement dit si  $Tr_{CRA} > Tr_{national}$ , les paysans de la zone d'étude n'ont pas trop de difficulté quant au remboursement des emprunts ;

- Si la courbe du Tr CRA se trouve au-dessous du Tr national, c'est-à-dire lorsque  $Tr\ CRA < Tr\ national$ , les paysans de la CRA n'ont pas assez d'expérience en matière de remboursement des crédits.

#### e. Evolutions des taux de pénétration des ménages en microfinance (Tp)

Le Tp est l'un des indicateurs le plus utilisé par la CNMF afin d'évaluer l'accessibilité des services microfinanciers aux ménages à faible revenu (Cf. Annexe XVI). A cet effet, elle définit le Tp comme un indicateur qui permet de mesurer et d'apprécier à un moment donné, le niveau de couverture de l'offre de services de microfinance dans une aire géographique bien déterminée (exemples : National, Région, District, Commune, *Fokontany*) [9].

Les valeurs du Tp à l'échelle nationale utilisées pour la comparaison sont les résultats de calcul de la CNMF tandis que les évolutions du Tp au sein de la zone d'étude seront obtenues en appliquant, par analogie, leur mode de calcul, au niveau communal, dont voici la formule :

$\text{Taux de pénétration} = \frac{\text{Nombre d'individus utilisant les services de microfinance}}{\text{Nombre de ménages cibles}}$
---

Il faut souligner que cette méthode de calcul de la CNMF n'est pas figée et que tout dépend de l'aspect qu'on veut mesurer à la fois au numérateur et au dénominateur (Cf. Annexe XVII). Mais puisqu'il s'agit d'une comparaison de cas entre le Tp au niveau national et communal, et comme les valeurs du Tp national existent déjà suite à des calculs effectués par la CNMF, la formule utilisée pour obtenir le Tp au niveau de la zone d'étude doit être semblable à la méthode de calcul de la CNMF. Autrement dit, on doit retrouver les mêmes formes à la place du numérateur et du dénominateur. Cinq hypothèses sont alors retenues :

- un individu représente un ménage ;
- le nombre d'individus utilisant les services de microfinance englobe les bénéficiaires de crédits et les épargnants depuis le début des activités de l'établissement de microfinance, il n'est autre que le cumul des clients ou membres ;
- l'effectif moyen d'un ménage de la CRA est de 5 individus [10] ;
- 70% des ménages ruraux de la Région Itasy sont pauvres [27], le coefficient 0,7 sera également appliqué pour la CRA faute de statistiques appropriées au niveau communal et dans la mesure où la zone d'étude fait partie de la Région Itasy ;
- soit un nombre de ménages cibles au niveau communal qui équivaut à l'effectif total de la population x 0,7 / 5.

De la sorte, la formule pour le calcul du Tp devient, pour le cas de la CRA :

$$\text{Taux de pénétration} = \frac{\text{Nombre de clients ou membres} \times 100}{\text{Effectif total de la population} \times 0,7/5}$$

Tout comme les 3 premiers indicateurs, les évolutions du Tp pour le cas du pays et de la zone d'étude seront représentées graphiquement et comparées.

- Si Tp CRA > Tp national, alors les paysans d'Analavory ont acquis une certaine habitude quant à la fréquentation des établissements de microfinance ;
- Si Tp CRA < Tp national, alors l'utilisation des services de microfinance est nouveau pour les paysans d'Analavory.

#### ***1.2.6.2 Démarche de vérification de l'hypothèse 2 : « L'éloignement des établissements de microcrédit par rapport au lieu d'habitation du paysan constitue le premier facteur déterminant sa décision d'accéder au crédit formel »***

Le but final de cette partie de l'étude est d'obtenir une modélisation des facteurs déterminant l'intention des paysans à recourir ou non aux services des EMC. Bien évidemment, la question de couverture géographique des EMC est introduite parmi ces facteurs afin de constater son niveau d'importance, permettant ainsi de confirmer ou infirmer l'hypothèse avancée.

##### **a. Détermination des facteurs susceptibles d'affecter la motivation des ménages agricoles à contracter des prêts auprès des établissements de microcrédit**

Dans un premier temps, les différents facteurs pouvant agir sur l'intention des ménages agricoles à contracter des prêts auprès des EMC doivent être connus. Parmi de tels facteurs figurent les divers aspects qui sont probablement considérés comme des obstacles à l'accès au crédit et les points qui peuvent accentuer les demandes d'octroi. Tout d'abord, les enquêtes menées auprès des paysans d'Analavory lors du stage pré-mémoire ont permis de dégager les contraintes qui les découragent à utiliser les EMC. La démarche a été complétée par les résultats des recherches bibliographiques sur différents travaux effectués se rapportant au thème de l'étude. Certaines informations proviennent également des entretiens avec les personnes ressources, notamment avec le Chef d'agence de la PAMF et ses agents de crédit qui connaissent bien le milieu. Finalement, les autres préposés facteurs ont été identifiés suite à la constatation des faits au cours des deux stages au sein de la PAMF.

Les 19 facteurs présentés dans le tableau 2 ci-après résultent alors des recherches mentionnées précédemment.

**Tableau 2 : Liste des facteurs susceptibles d'influencer la motivation des paysans à utiliser le crédit formel**

Numéro	Facteurs	Commentaires	Sources
<b>FACTEURS DEPENDANTS DES EMC</b>			
<b>1</b>	Taux d'intérêt élevé	Les taux d'intérêt appliqués par les EMC ne sont pas à la portée des ménages agricoles.	[4], [23], [29]
<b>2</b>	Manque d'informations	Le monde rural se trouve face à un manque d'information sur les procédures pour déposer une demande de crédit malgré l'implantation des institutions financières.	[1], [4]
<b>3</b>	Manque de garanties matérielles	Il a de profondes répercussions dans le domaine du crédit rural. Beaucoup de ménages ruraux ne possèdent pas assez de garanties matérielles.	[1], [4], [23], [29]
<b>4</b>	Eloignement entre EMC et lieu d'habitation	De nombreuses zones rurales subissent l'enclavement par rapport à tout établissement administratif y compris les EMC.	[3]
<b>5</b>	Lourdes procédures de préparation de dossier	Ce facteur est détaillé en 3 points distincts : -difficulté des procédures d'établissement du dossier ; -coût élevé de la préparation du dossier ; -temps dépensé pour la préparation du dossier.	[1]
<b>6</b>	Réduction du montant demandé	Il s'agit d'un problème de plafonnement : le montant accordé aux emprunteurs est souvent inférieur à la somme demandée avant comité de crédit.	[1]
<b>7</b>	Refus de la demande	Elle est due à une surévaluation des garanties et par précaution, les EMC préfèrent rejeter certaines demandes.	[4], [29]
<b>8</b>	Retard du déboursement	Le retard du déblocage est souvent dû à une centralisation des pouvoirs de décision notamment pour les montants de crédit élevés.	[1]
<b>9</b>	Mauvaise compréhension du suivi post-octroi	Les agents de crédit rendent visite chez les bénéficiaires pour vérifier le respect de l'objet de crédit. Les paysans l'assimilent parfois comme un acte de recouvrement à cause d'un retard de remboursement, ce qui leur met mal à l'aise vis-à-vis de la société.	[1], entretien avec le chef d'agence de la PAMF Analavory
<b>10</b>	Inadaptation aux modalités de remboursement	Les conditions de remboursement ne conviennent pas aux possibilités et disponibilités de trésorerie des paysans.	[1], [3]

Numéro	Facteurs	Commentaires	Sources
<b>FACTEURS INDEPENDANTS DES EMC</b>			
11	Exploitation non rentable	Le mode d'exploitation traditionnel ne suit pas l'évolution des besoins de la famille. De même, l'exploitation n'est pas viable devant une pression foncière : les superficies de culture restent les mêmes alors que la taille du ménage augmente. Par conséquent, le paysan doute de sa capacité de remboursement.	[1], [3]
12	Problème de gestion	Il faut une utilisation effective du crédit pour qu'on ait une valeur ajoutée supérieure à l'intérêt.	[1]
13	Problèmes liés à la commercialisation des produits agricoles	Deux éléments sont pris en compte : -l'inexistence de débouchés pour l'écoulement des produits ; -l'instabilité des prix de vente, les filières agricoles sont sous l'emprise des collecteurs.	[1], [3]
14	Analphabétisation	Bons nombres de ruraux ont un faible niveau d'instruction et sont analphabètes, ce qui les rend méfiants envers toutes les paperasses nécessitant leur signature.	[1], [4], [21]
15	Problème foncier	L'insécurité foncière demeure jusqu'à présent une problématique du développement rural. Elle est en relation avec le crédit rural par le fait que la terre est en général l'unique bien valeureux que le paysan peut déclarer comme garantie lors des emprunts.	[1], [2], [4], [19], [32]
16	Insécurité sociale	Elle est réellement présente en milieu rural dont la principale cause est due aux <i>Dahalo</i> ainsi qu'aux vols de cultures	[1]
17	Concurrence avec les usuriers traditionnels	Les usuriers fournissent un service à accès facile, de proximité et avec un déblocage rapide.	[4], [11]
18	Appréhension des démarches administratives	La crainte des bureaux est habituellement constatée en monde rural.	Entretien avec le Chef d'agence de la PAMF Analavory
19	Cataclysme naturel	Dans de rares cas suite à un cataclysme naturel, les paysans peuvent avoir des difficultés à rembourser leurs dettes.	[1]

Source : Auteur, 2011

Ces facteurs sont classés en deux catégories :

- 10 facteurs dépendant de l'activité des EMC, autrement dit, lorsque ces derniers peuvent y intervenir ;
- 9 facteurs ne dépendant pas de l'activité des EMC c'est-à-dire tout aspect externe en dehors de leur fonction.

#### **b. Analyse des points de vue des intéressés**

Cette première analyse consiste à examiner tout simplement les opinions des enquêtés sur les facteurs qui influencent le plus leur motivation à réaliser ou non une demande de crédit. Pour ce faire, les facteurs trouvés dans le tableau précédent ont été codifiés afin de faciliter les enquêtes (Cf. Annexe XI).

##### ➤ *Analyse de la première réponse affirmée par les enquêtés*

Il s'agit d'étudier la fréquence des premières affirmations avancées par les paysans et de faire ressortir, de cette manière, l'ordre d'importance des facteurs selon leurs points de vue spontanés. Le nombre total de réponses à cette première analyse est égal au nombre de ménages enquêtés c'est-à-dire 150, étant donné que chaque ménage est liée à une réponse.

##### ➤ *Analyse de toutes les réponses fournies par les ménages*

L'ordre d'importance des facteurs pourrait être vu sous un autre angle en considérant toutes les réponses avancées par les enquêtés. Contrairement à l'étude précédente, il ne s'agit pas d'analyser la première réplique mais plutôt de travailler sur le nombre de fois où un supposé facteur influençant a été énoncé. De ce fait, la base de calcul n'est plus une population égale aux 150 ménages enquêtés parce qu'un ménage pourrait certainement évoquer plusieurs facteurs qu'il juge influencer sa motivation.

Dans ces deux cas d'analyse, le facteur le plus influençant est évidemment celui à qui est attribuée la fréquence la plus élevée. La valeur de la fréquence s'obtient par la formule suivante :

$\text{Fréquence correspondant à un facteur} = \frac{\text{Effectif associé au facteur}}{\text{Effectif total}}$
--



**c. Analyse économétrique des facteurs susceptibles d'avoir des effets sur la décision des ménages agricoles vis-à-vis de l'utilisation du crédit formel**

Cette partie de l'étude, à la différence de celle effectuée précédemment sur la base des opinions des ménages agricoles enquêtés, porte sur une analyse plus avancée des relations probables entre les variables économiques relatives à l'accès des ménages au crédit agricole. Les caractéristiques des ménages agricoles figurent parmi les facteurs qui influenceraient la décision de l'exploitant agricole à accéder aux services des EMC.

➤ *Identification des variables d'analyse*

L'étude porte sur l'analyse des relations qui existent entre d'une part, la décision des ménages de réaliser un emprunt auprès des EMC ou non, et d'autre part, différents facteurs relatifs aux caractéristiques des ménages et de l'exploitation. De ce fait, deux catégories de variables sont considérées :

- La variable à expliquer ou variable dépendante exprime la décision des ménages à accéder au crédit agricole ;
- Les variables explicatives ou indépendantes [12] (Cf. Annexe XVIII) sont au nombre de 15 et sont organisées en 3 catégories : caractéristiques de l'exploitant, caractéristiques de l'exploitation, et caractéristiques spécifiques relatives au problème d'accès au crédit.

**Tableau 3 : Rationalité des variables explicatives retenues pour l'analyse économétrique**

Variables considérées	Codes	Rationalités	Réponses des ménages	Signes attendus	Références questionnaire
<b>Caractéristiques de l'exploitant</b>					
1-Sexe du chef de ménage [21]	qii_2	Un ménage dirigé par une femme est souvent de petite taille [17]. Ce ménage aurait moins de charges et ses besoins en crédit seraient moindres.	-Masculin=1 -Féminin=2	–	Question 2
2-Age du chef de ménage [21]	qii_3	Les ménages jeunes seraient beaucoup plus ouverts au système de crédit formel. Les plus âgés garderaient le principe selon lequel le fait d'être endetté est honteux.	$20 \leq \text{Réponses} \leq 68 \text{ ans}$	–	Question 3
3-Degré d'alphabétisation	degr_alphab	Différentes paperasses doivent être remplies pour obtenir un crédit auprès des EMC. Un paysan analphabète n'oserait pas s'engager à l'emprunt s'il ignore le contenu du contrat.	-Sait lire et écrire=1 -Autre=0	+	Question 9
4-Nombre d'années d'étude du chef de ménage	qii_11b	Le recours à l'emprunt formel contribue à l'amélioration des revenus du ménage. Les paysans instruits le comprendraient dans ce sens. Ceux qui ont un niveau de scolarisation faible le considèreraient comme un acte déshonorant.	$0 \leq \text{Réponses} \leq 18 \text{ années}$	+	Question 11
<b>Caractéristiques de l'exploitation</b>					
5-Superficie totale de terrain exploité par le ménage	sup_tot	Les ménages disposant de vastes surfaces agricoles nécessiteraient plus de ressources financières pour les charges en mains d'œuvre extérieur et en intrants agricoles.	$0 \leq \text{Réponses} \leq 1\ 100 \text{ Ares}$	+	Question 13
6-Possession de titre ou certificat fonciers	qiii_14b	Les EMC n'acceptent pas les terrains gagés sans titres fonciers. Or, peu de paysans en disposent. Le fait que le terrain est sécurisé déterminerait la décision du ménage à accéder au crédit formel.	-Possession=1 -Autre=0	+	Question 14
7-Tendance du ménage concernant la destination de la production	destin_prod	Les ménages qui vendent leur production adhèreraient plus facilement au système de crédit formel par rapport à ceux qui pratiquent encore une économie de subsistance. Ces derniers auraient une attitude réservée à l'égard des EMC.	-Autoconsommation=1 -Intermédiaire=2 -Vente=3	+	Question 15, Question 16

Variables considérées	Codes	Rationalités	Réponses des ménages	Signes attendus	Références questionnaire
<b>Caractéristiques spécifiques relatifs au problème d'accès au crédit</b>					
8-Expérience en termes d'années sur la connaissance des EMC	expe_annee	Un ménage qui vient de connaître le système de crédit formel aurait moins de chance de contracter un prêt par rapport à celui qui l'a connu depuis longtemps.	$2 \leq \text{Réponses} \leq 30 \text{ années}$	+	Question 18
9-Nombre de types de sensibilisation et de séance d'information vus, entendus ou assistés	som_info	Cette variable évalue les connaissances du ménage en matière de microcrédit (procédures de demande, conditions d'accès, délai de déboursement, mode de remboursement). Un paysan non informé ne se lancerait pas dans le système de crédit formel.	$0 \leq \text{Réponses} \leq 12 \text{ fois}$	+	Question 19
10-Degré de connaissance des taux d'intérêt pratiqués par les EMC	deg_con_tau	Les taux d'intérêt adoptés par les EMC sont largement inférieurs à ceux des usuriers. Les taux d'intérêt varient aussi d'un EMC à un autre. Plus le paysan connaît les différentes valeurs des taux d'intérêt des EMC, plus il serait motivé à accéder au service formel à sa convenance.	$0 \leq \text{Réponses} \leq 3 \text{ EMC dont le taux d'intérêt est connu par le ménage}$	+	Question 22
11-Nombre de types de service microfinancier connus	deg_con_pro	Les EMC présentent différents types de services aux ménages agricoles selon les besoins et les contraintes de ces derniers. Un ménage aurait plus de chance d'effectuer un emprunt formel s'il est informé de toutes les formes de crédit existantes.	$0 \leq \text{Réponses} \leq 6 \text{ types}$	+	Question 23
12-Durée du trajet allant jusqu'à l'EMC le plus proche	imf_pproche	Un ménage habitant loin des EMC aurait moins de chance de contracter un prêt formel compte tenu des frais et du temps de déplacement.	$1 \leq \text{Réponses} \leq 60 \text{ minutes}$	-	Question 21
13-Nombre de vols de moyens de production et de production cités en cause	insec_soc	Un ménage souvent victime de vols serait moins motivé à s'endetter auprès des EMC. Il pourrait douter de sa capacité de remboursement à cause de cette insécurité sociale.	$0 \leq \text{Réponses} \leq 3 \text{ fois}$	-	Question 25
14-Nombre d'usuriers connus	qv_26a	Si le ménage ne connaît qu'un seul usurier, l'adhésion au système formel lui serait favorable. Sinon, il possède un large choix sur le crédit informel.	$0 \leq \text{Réponses} \leq 5 \text{ personnes}$	-	Question 26
15-Valeur totale des avoirs matériels	som_garant	Les garanties matérielles sont exigées par les EMC pour tout emprunt. Cependant, elles font défaut pour certains ménages. Ceux qui disposent suffisamment de biens mobiliers seraient plus motivés à recourir aux emprunts formels.	$50\,000 \leq \text{Réponses} \leq 103\,250\,000$	+	Question 27

*Source : Auteur, 2011*

➤ *Modèle Logit*

Comme l'accès des ménages au service de crédit est représenté par une variable binaire  $Y$ , prenant la valeur 1 si le ménage accède au crédit agricole et 0 autrement, l'analyse économétrique est effectuée à l'aide d'un modèle Logit spécifié comme suit :

- La variable dépendante binaire  $Y$  est alors associée à une variable latente  $Y^*$  reliée au variables explicatives  $X_j$  identifiées plus haut. La valeur de  $Y$  dépend de celle de  $Y^*$  par la relation :

$$Y = \begin{cases} 1 & \text{si } Y^* = \sum_{j=1}^k \beta_j X_j + \varepsilon > \tau \\ 0 & \text{si } Y^* \leq \tau \end{cases}$$

où  $Y$  = la variable dépendante qui capture le fait que le ménage agricole accède au service de microcrédit ou non ;  $Y^*$  = la variable latente ;  $\beta_j$  = le paramètre associé à la variable explicative  $X_j$ ,  $\varepsilon$  = le terme d'erreur distribuée suivant la loi logistique et  $\tau$  un certain seuil.

Le coefficient de régression  $\beta_j$  peut être positif ou négatif. S'il est positif, une augmentation dans la valeur de  $X_j$  rendrait les chances pour que le ménage accède au service de crédit, plus importantes. S'il est négatif, une diminution dans la valeur de  $X_j$  contribuerait au même résultat.

- La probabilité pour que  $Y$  prenne la valeur 1 est obtenue par la relation [18] :

$$\Pr[Y = 1|X] = \frac{\exp \sum_{j=1}^k \beta_j X_j}{1 + \exp \sum_{j=1}^k \beta_j X_j}$$

Le niveau de signification retenu est 5%. Autrement dit, si la P-value ou  $(P > |z|)$  de la variable explicative considérée est inférieure à 0.05, alors sa relation avec la variable dépendante est statistiquement significative [30].

### **1.2.6.3 Démarche de vérification de l'hypothèse 3 : « La PAMF apporte des solutions à tous les facteurs qui démotivent les paysans à recourir aux emprunts formels. »**

Trois méthodes seront adoptées pour apprécier cette dernière hypothèse :

- détermination de la contribution de la PAMF en chiffres ;
- analyse des points de vue des clients de la PAMF ;
- définition des interventions de la PAMF à partir d'une analyse comparative des ses spécificités par rapport à celles de la CECAM Analavory.

a. Détermination de la contribution de la PAMF en chiffres

Dans un premier temps, il est important d'appréhender les indicateurs d'accès précédemment définis après que la PAMF s'est installée à Analavory. Les années qui attirent l'attention sont donc 2009 et 2010. Pour avoir une idée sur la participation de cette IMF à l'accès au crédit, on procèdera à une comparaison des réalisations avec les tendances d'évolution que devraient suivre normalement les indicateurs au niveau de la CRA. Les réalisations concerneront les données exactes réquisitionnées au sein de la PAMF et de la CECAM. Les tendances sont obtenues à partir d'une projection des données de la CECAM. Pour ce faire, les réalisations de la CECAM, de 2005 à 2010, seront d'abord prélevées. Puis, à partir d'une partie de ces dernières, de 2005 à 2008, les tendances qui devraient s'enchaîner au sein de la CRA pour les années 2009 et 2010 seront définies. Jusque là, deux cas peuvent se présenter à propos de ces deux dernières années:

- (i) si les réalisations de la CECAM sont supérieures aux tendances, les écarts correspondront aux surplus apportés par cette première IMF;
- (ii) si les accomplissements de la CECAM sont inférieurs aux tendances, les écarts marqueront, en quelque sorte, ses manques à gagner.

Ensuite, les réalisations de la PAMF seront introduites. Finalement, la contribution de la PAMF n'est autre que l'excédent de crédit par rapport aux accomplissements de la CECAM si on considère la possibilité (i). Mais si l'évènement (ii) s'est produit, deux autres cas vont apparaître :

(i') si la somme des réalisations CECAM et PAMF est inférieure à la tendance, alors la contribution de la nouvelle IMF sera incertaine du fait que le surplus apporté pourrait être, certainement, des manques à gagner de la CECAM. Autrement dit, la contribution n'est pas palpable, le marché de crédit s'est juste départagé entre ces deux IMF et il y a même un reste de marché minimum non conquis;

(i'') si la somme des réalisations CECAM et PAMF dépasse la tendance, alors la contribution de la nouvelle IMF est l'écart de cette somme avec la tendance. Certes, les compléments jusqu'à la tendance sont des réalisations de la PAMF mais on considèrera qu'elles pourraient concerner les manques à gagner de la CECAM. La contribution n'est certaine qu'au-delà de la tendance.

En résumé, trois possibilités de contributions peuvent se produire, celles qui sont représentées par les esquisses graphiques de l'annexe XIX.

b. Analyse des points de vue des clients de la PAMF

Deuxièmement, les opinions des clients de la PAMF sont nécessaires dans le but de connaître ce qu'ils pensent des services de leur IMF. Par analogie aux examens des points de vue sur les facteurs influençant la motivation, l'étude de la fréquence des affirmations sera de nouveau adoptée dans cette étape. La question posée relative à cette analyse se trouve dans l'annexe XI. Il est à noter que les concernés sont ceux qui ont effectué au moins un crédit auprès de la PAMF. C'est alors que les observations retenues sont au nombre de 75 parce que l'échantillonnage a été fixé à 25 clients de la PAMF par zone d'éloignement et comme trois zones ont été distinguées. Les premières répliques des intéressés par rapport aux aides apportées par la PAMF seront examinées d'une part, et les fréquences d'énonciation de chaque supposée aide, d'autre part.

Bien évidemment, l'intervention de la PAMF la plus marquante serait celle qui présente la fréquence la plus élevée.

c. Etude des spécificités de la PAMF par une analyse comparative avec la CECAM Analavory

Le but de cette dernière méthode est de dégager les caractéristiques qui distinguent la PAMF en particulier ses points positifs aidant à la facilitation de l'accès au crédit. Les facteurs agissant sur la motivation des agriculteurs étant définis dans le résultat n°2 et ce, par degré d'influence, il reste de déterminer à quels niveaux se situent les interventions de cette IMF. Pour ce faire, une comparaison de ses activités avec celles de la CECAM Analavory est jugée utile.

Il est clair que les éléments qui doivent être examinés sont les points communs et les caractéristiques spécifiques à chaque EMC. Les distinctifs de la PAMF seront recueillis par la suite. Finalement, les côtés positifs particuliers de cette dernière seront relevés et confronter à la liste des facteurs influençant déterminés dans le résultat n°2.

### 1.2.7 Limites de l'étude

Les limites du travail se résument en quatre points :

- la descente sur terrain est tombée en période de crise pendant laquelle l'insécurité sociale se multiplie limitant ainsi les *Fokontany* enquêtés au nombre de trois suivant les conseils des autorités locales ;

- l'exactitude des informations recueillies auprès des ménages : elle dépend de la sincérité et des connaissances des enquêtés. A titre informatif, certains paysans ne connaissent pas exactement leur âge et ont juste affirmé une approximation ;
- la disponibilité des données : certaines données utilisées dans les représentations graphiques évolutives résultent d'une estimation sous Excel. D'autres données ne sont pas du tout disponibles comme le taux d'utilisation du crédit informel à l'échelle nationale. Aussi, quelques unes ne sont pas mises à jour comme le nombre total d'OP à Madagascar dont la dernière actualisation date de 2003 ;
- l'hétérogénéité des données : les données détenues par les différents établissements ne sont pas les mêmes (PAMF, CECAM, CNMF). Le choix des indicateurs d'accès au crédit à étudier a été limité aux statistiques disponibles à la fois auprès de la PAMF, de la CECAM et de la CNMF, comme il s'agit d'une étude comparative de ces indicateurs entre la CRA et la situation nationale.

### 1.2.8 Chronogramme

Toute l'étude a été entreprise entre Novembre 2010 et Décembre 2011. La descente sur terrain n'a pas été possible en mois de Janvier et Février car la PAMF Analavory ne pouvait pas recevoir de stagiaire pendant cette période pour cause de remaniement de personnel.

**Tableau 4 : Chronogramme des activités**

ANNEE / MOIS ACTIVITES	2010		2011											
	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc
Recherche bibliographique														
Elaboration du protocole de recherche														
Elaboration du questionnaire de recherche et du guide d'entretien														
Descente sur terrain														
Saisie des données														
Recoupement et apurements des données														
Traitement des données														
Rédaction														
Correction														
Production de document de mémoire														
Présentation du mémoire														

*Source : Auteur, 2011*

## 2 RESULTATS

### 2.1 Résultat 1 : Les expériences de la Commune rurale d'Analavory en matière de crédit agricole avant l'arrivée de la PAMF

#### 2.1.1 Les établissements de microcrédit implantés dans la Commune rurale Analavory

Le développement des services relatifs au crédit agricole dans la CRA a commencé en 1977 avec les activités de la BTM Miarinarivo [8]. Une caisse du réseau *Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola* (OTIV) a également été installée à Miarinarivo en 2009. Cependant, la part de crédit accordée aux paysans d'Analavory par ces deux établissements est restée faible jusqu'à présent, voire même négligeable<sup>1</sup>. Une raison probable serait le problème d'éloignement de la caisse/agence par rapport aux villages des paysans. Jusqu'en 1994, année d'implantation d'une caisse CECAM à Analavory, la population de la CRA n'a pu bénéficier que des services offerts par la BTM.

**Tableau 5 : Les établissements de microcrédit de la Commune rurale d'Analavory**

EMC	Forme de l'EMC	Localisation	Année d'implantation
CECAM	Mutualiste	Analavory	1994
CECAM	Mutualiste	Ankonabe	1995
PAMF	Non mutualiste	Analavory	Fin Octobre 2008

*Source : Auteur, 2011*

Deux caisses du réseau CECAM effectuent des opérations de crédit au sein de la CRA : celle d'Analavory et celle d'Ankonabe. Ainsi, on recense actuellement trois points de services distributeurs de crédit dans la CRA avec l'installation de la PAMF en 2008.

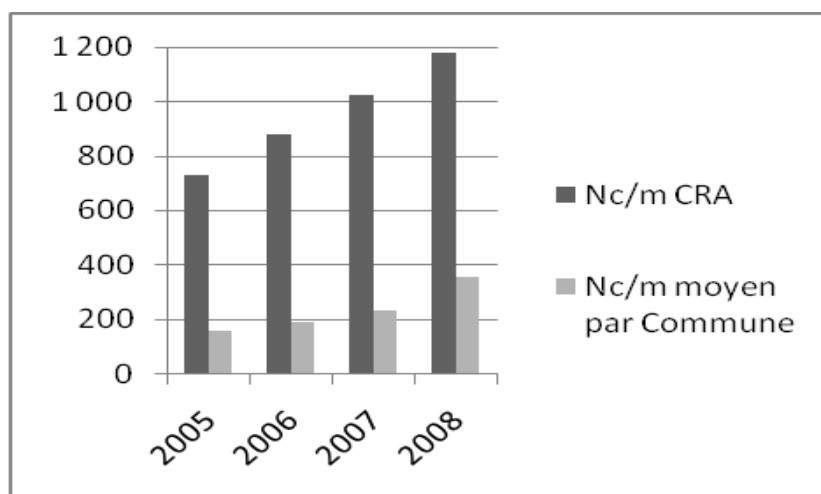
#### 2.1.2 L'accès au crédit à Analavory face à la situation nationale

Les graphes 1, 2, 3, 4 ci-après indiquent les évolutions chiffrées du microcrédit de 2005 à 2008 au niveau national et au niveau de la zone d'étude. Suite à la non disponibilité de données, les chiffres correspondant aux quatre dernières années avant l'instauration de la PAMF à Analavory ont été observés. Les informations relatives à l'année 2008 concernent à la fois les activités de la CECAM et les premières opérations de la PAMF.

<sup>1</sup> Le nombre de crédits distribués pour la CRA par la *Bank of Africa* (BOA) et l'OTIV est réellement négligeable à cause de l'éloignement entre Miarinarivo-Analavory. Ces 2 établissements ont préféré ne pas fournir les données à ce propos.



**Grphe 1 : Evolutions des nombres de clients ou membres (Nc/m) avant l'arrivée de la PAMF**

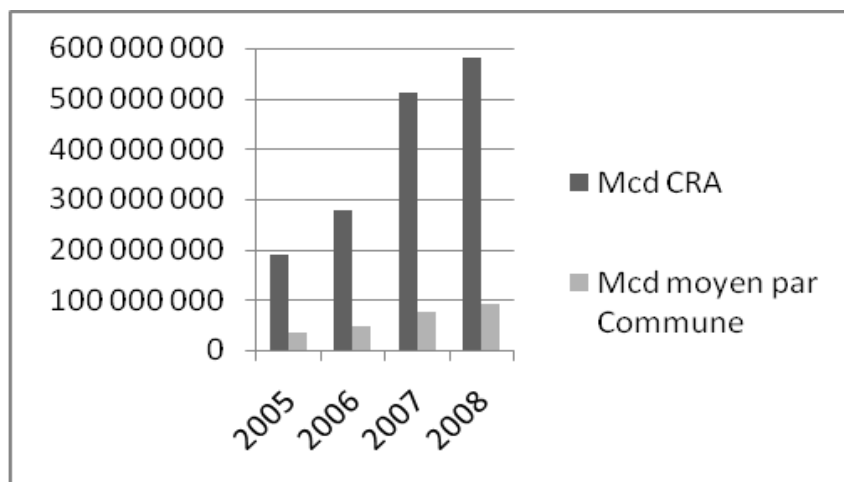


*Source : CECAM, CNMF, PAMF, 2011 (Cf. Annexe XX)*

Le « Nc/m CRA » désigne la série de graphe se rapportant aux cumuls des nombres de clients ou membres des EMC de la CRA. Plus précisément, il concerne les membres de la CECAM puisque qu'elle a été le seul EMC qui a assuré le service de la microfinance dans la Commune, avant l'implantation de la PAMF. Le « Nc/m moyen par Commune » représente l'évolution moyenne des clients ou membres des EMC à l'intérieur de chaque Commune de Madagascar. De 2005 à 2008, le Nc/m CRA est toujours supérieur au Nc/m moyen par Commune. Il avoisine les 1 200 adhérents en 2008, soit trois fois supérieur à la valeur du Nc/m moyen par Commune pendant cette même année.

En microfinance, le terme client/membre tient compte à la fois des bénéficiaires de crédit et des épargnants. Certes, il est préférable de voir distinctement les évolutions des nombres de bénéficiaires de crédit en excluant les nombres d'épargnants mais celles-ci n'ont pas été disponibles à l'échelle nationale, empêchant ainsi une étude comparative avec la CRA.

**Graphe 2 : Evolutions des montants de crédit déboursés (Mcd) avant l'arrivée de la PAMF**

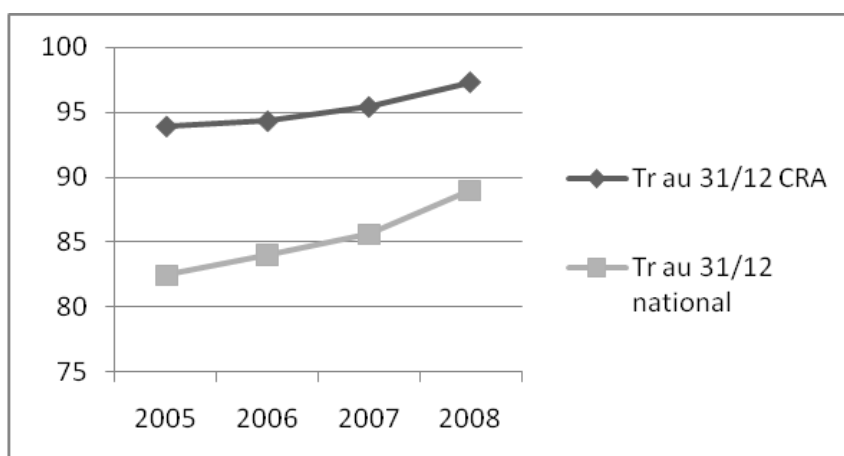


*Source : CECAM, CNMF, PAMF, 2011 (Cf. Annexe XX)*

L'appréciation de la somme d'argent empruntée par les paysans d'Analavory constitue une autre manière d'appréhender leurs expériences en matière de crédit agricole. Le « Mcd CRA » désigne la valeur globale des prêts octroyés au sein de la CRA à chaque année. Le « Mcd moyen par Commune » concerne le montant des octrois de crédit que devraient disposer chaque Commune si on se réfère aux chiffres nationaux. En d'autres termes, la série de graphe relative au Mcd indique le montant total de crédit qu'une localité a bénéficié au cours d'une année considérée.

D'après le graphique 2, les montants de crédit octroyés au niveau de la CRA augmentent chaque année et dépassent largement les moyennes à l'échelle communale. C'est surtout entre 2006 et 2007 que le Mcd CRA a connu un net essor, passant de 280 millions d'Ariary à 510 millions d'Ariary.

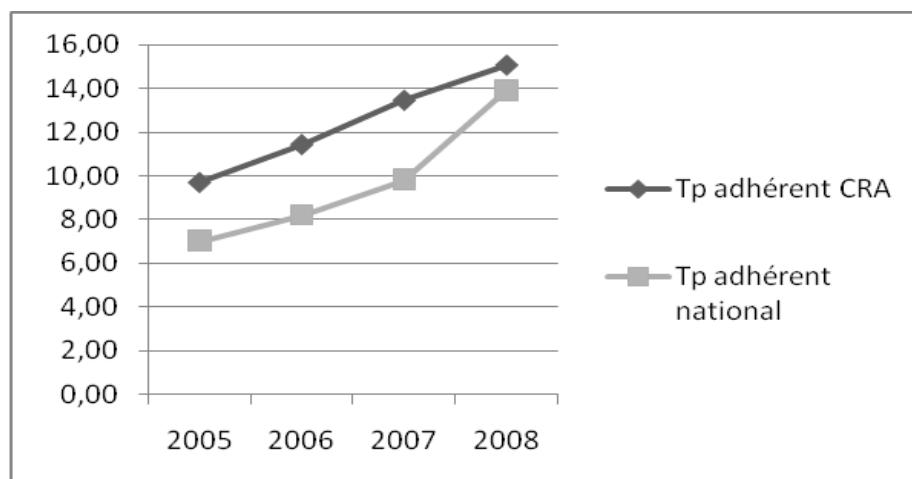
**Graphe 3 : Evolutions des taux de remboursement (Tr) avant l'arrivée de la PAMF**



*Source : CECAM, CNMF, PAMF, 2011, (Cf. Annexe XX)*

Le même phénomène que précédemment est constaté lors de la comparaison des évolutions des Tr au 31 Décembre de l'année : les taux au sein de la CRA excèdent chaque année les pourcentages à l'échelle nationale avec une moyenne d'écart de 10%. L'écart diminue au fil du temps. Ce fait résulte d'une certaine amélioration du Tr national surtout en 2008.

**Graphe 4 : Evolutions des taux de pénétration des ménages en microfinance (Tp) avant l'arrivée de la PAMF**



*Source : CECAM, CNMF, PAMF, 2011, (Cf. Annexe XX)*

Le Tp des ménages en microfinance est un indicateur plus intéressant par rapport aux autres déjà considérés puisqu'il se réfère à une population cible : les ménages pauvres [9]. L'écart moyen entre les deux taux est de 2,5%. Contrairement au Tr, l'écart entre les deux Tp tend à s'augmenter jusqu'en 2007, ce qui signifie que le taux de croissance de cet indicateur au niveau de la CRA est légèrement supérieur à l'accroissement global du Tp au niveau du pays. Cependant, la différence entre les deux Tp (CRA et national) est devenue brusquement peu importante en 2008. Dernièrement, l'évolution du Tp au sein de la zone d'étude n'a pas pu suivre l'aptitude de progression du Tp national.

## **2.2 Résultat 2 : Les problèmes rencontrés par les paysans concernant l'utilisation des services formels de crédit**

### **2.2.1 Les opinions des intéressés**

Ce premier type d'analyse renseigne sur les points de vue des enquêtés en la matière. Il en existe deux sortes : l'examen de la réplique immédiate avancée par chacun et l'analyse de toutes les réponses affirmées par un individu.

### 2.2.1.1 Analyse des premières réponses des enquêtés

Les résultats à cet effet sont résumés dans le tableau ci-après.

**Tableau 6 : Les premières répliques des ménages et leurs fréquences respectives**

Ordre d'importance	Facteurs concernés	Effectifs	Fréquences	Cumuls
1	Inadaptation aux modalités de remboursement	50	33,33	33,33
2	Manque de garanties matérielles	29	19,33	52,67
3	Taux d'intérêt élevé	22	14,67	67,33
4	Difficulté préparation dossier	11	7,33	74,67
5	Retard du déboursement	8	5,33	80,00
5'	Appréhension des démarches administratives	8	5,33	85,33
6	Coût préparation dossier	6	4,00	89,33
7	Refus de la demande	5	3,33	92,67
8	Manque d'informations	3	2,00	94,67
9	Durée préparation dossier	2	1,33	96,00
9'	Réduction du montant demandé	2	1,33	97,33
10	Eloignement entre EMC et lieu d'habitation	1	0,67	98,00
10'	Problème de garantie foncière	1	0,67	98,67
10''	Mauvaise expérience par rapport aux antécédents de crédit	1	0,67	99,33
10'''	Exploitation non rentable	1	0,67	100,00
<b>Total</b>		<b>150</b>	<b>100</b>	

*Source : Auteur, 2011 (Cf. Annexe XXI).*

Au vu de ces résultats, les trois facteurs les plus importants sont l'inadaptation des ménages agricoles aux modalités de remboursement exigés par les EMC, le problème de garanties matérielles et le taux d'intérêt élevé. Environ 33% des enquêtés ont tout de suite répondu que leur réticence est liée au mode de remboursement pratiqué par les EMC qui ne leur convient pas. Environ 19% d'entre eux ont déclaré ne pas disposer assez de biens servant de gages au cas où ils se trouveraient dans l'impossibilité de rembourser. 15% pensent que le taux d'intérêt adopté par les EMC n'est pas à leur portée. Les fréquences d'énonciation du reste des facteurs demeurent inférieurs à 10%. Les derniers facteurs les moins évoqués avec des pourcentages identiques de 0,67% sont l'éloignement des EMC par rapport au lieu d'habitation du paysan, le problème de garantie foncière, la mauvaise expérience des parents en termes de crédit et l'exploitation non rentable.

### 2.2.1.2 L'importance de chaque facteur selon les différents avis des enquêtés

A la différence de l'analyse précédente, la totalité des affirmations émanant des enquêtés est analysée cette fois sans tenir compte de leur ordre d'énumération et ce, toujours avec le

logiciel STATA 10 dont le tableau récapitulatif est le suivant.

**Tableau 7 : Les fréquences d'énonciation de chaque facteur par ordre décroissant**

<b>Ordre d'importance</b>	<b>Facteurs concernés</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Fréquences</b>	<b>Cumuls</b>
<b>1</b>	Inadaptation aux modalités de remboursement	97	21,46	21,46
<b>2</b>	Manque de garanties matérielles	60	13,26	34,73
<b>3</b>	Appréhension des démarches administratives	41	9,07	43,81
<b>4</b>	Taux d'intérêt élevé	40	8,85	52,65
<b>5</b>	Manque d'informations	36	7,96	60,62
<b>6</b>	Difficulté préparation dossier	30	6,64	67,26
<b>7</b>	Retard du déboursement	23	5,09	72,35
<b>8</b>	Coût préparation dossier	20	4,42	76,77
<b>9</b>	Réduction du montant demandé	18	3,98	80,75
<b>9'</b>	Inexistence de débouchés	18	3,98	84,73
<b>10</b>	Refus de la demande	15	3,32	88,05
<b>11</b>	Instabilité prix de vente	8	1,77	89,82
<b>11'</b>	Durée préparation dossier	8	1,77	91,59
<b>12</b>	Eloignement entre EMC et lieu d'habitation	7	1,55	93,14
<b>13</b>	Concurrence avec les usuriers	6	1,33	94,47
<b>14</b>	Cataclysme naturel	5	1,11	95,58
<b>15</b>	Mauvaise expérience par rapport aux antécédents de crédit	4	0,88	96,46
<b>15'</b>	Problème de garantie foncière	4	0,88	97,35
<b>16</b>	Analphabétisation	3	0,66	98,01
<b>17</b>	Mésentente entre conjoints	2	0,44	98,45
<b>17'</b>	Inexistence de projet	2	0,44	98,89
<b>17''</b>	Mauvaise compréhension du suivi post-octroi	2	0,44	99,34
<b>18</b>	Exploitation non rentable	1	0,22	99,56
<b>18'</b>	Problème au sein d'un groupe	1	0,22	99,78
<b>18''</b>	Problème de gestion	1	0,22	100,00
<b>Total</b>		452	100,00	

*Source : Auteur, 2011 (Cf. Annexe XXII)*

Les résultats de cette deuxième analyse sur les réponses des enquêtés ne diffèrent pas trop de ceux de la première. On retrouve en fait les mêmes éléments à la place des deux facteurs les plus importants : le problème de remboursement et le manque de garanties matérielles avec des fréquences d'énumération respectivement de 21% et de 13%. Le taux d'intérêt élevé, se trouvant en troisième position dans le tableau précédent est supplanté par la gêne envers les bureaux administratifs, habitude qui n'est pas nouveau en monde rural. Par contre, les effectifs d'énumération de ces deux facteurs sont équivalents : 41 et 40 fois. En ce qui

concerne les causes les moins avouées, ce sont plutôt l'exploitation rentable, le problème au sein d'un groupe et le problème de gestion, évoqué chacun une seule fois.

### 2.2.2 Modélisation des facteurs susceptibles d'influencer la motivation des paysans à réaliser un emprunt formel

Une étude économétrique tenant compte des caractéristiques spécifiques de chaque ménage s'avère indispensable étant donné que les analyses des points de vue peuvent être biaisées. Le niveau de signification statistique de chaque facteur pourrait mettre en exergue son degré d'influence sur la motivation de l'exploitant agricole.

La synthèse des résultats de traitement sous STATA 10 est résumée dans le tableau suivant.

**Tableau 8 : Significativité de chaque variable explicative**

Variables explicatives	Exp $\beta_j$	Degré de significativité ou P-value
<b>Caractéristiques de l'exploitant</b>		
<b>Genre du chef de ménage</b>	0,310	0,122
<b>Age du chef de ménage</b>	1,021	0,429
<b>Degré d'alphabétisation</b>	3,364	0,296
<b>Niveau de scolarisation</b>	0,964	0,702
<b>Caractéristiques de l'exploitation</b>		
<b>Superficie totale exploitée</b>	1,006	(**) 0,008
<b>Possession de titre ou certificat foncier</b>	1,433	0,589
<b>Destination de la production</b>	0,317	(*) 0,020
<b>Caractéristiques spécifiques relatifs au problème d'accès au crédit</b>		
<b>Connaissance des EMC en termes d'années</b>	1,057	0,376
<b>Sensibilisation-Information</b>	0,560	(**) 0,005
<b>Degré de connaissance des taux d'intérêt</b>	6,414	(**) 0,000
<b>Degré de connaissance des types de crédit</b>	1,382	0,285
<b>Durée du trajet allant jusqu'à l'IMF le plus proche</b>	0,963	(*) 0,048
<b>Insécurité sociale</b>	0,739	0,447
<b>Nombre d'usuriers connus</b>	2,447	(*) 0,032
<b>Valeur totale des garanties matérielles</b>	1,000	(*) 0,017

Source : Auteur, 2011, (Cf. Annexe XXIII)

(\*\*) : Valeur significative à 1%

(\*) : Valeur significative à 5%

Selon le modèle, sept variables sur les quinze considérées sont significatives. Il s'agit, par ordre d'importance décroissante :

- du degré de connaissance des taux d'intérêt pratiqué par les EMC (0,000);
- du nombre de types de sensibilisation vus, entendus ou assistés (0,005);
- de la superficie totale de terrain cultivée par le ménage (0,008);
- de la valeur totale des garanties matérielles (0,017);
- de la tendance du ménage concernant la destination de la production (0,020);
- du nombre d'usuriers connus par le ménage (0,032);
- de la durée du trajet allant jusqu'à l'EMC le plus proche (0,048).

### **2.2.2.1 Les facteurs corrélés positivement avec la motivation**

Il s'agit des variables explicatives présentant des valeurs de  $\text{Exp } \beta_j$  supérieures à 1. Cela signifie que les coefficients de régression correspondant sont de signes positifs.

#### **a. Le degré de connaissance des taux d'intérêt usuels des établissements de microcrédit**

Après l'analyse statistique des différentes variables, il s'est avéré que c'est le degré de connaissance des taux d'intérêt qui constitue le premier facteur déterminant. Cette variable figure dans la catégorie du facteur « Manque d'informations ». L'exponentielle du coefficient de régression ( $\text{exp } \beta_j$ ) de cette variable est de 6,413. Donc, une unité additionnelle dans la valeur moyenne de cette variable renforcerait les chances pour que le ménage agricole accède au service de microcrédit de 6,4 fois plus importantes. De ce fait, plus le paysan connaît la valeur des taux d'intérêt pratiquée par les EMC, plus il est motivé à réaliser un emprunt formel.

#### **b. La superficie totale cultivée**

La probabilité pour que les ménages prennent recours aux services des EMC augmente avec l'étendue de surface qu'ils cultivent car la valeur de  $\text{exp } \beta_j$  est supérieure à 1. Cela indique une corrélation positive. En effet, un terrain plus étendu exige des dépenses d'exploitation plus élevées et augmenterait ainsi les besoins en moyens financiers. Cela pousserait probablement les ménages à contracter des prêts.

#### **c. La valeur des garanties matérielles**

Cette variable significative présente une valeur de  $\text{exp } \beta_j$  supérieure à 1 : plus la valeur des biens mobiliers détenus par le paysan est élevée, plus son intention à utiliser le crédit formel est grande. En plus de la significativité de sa corrélation avec la variable dépendante, le problème de garantie a été également évoqué, en deuxième lieu, lors des analyses des points de vue. Ainsi, la valeur des gages matériels disposés par le ménage influence incontestablement sa détermination à accéder aux services de crédit formel.

d. Le nombre d'usuriers connus

Cette variable est corrélée positivement avec la décision des ménages avec une valeur de  $\exp \beta_j$  égale à 2,4. Un usurier de plus, connu par l'exploitant agricole, accentuerait la probabilité pour qu'il prenne recours aux services des EMC de 2,4 fois plus importante. Tout comme le résultat précédent, le signe de  $\beta_j$  observé est opposé à ce qui a été défini.

### ***2.2.2.2 Les facteurs ayant des influences négatives sur la motivation***

Cette catégorie regroupe les variables explicatives présentant des valeurs de  $\exp \beta_j$  inférieures à 1. Autrement dit, les coefficients de régression affectés aux variables sont négatifs.

a. Le nombre de types de sensibilisation et de séance d'information vus, entendus, ou assistés

Cette variable traduit le facteur relatif au manque d'informations. Son  $\exp \beta_j$  est inférieur à 1 : moins les paysans connaissent des informations à propos des services des EMC et plus la probabilité pour qu'ils effectuent une demande augmente. La corrélation est alors négative, ce qui est tout à fait le contraire du signe attendu fixé lors de l'identification des variables explicatives. Pour le cas des enquêtés, une unité additionnelle dans la valeur moyenne de cette variable réduirait les chances pour que le ménage effectue une demande formelle de 0,5 fois moindres.

b. La destination de la production

Elle est corrélée négativement avec la motivation des ménages puisque la valeur de l' $\exp \beta_j$  correspondante est inférieure à 1. Selon les codifications considérées, les ménages qui ont tendance à consommer eux-mêmes leur production ont beaucoup plus de probabilité à recourir aux services des EMC. Une unité additionnelle dans la valeur de cette variable rendrait les chances pour que «  $y=1$  » se réalise de 0,3 fois moindres. Ce résultat est plutôt le contraire de ce qui a été prétendu.

c. La durée du trajet allant jusqu'à l'établissement de microcrédit le plus proche

C'est la dernière variable significative avec une valeur d' $\exp \beta_j$  inférieure à 1. Autrement dit, elle présente une corrélation négative. Ce résultat est évident car plus l'EMC est éloigné du village où habite le paysan et plus sa motivation d'y contracter un prêt diminue. Une minute de plus, pour aller jusqu'à l'EMC le plus proche du ménage, rendrait les chances pour que ce dernier utilise ses services de 0,96 fois plus faibles.

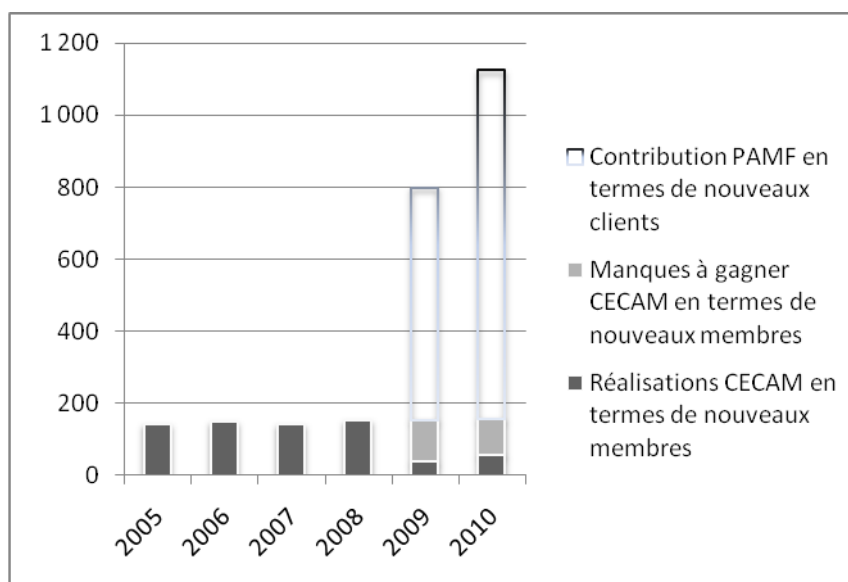


## 2.3 Résultat 3 : Les interventions de la PAMF face aux contraintes des ménages agricoles à l'accès au crédit

### 2.3.1 Les contributions de la PAMF en chiffres

Les graphes illustratifs correspondants sont les suivants.

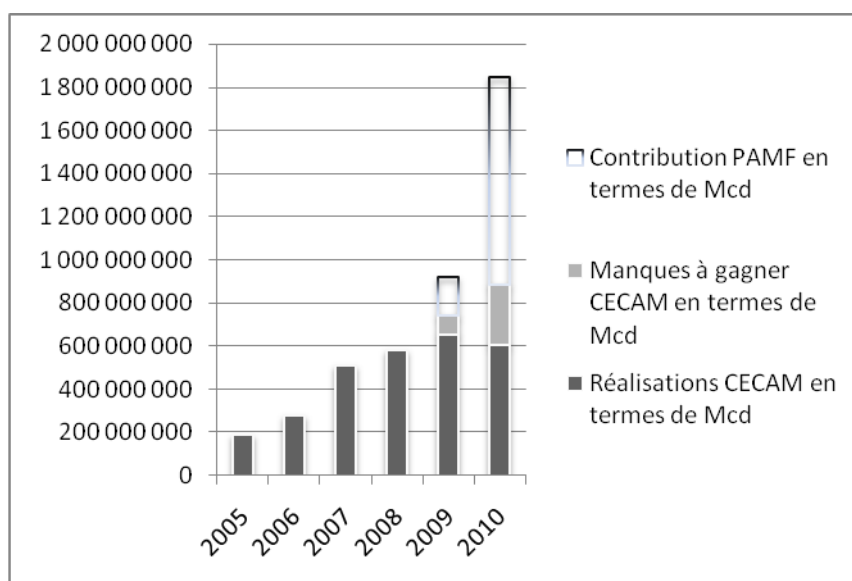
**Graph 5 : La contribution de la PAMF en nouveau clients/membres**



*Source : CECAM Analavory, PAMF Analavory, 2011, (Cf. Annexe XXIV)*

La contribution de la PAMF en termes de nouveau clients/membres est du type (i'') puisqu'il y a transfert de marché potentiel de la CECAM vers la PAMF. En effet, ce transfert concerne les manques à gagner de la CECAM s'il devrait suivre une certaine aptitude par rapport à ces anciennes réalisations. Pour plus d'explication, les réalisations de la PAMF pour l'année 2009 et 2010 correspondent à la somme des manques à gagner de la CECAM et des contributions de la PAMF en nouveaux clients. En d'autres termes, il a été supposé que les nouveaux clients de la PAMF équivalent à la valeur des manques à gagner de la CECAM ne figurent pas encore parmi ses contributions même s'il s'agit bien de ses réalisations. Le principe suivi est que sans la PAMF en 2009 et 2010, la CECAM aurait pu également réaliser une conquête de nouveaux membres jusqu'au niveau de ces manques à gagner en plus de ses accomplissements.

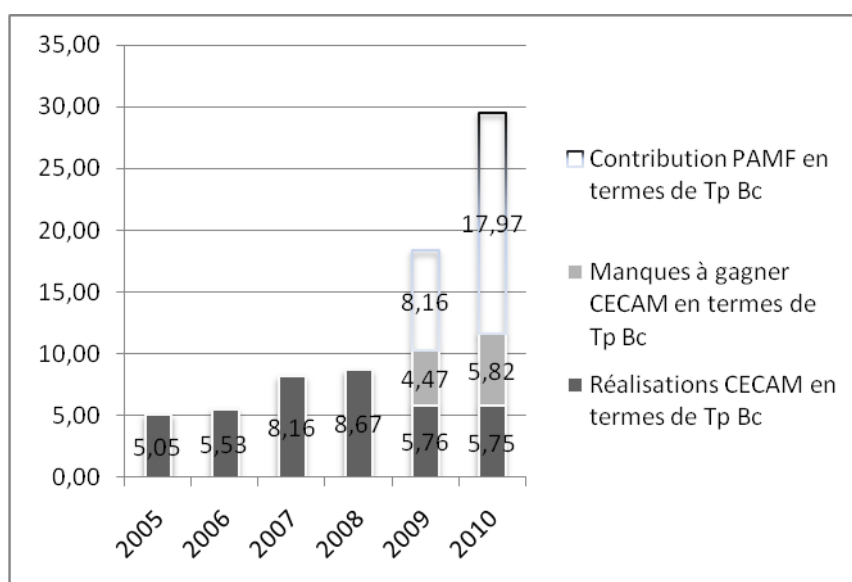
**Graphe 6 : La contribution de la PAMF en montant de crédit déboursé (Mcd)**



*Source : CECAM Analavory, PAMF Analavory, 2011, (Cf. Annexe XXIV)*

Elle est aussi du type (i'') et a amélioré la valeur des crédits distribués aux paysans d'Analavory. Similairement, les manques à gagner de la CECAM par rapport aux tendances annuelles sont représentés par le graphique « Manques à gagner CECAM en termes de Mcd ».

**Graphe 7 : La contribution de la PAMF par rapport aux taux de pénétration en termes de bénéficiaires de crédit (Tp Bc)**



*Source : CECAM Analavory, PAMF Analavory, Auteur, 2011, (Cf. Annexe XXIV)*

Le taux de pénétration (Tp Bc) des ménages en microfinance dont il s'agit ici est relatif aux bénéficiaires de crédit. Ce choix étant fait car la contribution en termes de clients/membres a été déjà vue auparavant. La spécificité de cet aspect est le fait qu'il renseigne sur le nombre de ménages ayant effectué un crédit pendant une année quelconque. En effet, un client/membre

n'est pas forcément un bénéficiaire de crédit au cours d'une année donnée. Cependant, la valeur des Tp Bc n'est pas vraiment exacte car les effectifs retenus pour le calcul sont les nombres d'octrois de chaque EMC et un client/membre peut réaliser plusieurs emprunts en une seule année. Tout comme les deux premiers graphes de contribution, ce dernier est également du type (i'') où les manques à gagner de la CECAM par rapport au Tp Bc concernent les octrois qu'aurait pu effectuer la CECAM sans la présence de la PAMF.

Si telles sont les contributions en chiffres de la PAMF, il est important de voir par la suite sous quels aspects qualitatifs se manifestent réellement ses apports. Il s'agit alors d'expliquer à travers ses actions pourquoi la PAMF a pu présenter une nette amélioration quantitative de l'accès au crédit dans la zone d'étude.

### 2.3.2 Perceptions des clients relatives aux solutions apportées par la PAMF

Le traitement des données sous STATA10 a fourni les résultats ci-après.

**Tableau 9 : Les premières constatations des clients**

<b>Manifestation des interventions par ordre d'importance</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Fréquences</b>	<b>Cumuls</b>
Rapidité du déboursement	49	64,47	64,47
Taux d'intérêt	12	15,79	80,26
Résolution problème de garantie	4	5,26	85,53
Disponibilité de conseils	4	5,26	90,79
Facilité de remboursement	4	5,26	96,05
Diversification des produits de crédit	3	3,95	100,00
<b>Total</b>	<b>76</b>	<b>100,00</b>	

*Source : Auteur, 2011 (Cf. Annexe XXV)*

Les réponses spontanées des clients montrent que les interventions de la PAMF se trouvent surtout au niveau du déblocage rapide et du taux d'intérêt accessible. En principe, le total des effectifs devrait être égal au nombre de clients de la PAMF enquêtés c'est-à-dire 75. Cependant, au cours de l'enquête, un cas de ménage s'avérait être à la fois membre de la CECAM et client de la PAMF. De ce fait, le chef de ménage a également donné son point de vue concernant les apports de la PAMF.

**Tableau 10 : Les fréquences d'énumération de chaque supposée intervention**

<b>Manifestation des interventions par ordre d'importance</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Fréquences</b>	<b>Cumuls</b>
Rapidité du déboursement	64	48,85	48,85
Taux d'intérêt abordable	23	17,56	66,41
Résolution problème de garantie	22	16,79	83,21
Disponibilité de conseils	10	7,63	90,84
Facilité de remboursement	7	5,34	96,18
Diversification des produits de crédit	4	3,05	99,24
Renseignements	1	0,76	100,00
<b>Total</b>	<b>131</b>	<b>100,00</b>	

*Source : Auteur, 2011 (Cf. Annexe XV)*

L'ordre d'importance des interventions de la PAMF n'a pas changé par rapport aux résultats des réponses instantanées. Les mêmes opinions « Rapidité du déboursement » et « Taux d'intérêt abordable » sont retrouvées aux deux premiers rangs. Une nouvelle manifestation de l'intervention apparaît en dernier lieu mais n'a été mentionnée qu'une fois. Il s'agit des informations fournies par l'établissement aidant les clients dans leurs décisions.

### **2.3.3 Analyse comparative entre CECAM et PAMF**

Les éléments qui attirent l'attention sont notamment à propos des différences entre les deux IMF. Les points communs sont moins intéressants pour une étude de la contribution. Dans le tableau qui suit, les offres de crédit de la CECAM sont:

- 1-le crédit PRO ciblant les activités de production ;
- 2-le crédit COI ciblant les activités commerciales d'un individu ;
- 3-le crédit LVM ciblant la location/vente mutualiste ;
- 4-le crédit GCV ciblant la construction de grenier commun villageois ;
- 5-le crédit ERI ciblant les entretiens et les réparations immobiliers ;
- 6-le crédit ERM ciblant les entretiens et les réparations de matériels ;
- 7-le crédit CTR ciblant la construction
- 8-le crédit TRF ciblant les activités de transformation
- 9-le crédit SOC ciblant les évènements sociaux

Tableau 11 : Les points communs et les différences entre PAMF et CECAM Analavory

Caractéristiques	PAMF Analavory	CECAM Analavory
<b>POINTS COMMUNS</b>		
<b>Types de produit de crédit</b>	Crédit urbain ou COI, Crédit rural ou PRO, Crédit équipement ou LVM	
<b>Critère de sélection dossier</b>	Moralité du client/membre, faisabilité et rentabilité du projet, existence de garantie	
<b>DIFFERENCES</b>		
<b>Nombre de produit de crédit</b>	5	9
<b>Types de produit de crédit</b>	Crédit de groupe, crédit PME ou crédit petite et moyenne entreprise	GCV, SOC, ERI, ERM, CTR, TRF
<b>Nombre d'agents de crédit/conseillers</b>	10	2
<b>Couverture géographique</b>	Faible, une agence au niveau de la Commune	Elevé, 2 agences au niveau de la Commune
<b>Taux d'intérêt</b>	2,5% par mois calculé sur le solde dégressif pour tous les types de crédit	2 à 4% par mois calculé sur le solde dégressif selon les types de crédit dont 3% pour le type crédit productif
<b>Durée du crédit</b>	12 à 18 mois	3 à 60 mois
<b>Dépenses relative aux demandes de crédit</b>	-	-Droit d'adhésion -Dépôt à vue d'une somme de 6% du montant de crédit demandé -Frais de dossier
<b>Garanties exigées</b>	-Exigence de 2 avaliseurs en plus des garanties matérielles -120% du montant de l'emprunt pour tous les types de crédit	-Etre membre de la CECAM tout simplement -50% à 150% du montant de l'emprunt et 150% pour le type crédit PRO
<b>Garanties foncières, immobiliers, bétails</b>	Non acceptées	Acceptées
<b>Autonomie de décision de l'agence/caisse</b>	Aval des responsables auprès du siège pour les montants supérieurs à Ar 7 000 000	Aval des responsables auprès de l'URCECAM pour les montants supérieurs à Ar 600 000
<b>Traitement dossier</b>	Rapide : un comité de validation au moins une fois par semaine mais presque chaque jour	Lent : un comité de crédit par mois
<b>Mode de remboursement</b>	Les intérêts versés mensuellement et le montant emprunté à la fin de l'échéance	Paiement au cours des deux derniers mois de l'échéance

*Source : PAMF Analavory, CECAM Analavory, 2011*

Durant tout le cycle de crédit, depuis la préparation du dossier jusqu'à l'échéance, nombreuses sont les différences constatées chez les deux IMF. Les caractéristiques des actions de la CECAM varient notamment selon les types de crédit. C'est pourquoi, pour la comparaison, seules les spécificités du crédit PRO sont retenues car il correspond au type crédit rural de la PAMF. En effet, le crédit PRO ou crédit rural est type de crédit le plus couramment adopté par les demandeurs à Analavory. Les points forts de la PAMF relevés sont principalement :

- l'existence du crédit de groupe pour les plus petits agriculteurs qui ne possèdent aucune garantie (Cf. Annexe XXVI);
- le pourcentage assez faible des garanties nécessaires par rapport au montant de crédit ;
- la rapidité du déboursement grâce aux activités des 10 agents de crédit, aux comités de validation qui s'effectuent presque chaque jour, à la décentralisation du pouvoir de décision concernant les montants plus élevés ;
- le coût moins cher d'une demande de crédit : le client se charge tout simplement de ses dépenses personnelles (frais de déplacement, photocopie de carte d'identité, ...) pendant l'élaboration du dossier;
- le taux d'intérêt légèrement plus faible que celui de la CECAM.

### 3 DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

Cette partie de l'étude analyse d'une part les résultats obtenus et avance des recommandations par la suite.

#### 3.1 Discussions

##### 3.1.1 Discussion 1 : Le système de crédit n'est pas nouveau pour la Commune rurale Analavory

###### 3.1.1.1 Une historique de crédit remontant bien avant l'année 1990

La BTM de Miarinarivo était le premier établissement financier qui intervenait dans la région Itasy avant 1990. Celle-ci couvrait une très faible partie de la population d'Analavory du fait qu'elle se trouvait à 22km de la Commune [10]. Le crédit formel s'est développé à Analavory avec l'installation successive de deux caisses de la CECAM au niveau de deux Fokontany de cette localité, en 1994 et 1995. Ces dates correspondent effectivement à la phase d'émergence des IMF à Madagascar. En effet, entre 1990 et 1996, de nombreuses IMF mutualistes et non mutualistes se sont créées. CECAM et OTIV constituaient les deux plus grands réseaux de ce temps, tant en termes de volume d'activités que de couverture géographique [24]. La CRA en a certainement bénéficié à travers les caisses CECAM du *Fokontany* Analavory et du *Fokontany* Ankonabe.

Plus tard, en Octobre 2008, la PAMF a ouvert une agence à Analavory. Depuis, la population de cette Commune a connu deux IMF de types différents puisque la PAMF fait partie des IMF non mutualistes. De plus, les IMF implantées dans cette localité ne se limitent pas uniquement aux produits de crédit. Les paysans intéressés peuvent également y faire des placements.

###### 3.1.1.2 Une évolution positive des indicateurs d'accès au crédit par rapport aux tendances d'évolution nationale

Les graphes évolutifs des quatre indicateurs d'accès au crédit montrent tout de suite que la CRA a dépassé le stade de démarrage en matière de crédit rural. Cela est matérialisé par des indicateurs dont les valeurs excèdent la moyenne au niveau national.

###### a. Le nombre de clients ou membres (Nc/m)

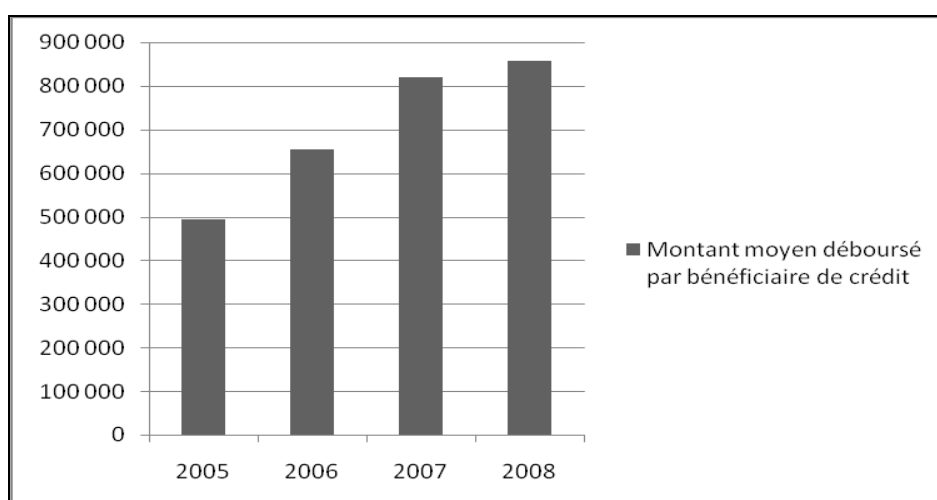
De 2005 à 2008, le nombre de nouveaux clients/membres a faiblement évolué à Analavory. Les statistiques avancent environ 150 nouveaux adhérents par an (Cf. Annexe XX). Ainsi, le

nombre total de clients/membres de la CECAM augmente chaque année selon un rythme constant. Par rapport aux nouveaux membres, le taux de croissance annuel est d'une moyenne de 2,6% (Cf. Annexe XX). Le taux d'évolution a même été négatif en 2007 avec un effectif de nouveaux clients/membres passant de 150 (2006) à 143 (2007).

b. Le montant de crédit déboursé (Mcd)

Pour le cas d'Analavory, cet indicateur est nettement supérieur à l'état moyen par Commune. Son écart avec l'indicateur au niveau national s'intensifie chaque année selon un rythme non proportionnel à l'évolution du Nc/m. A titre d'exemple, il a été vu plus haut que le nombre de nouveaux clients/membres a diminué en 2007. Cependant, au cours de cette année, le Mcd a presque doublé. Ce phénomène peut résulter d'une augmentation du montant de crédit individuellement octroyé à chaque membre. Il se peut également qu'un membre réalise plusieurs cycles de crédit en une seule année et cela a sûrement des répercussions sur le Mcd au niveau de CRA. D'ailleurs, le graphique 8 ci-après l'explique très bien.

**Graph 8 : Evolution du montant de crédit moyen déboursé par bénéficiaire de crédit à Analavory**



*Source : CECAM, auteur, 2011, Cf. Annexe XX*

La valeur moyenne du crédit reçu par un membre passe de Ar 500 000 à Ar 850 000 de 2005 à 2008. Les besoins en crédit des bénéficiaires deviennent plus importants à mesure que leurs activités s'améliorent. De plus, un des principes des IMF lors des octrois est de tester d'abord au premier cycle de crédit la moralité et la capacité de remboursement des demandeurs en leur accordant un montant pas trop élevé. Ensuite, lorsque la confiance s'établit, le montant accordé au deuxième emprunt devient plus important et ainsi de suite.



c. Le taux de remboursement (Tr)

Le taux de remboursement des crédits au niveau de la CRA est toujours supérieur à celui au niveau national si on se réfère aux statistiques entre 2005 et 2008. Les paysans de cette Commune semblent ne pas avoir beaucoup de difficulté à s'acquitter de leur dette envers les IMF. On pourrait en déduire que les crédits ont quelque part amélioré les revenus des bénéficiaires, leur permettant ainsi cette faculté de remboursement. Il n'est pas étonnant de voir un Tr au niveau communal supérieur au Tr à l'échelle nationale. En effet, le risque de non remboursement augmente avec le nombre d'emprunteurs. Il est généralement plus difficile de maîtriser le recouvrement sur une plus vaste étendue.

d. Le taux de pénétration des ménages en microfinance(Tp)

Il faut rappeler tout d'abord que le Tp dont il est question ici concerne le cumul des clients/membres par rapport à la population totale. On a souvent tendance à penser que cet indicateur ne peut qu'augmenter chaque année parce qu'il s'agit d'un cumul de clients/membres. Pourtant, le nombre de ménages dans une localité évolue en même temps avec le nombre total de clients/membres qui s'y trouvent. De ce fait, une forte croissance démographique accompagnée d'une faible évolution du nombre de clients/membres conduira certainement à une diminution de la valeur du Tp. Lors de la comparaison du Tp CRA avec le Tp national, on remarque que le Tp CRA est sur le point d'être dépassé par le Tr national en 2008. Ce fait renforce encore l'idée présentée plus haut selon laquelle le nombre de nouveaux clients/membres de cette Commune reste faible et que les bénéficiaires de crédit sont toujours à peu près les mêmes personnes.

Les représentations de l'évolution de ces quatre indicateurs d'accès au crédit au sein de la CRA sont toutes supérieures à leurs correspondants au niveau national. Les paysans de cette zone ont alors acquis une certaine expérience en matière de microcrédit. Mais compte tenu du nombre de caisses présentes à Analavory avant l'arrivée de la PAMF, soient les deux caisses de la CECAM, il se peut que ces évolutions devraient être encore plus meilleures que ceux qui ont été constatées. A Madagascar, il existe des Communes dans lesquelles il n'y a aucune caisse ni agence de microfinance. D'autres en disposent mais seulement une (Cf. Annexe XXVII). C'est aussi la raison pour laquelle les évolutions nationales sont moins bonnes par rapport aux évolutions à l'intérieur d'une petite localité où sont concentrés de nombreux points de service. En se référant aux valeurs des indicateurs au niveau national, le problème d'accès au crédit n'est pas très marquant à Analavory. Par contre, par rapport au nombre de caisses de cette Commune, il est très relatif d'affirmer que les réalités qui s'y présentent en termes d'indicateurs d'accès au crédit sont excellentes.

### **3.1.2 Discussion 2 : L'éloignement des établissements de microcrédit par rapport au lieu d'habitation du paysan constitue le premier facteur déterminant sa décision d'accéder au crédit formel**

#### ***3.1.2.1 Les points de vue des enquêtés concernant les blocages à l'usage de l'emprunt formel***

##### **a. Les répliques spontanées des ménages**

Les problèmes majeurs que les enquêtés jugent influencer leur intention à réaliser des demandes formelles auprès des EMC se trouvent respectivement, par ordre d'importance au niveau du remboursement, de la déclaration des garanties matérielles et du taux d'intérêt pratiqué par ces derniers.

Concernant la modalité de remboursement, la majorité des paysans ne disposent pas de moyens financiers suffisants que pendant la période de moisson c'est-à-dire vers le mois de Mai. Or, la modalité de remboursement adoptée par les IMF d'Analavory est comme suit :

- Pour le cas de la CECAM, le paiement se fait au cours des deux derniers mois de l'échéance.
- Pour le cas de la PAMF, les intérêts relatifs à l'emprunt sont à verser mensuellement pendant la période de soudure et le montant emprunté réglé pendant la période de récolte.

De nombreux paysans se trouvent alors dans l'impossibilité d'effectuer des versements pendant la période de soudure même si cela ne porte que sur les intérêts. Le peu d'argent qu'ils disposent à ce moment là leur est indispensable pour les dépenses courantes de la vie quotidienne. De plus, les frais de déplacement viennent alourdir les charges, en plus des intérêts des prêts contractés.

Le problème de garantie, habituellement évoqué lorsqu'on parle de crédit rural, vient en second lieu. En réalité, beaucoup d'EMC préfèrent largement les gages sous forme de mobiliers. Les biens immobiliers notamment la terre reste problématique à Madagascar à cause de l'insécurité foncière. Quant aux garanties matérielles, les EMC exigent des biens ayant une valeur supérieure au montant de crédit. Et c'est à ce moment qu'intervient le blocage parce que la majorité des ruraux n'en dispose pas. D'autres en possèdent mais qualitativement et quantitativement insuffisantes pour atteindre l'équivalence du montant de crédit envisagé.

La contrainte taux d'intérêt élevé se trouve en troisième place, 15% l'ont déclaré. Il est clair que le taux adopté par les EMC est plus cher que celui des banques. Mais avec les dépenses lors de la préparation du dossier notamment les frais de déplacement, les coûts reviennent au même puisque les banques ne sont pas des établissements de proximité. D'un autre côté, ce facteur pourrait être lié à une méconnaissance de la valeur du taux d'intérêt. Le fond du problème est dans ce cas le manque d'information : certains paysans pensent que les EMC pratiquent des taux élevés supérieurs à ceux des usuriers sans connaître vraiment la réalité.

b. Les fréquences d'énonciation de chaque facteur

Les deux premiers facteurs les plus cités sont analogues aux résultats d'analyse des réponses spontanées : problème de remboursement et de garanties matérielles. Par contre, le facteur taux d'intérêt élevé est précédé par l'appréhension des démarches administratives. Les concernés avouent ne pas être familiers à ces établissements. Ils ne sont pas habitués à les côtoyer alors que pour une demande de crédit, doivent être fréquentés l'EMC, le bureau de la Commune pour la légalisation des certaines paperasses, et voire même le service ou le guichet foncier en cas de nécessité.

Il est fort probable que les résultats de ces deux analyses fréquentielles soient déformés car beaucoup de facteurs sont dépendants entre eux. Par exemple, il se peut que celui qui a affirmé trouver les intérêts perçus un peu chers ignore en fait les renseignements à ce sujet.

### ***3.1.2.2 Les variables significativement liées à la motivation des ménages enquêtés***

Quatre variables significatives présentent effectivement les signes attendus définis au départ :

- le degré de connaissance des taux d'intérêt pratiqués par les EMC ;
- la superficie totale de terrain cultivée par le ménage ;
- la valeur totale des garanties matérielles ;
- la durée du trajet allant jusqu'à l'EMC le plus proche.

L'analyse économétrique a montré que les rationalités avancées dans la partie méthodologie ont été vérifiées pour le cas de ces quatre variables.

Cependant, trois variables ont affiché des logiques de relation différentes. Il s'agit des variables :

- nombre de types de sensibilisation et de séance d'information vus, entendus, ou assistés ;
- tendance des ménages concernant la destination de la production ;
- nombre d'usuriers connus.

- a. Le nombre de types de sensibilisation et de séance d'information vus, entendus ou assistés

Plus l'exploitant agricole est informé du système de prêt formel, plus la non motivation se manifeste. Ce résultat d'analyse est assez étrange mais compréhensible lorsque certains renseignements peuvent faire reculer les décisions. Quand le paysan sait préalablement que le montant accordé doit être proportionnel aux garanties de prêts, il serait démotivé dès le départ s'il désire emprunter une énorme somme sans posséder de biens matériels. D'autres paysans peuvent être découragés par les informations concernant les procédures de préparation de dossier et préfèrent consulter des usuriers. Ils peuvent les approcher facilement.

- b. La destination de la production

Les ménages qui adoptent une économie de subsistance semblent être ceux qui ont contracté un prêt auprès des EMC. Ceci pourrait être lié au fait que les ménages qui vendent en majeure partie leur production ont beaucoup plus de ressources financières après la récolte. Par contre, ceux qui pratiquent l'autoconsommation ne peuvent que s'endetter s'ils veulent préparer la campagne agricole suivante, surtout s'ils n'ont pas d'autres activités rémunératrices de revenu. D'un autre côté, les stocks de produits agricoles sont épuisés bien avant la prochaine récolte pour certains ménages. Ces derniers utilisent alors le crédit formel pour tenir les dernières semaines de soudure notamment pour l'achat des produits de première nécessité. Les besoins impératifs de moyens financiers les poussent à recourir au crédit formel.

- c. Le nombre d'usuriers connus

Le crédit informel est généralement consulté en cas d'urgence. Les paysans prennent recours aux services des prêteurs traditionnels pour faire face à des dépenses exceptionnelles liées à la maladie par exemple. Ce type de crédit est rarement utilisé pour des activités agricoles. Ses points communs avec le crédit formel portent sur la durée du prêt (court terme) et l'exigence de garanties<sup>2</sup>. Ses caractéristiques spécifiques correspondant aux attentes des ménages agricoles sont principalement la rapidité et la proximité du service. Le côté pratique du crédit informel fait également son point fort : le contrat se fait verbalement et il n'y a pas de procédures administratives [11]. Cependant, les résultats de l'étude ont montré que la probabilité pour qu'un ménage agricole effectue un emprunt formel augmente avec le nombre d'usuriers connus. Comme explication, les taux d'intérêt exigés par les prêteurs traditionnels

---

<sup>2</sup> Les garanties matérielles exigées par les usuriers sont infiniment plus élevées que le prêt : une machine à coudre de 150 000 fmg est mise en gage chez le prêteur pour un crédit de 10 000 fmg pour un mois [11].

sont réellement exorbitants (70 à 100%) [11]. Ainsi, à force de connaître ce coût excessif du crédit informel, les paysans commencent à se tourner vers le crédit formel afin d'essayer un nouveau système de financement. Cette importance que les paysans accordent aux taux d'intérêt est même retrouvée dans l'analyse des points de vue.

### **3.1.3 Discussion 3 : La PAMF apporte des solutions à tous les facteurs qui démotivent les paysans à recourir aux emprunts auprès des établissements de microcrédit.**

#### ***3.1.3.1 La contribution de la PAMF en quantité***

Les trois graphes du résultat 3 sont tous de la même forme et la contribution de la PAMF à l'accès au crédit est concrètement matérialisée par les données chiffrées. Les indicateurs d'accès pour le cas de la CRA ont tous augmenté spectaculairement en 2009 et 2010 tout en dépassant largement le niveau des tendances. Pendant les quatre années précédentes, avant l'arrivée de la PAMF, les évolutions ont été de manière lente. La stagnation est remarquablement constatée à travers les nouveaux clients/membres. C'est également la valeur de cet indicateur qui a montré une nette amélioration depuis les premières activités de la PAMF. Rien qu'en 2009, sa valeur a été brusquement multipliée par cinq. La contribution la moins importante correspond aux Mcd. Les accomplissements de la CECAM en 2009 le prouvent aussi: le seul cas où ses réalisations ne s'étaient pas dégradées lors de cette année est relatif au Mcd. Cela signifie que l'implantation de la PAMF dans la zone d'étude a entraîné sûrement une forte augmentation de l'effectif des adhérents mais à un rythme non proportionnel à l'évolution des Mcd. Ainsi, cette nouvelle IMF distribue beaucoup de crédits à faible montant. Quant à la contribution de la PAMF concernant le Tp Bc, elle est considérablement palpable puisqu'elle a permis une élévation de l'indicateur jusqu'à 18% en 2009 s'il n'était que 8% au cours de l'année précédente.

#### ***3.1.3.2 Les correspondances des points de vue des clients avec les facteurs susceptibles d'influencer la motivation***

Que ce soient pour les réponses spontanées ou pour toutes les réponses recueillies, il s'avère que les deux premiers apports de la PAMF concernent sa rapidité de déboursement et son taux d'intérêt abordable. Vient ensuite sa résolution du problème de garantie. En se référant aux facteurs de blocage selon les opinions des enquêtés, la première intervention de la PAMF résout le cinquième obstacle rencontré si on considère les répliques instantanées, et le septième si toutes les réponses sont tenues en compte. Sa deuxième contribution relative à son taux d'intérêt abordable pallie respectivement au problème d'ordres 3 et 4 des réponses

spontanées et de l'analyse de tous les avis. Quant à la troisième intervention face au blocage garantie, elle agit sur le deuxième obstacle le plus important.

En observant de près les résultats de l'analyse économétrique, beaucoup de variables déterminantes dépendent entièrement de la situation de l'individu. Tel est le cas du nombre d'usuriers connus par exemple, un facteur sur lequel les EMC ne peuvent pas agir. C'est pour cette raison qu'il n'y a presque pas d'intervention si on se réfère aux variables explicatives et significatives de la motivation des ménages. Malgré cela, la troisième contribution de la PAMF, relative au contexte de garantie, agit quand même sur la quatrième variable la plus significative. En d'autres termes, la troisième manifestation des aides de la PAMF intervient sur le fait que la décision du ménage à accéder au crédit formel dépend de la somme de ses avoirs.

### ***3.1.3.3 Les correspondances des interventions selon les spécificités de la PAMF avec les facteurs de blocage à l'accès au crédit***

Le premier distinctif qui caractérise la PAMF est son type de produit crédit de groupe. Ce dernier est approprié aux personnes les plus défavorisées n'ayant pas de gages et qui veulent pourtant obtenir des crédits auprès de l'IMF. Si elles présentent un projet rentable, elles peuvent former un groupe de 5 à 20 personnes et réaliser ensemble un emprunt par acte de caution solidaire<sup>3</sup>. En conséquence, l'intervention de la PAMF à cet effet se manifeste à la résolution du deuxième facteur de blocage le plus important qui est le problème de garantie selon les points de vue des enquêtés.

A part ce premier élément, la valeur des garanties matérielles exigée par la PAMF est fixée à 120% du montant de crédit, un taux inférieur à celui pratiqué par la CECAM pour ses crédits productifs. Ce qui signifie qu'un paysan subira une réduction moins élevée du montant accordé par rapport la somme demandée s'il est client de la PAMF. En effet, les réductions dépendent essentiellement de la valeur des garanties déclarées, de la moralité du client/membre, de la capacité de remboursement, et du niveau de cycle de crédit. Par rapport aux opinions des enquêtés, l'intervention correspondante se situe au niveau du neuvième facteur de blocage.

En ce qui concerne la rapidité du déblocage de crédit et le taux d'intérêt moins cher de la PAMF, ils ont été confirmés précédemment par les points de vue des clients qu'ils caractérisent l'atout de cette IMF. Les correspondances de ces spécificités sont donc déjà mentionnées plus haut.

---

<sup>3</sup> La caution solidaire est un système selon lequel les membres du groupe s'engagent à rembourser chacun ses propres dettes et à compléter d'eux-mêmes les défaillances de remboursement des membres qui se trouvent en difficulté.[1]

Finalement, le dernier point fort se distingue à propos du coût de la demande : les clients de la PAMF ne se chargent que de leurs frais personnels. A l'inverse, beaucoup de conditions sont exigées pour les crédits auprès de la CECAM. Elles se traduisent notamment par des dépenses financières comme le droit d'adhésion et les frais de dossier. En fait, c'est ce qui caractérise les IMF mutualistes. Cette spécificité de la PAMF a donc des répercussions respectivement sur le sixième et le huitième facteur de blocage « Dépense préparation dossier » selon les points de vue spontanés des paysans et la totalité de leurs opinions.

## **3.2 Recommandations**

### **3.2.1 Par rapport aux expériences de la Commune rurale Analavory en matière de crédit**

Il serait intéressant de recourir à une analyse comparative de l'évolution des indicateurs d'accès entre deux communes qui disposent le même nombre de caisses/agences. Cela permettrait de connaître la santé du crédit formel dans la CRA. Les comparaisons avec les évolutions nationales sont assez relatives car les données consolidées englobent des zones dépourvues de caisses/agences. Ce fait peut réduire certainement les valeurs des indicateurs au niveau national.

Pour plus de précision, l'indicateur taux de pénétration pourrait être détaillé en quatre séparément :

- le taux de pénétration par rapport aux bénéficiaires annuels de crédit ;
- le taux de pénétration par rapport aux épargnants actifs ;
- le taux de pénétration par rapport aux bénéficiaires de services ou aux clients/membres actifs ;
- le taux de pénétration par rapport aux cumuls des clients/membres.

Ainsi, le taux d'utilisation du produit de crédit uniquement, sera connu à chaque année.

Quant aux coefficients se trouvant au dénominateur de la formule de calcul, il serait également important de considérer la population active vue que les enfants et les personnes trop âgées ne travaillent pas et ne constituent donc pas des personnes cibles.

Pour une appréciation socio-économique de l'accès au crédit, le pourcentage de femmes bénéficiaires est un indicateur intéressant. En raison de l'indisponibilité des données correspondantes auprès de la CECAM, l'étude de cet indicateur n'a pas été possible. Chaque EMC est invité à appréhender cet élément afin d'avoir une idée sur l'écart des besoins en crédit selon le genre.

### **3.2.2 Par rapport aux facteurs influençant la motivation des paysans à accéder au crédit formel**

#### **3.2.2.1 Adoption du type de remboursement à échéance unique pour les ménages les plus pauvres**

Les paysans rencontrent des problèmes leur empêchant d'utiliser les services des EMC. Leur

motivation dépend de plusieurs facteurs. C'est surtout le mode de remboursement adopté par les EMC qui ne leur convient pas. Les ressources financières étant réellement rares pendant la période de soudure, les EMC pourraient penser à ne reprendre l'argent prêté ainsi que les intérêts qu'à partir de la période de récolte. En général, les agriculteurs ont besoin de crédit quelque temps avant les travaux de champ c'est-à-dire vers le mois d'Octobre. Donc, un remboursement de la totalité qui s'effectue sept mois après, vers le mois de Mai, leur serait d'une grande aide. Pour ceux qui ont besoin de financement pour des activités en contre saison, les EMC peuvent procéder tout de suite au remboursement des intérêts dès le mois qui suit le déblocage. En effet, les paysans disposent encore d'un peu d'argent à ce moment là. Si ce type de remboursement constitue un risque pour les EMC, ces derniers pourraient étudier et prendre en compte la suggestion en fonction des ménages emprunteurs. Autrement dit, il faudrait l'adopter tout au moins aux exploitants les plus pauvres en fixant un seuil de revenu mensuel limite lors de l'étude de dossier. En supposant qu'un individu n'arriverait pas à vivre qu'au-delà des 2/3 de son revenu mensuel, les intérêts perçus à chaque mois ne doivent donc pas dépasser les 1/3 de ce revenu mensuel. Et si ce dernier se trouve en dessous de Ar 3 000 par exemple, les EMC devrait songer au type de remboursement proposé c'est-à-dire à échéance unique au mois de la récolte. Cela éviterait également de fréquents déplacements.

### **3.2.2.2 Sécurisation foncière pour la résolution du problème de garantie**

Le problème de garantie demeure incontournable qu'elle soit matérielle ou foncière. Mais en examinant l'envergure du problème, l'origine est l'insécurité foncière. En effet, la terre est l'unique bien le plus précieux que possèdent les paysans. Et si elle n'est pas sécurisée, autrement dit, en absence de titre, les EMC ne l'acceptent pas en tant que gage. Les agriculteurs sont de ce fait contraints à des montants de crédit qui équivalent à leurs quelques biens mobiliers. Bref, foncier et crédit rural vont toujours de paire : « *Les usagers attendent des certificats fonciers qu'ils protègent leurs droits sur leurs terrains, ... et en fonction de projets familiaux qu'ils leur facilitent l'accès au crédit* [15]. » Les activités du Programme National Foncier (PNF) doivent nécessairement perdurer quant à l'installation de guichets fonciers au niveau de chaque collectivité décentralisée du pays (Cf. Annexe XXVIII).

Cependant, les volontés, voire caprices des paysans ne doivent pas être toutes exaucées car les EMC sont également là pour faire des intérêts, s'autofinancer et pérenniser leurs activités. Chaque EMC ne peut pas aller par exemple en dessous d'un taux d'intérêt limite selon sa capacité. S'il tombe en faillite, les conséquences seront non négligeables et les paysans clients/membres vont en subir.



### **3.2.3 Par rapport aux interventions de la PAMF**

#### ***3.2.3.1 Importance de la résolution du problème lié au remboursement***

Il faut tenir compte des besoins des paysans car parfois, cela peut profiter à la fois à ces derniers et à l'EMC. La PAMF devrait agir principalement face au problème de remboursement que connaissent les paysans. Ce premier obstacle à l'accès au crédit est lié au fait que le mode de remboursement qui conviendrait aux petits agriculteurs est du type échéance unique pendant la période de récolte. Si ce facteur sera pris en compte, le nombre de clients ou de bénéficiaires s'élèvera encore plus. Ainsi, avec une bonne gestion des activités, l'EMC tirerait profit également de la situation dans la mesure où les bénéfices augmentent avec le nombre de clients.

#### ***3.2.3.2 Nécessité de sessions informatives***

La PAMF pourrait penser à des stratégies de marketing ne serait ce que pour informer beaucoup plus d'agriculteurs de ses produits. En effet, l'étude des facteurs déterminant la décision du ménage a montré que la volonté dépend en bonne partie des informations connues par le ménage en question. Il est incontestable que les contributions de la PAMF à l'accès au crédit depuis son implantation à Analavory soient réellement grandes mais s'amélioreront encore plus si on ne se contente pas de l'effet bouche à oreille. La PAMF devrait faire savoir aux ménages agricoles notamment la valeur de son taux d'intérêt usuel ainsi que ses différents types de produit. Des sessions informatives axées sur l'existence du crédit de groupe sont fortement conseillées.

#### ***3.2.3.3 Elargissement de la zone de couverture par l'installation de nouvelles agences***

D'un autre côté, la PAMF devrait songer à multiplier ses agences en milieu rural afin d'être plus proche des paysans et pour élargir les cibles. La CECAM demeure le réseau le plus dense en termes de couverture géographique [24] et cette proximité constitue son point fort. Le problème d'éloignement entre agences/caisses et village des paysans se trouve parmi les derniers facteurs de blocage selon les opinions des paysans d'Analavory. Il figure également en dernier lieu parmi les variables explicatives significatives. Mais ce résultat pourrait être dû au fait que trois points de services distribuent des crédits à la CRA dont une caisse de la CECAM à 10 km du chef-lieu de la Commune. Le problème de couverture géographique pourrait constituer, certainement, le premier obstacle à l'accès au crédit pour les zones dépourvues d'agences/caisses.

## CONCLUSION

Comment lutter contre la pauvreté à Madagascar ? Il est évident qu'on devrait agir sur le développement du milieu rural étant donné que la population malgache est à majorité rurale. De nombreux aspects sont à considérer lorsqu'on parle de développement rural. La vulgarisation des nouvelles techniques est nécessaire mais à quoi sert-elle à défaut de moyens financiers ? La microfinance se veut d'apporter une solution à ce problème surtout en termes de microcrédit. La principale raison de sa promotion est l'inaccessibilité du monde rural au système bancaire. Les recherches bibliographiques ont montré que le problème d'accès aux moyens financiers n'est pas encore résolu malgré la multiplication du nombre des EMC. Le présent document traite les effets de l'installation d'une IMF au sein d'une localité en termes d'indicateurs d'accès et par rapport aux différents facteurs qui peuvent influencer la variation de ces derniers. Le cas considéré est l'agence de la PAMF qui s'est implantée au niveau de la CRA vers la fin de l'année 2008.

La première partie de l'étude fournit un aperçu sur l'état des lieux avant l'arrivée de la PAMF. L'hypothèse avancée soulignant le fait que le système de crédit n'est pas nouveau pour la CRA a été entièrement vérifiée. Les valeurs des indicateurs d'accès au crédit choisis dans le cadre de l'étude, et relatifs à la CRA, dépassent tous les niveaux moyens à l'échelle nationale.

Il a été traité dans une seconde partie l'hiérarchisation des éléments pouvant agir sur l'évolution des indicateurs d'accès, relatifs aux facteurs qui influencent la motivation des paysans à accéder au crédit formel. Il a été prétendu au départ que l'éloignement des EMC par rapport au village constitue le premier facteur déterminant. Cette hypothèse a été infirmée puisque cette variable est effectivement significative mais devancée par d'autres facteurs. Toutefois, il faut mentionner que les résultats de cette étude concernent une zone bien délimitée qui est la CRA. Dans ce cas, les faits peuvent être différents d'un endroit à l'autre. Autrement dit, l'ordre d'importance des facteurs peut varier suivant l'espace considéré. D'ailleurs, la cause du rejet de l'hypothèse pourrait résulter du fait que trois points de services opèrent pour cette localité de 406km<sup>2</sup>.

Enfin, la dernière partie apprécie les apports de la PAMF à la résolution du problème d'accès au crédit. Il a été supposé à cet effet que les interventions de cette nouvelle IMF se situent à

tous les niveaux de facteurs influençant définis dans la seconde partie de l'étude. L'hypothèse est infirmée car les contributions existent mais non pas à tous les niveaux.

En tenant compte de l'envergure du domaine de microcrédit, on s'est aperçu que la résolution du problème d'accès ne va pas seul : crédit et foncier sont étroitement liés. Ainsi, pour un développement rural efficace, on devrait agir parallèlement sur plusieurs aspects en même temps. L'installation d'un guichet foncier au sein de la CRA est à encourager. De même, les coopérations entre EMC, projets et ONG sont à inciter davantage pour améliorer la situation de pauvreté en milieu rural (Cf. Annexe XXIX).

Bref, la microfinance évolue. Les types de crédit sont de plus en plus nombreux. Chaque EMC en milieu rural cherche à satisfaire les besoins des paysans tout en réalisant également des bénéfices. La PAMF a prouvé que l'activité de microcrédit peut à la fois être rentable et procurer des moyens financiers à un bon nombre de ruraux exclus du système bancaire. Statistiquement parlant, son implantation à Analavory a amélioré nettement les indicateurs d'accès au crédit de cette zone. Ce progrès résulte de son type de produit « crédit de groupe » résolvant quelque part le problème de garantie. Ce dernier constitue, en effet, une des causes majeures affectant la motivation des paysans à effectuer une demande formelle. La rapidité de ses procédures de traitement de dossiers explique également l'amélioration des indicateurs d'accès.

Cependant, une nouvelle problématique arrive à l'esprit : le prêt auprès des EMC améliore-t-il vraiment les revenus familiaux du client/membre ?

## BIBLIOGRAPHIE

### Mémoires et thèses

1. ANDRIANADY, Mamy Benjamin, 1995, Problématiques de l'environnement des crédits ruraux : Cas du Fivondronana Miarinarivo Itasy, Mémoire de fin d'études, ESSA, Département Agro-Management, 70p. +Annexes
2. DIALLO I. II, 2008, Marché du crédit et marché de la terre: interfaces et implications pour le développement agricole Sécurisation foncière et accès au crédit : Etude de cas dans la région du Lac Alaotra à Madagascar, Mémoire de recherche, SupAgro Montpellier Université Montpellier 1 Faculté de Sciences Économiques, Septembre 2008, 71 p.
3. RAKOTONDRAISOA M. S., 2007, Etude de la stratégie adaptée pour améliorer l'accès au microcrédit et à l'épargne en vue de rechercher l'autonomie des paysans pour le financement de l'Agriculture de conservation. Cas de l'OTIV Lac Alaotra : Amparafaravola – Ambatosoratra – Imerimandroso, Mémoire de fin d'études, ESSA, Département Agriculture, 66p.
4. RANDRIAMANANDRAY, Fidy Harinjaka, 2006, Détermination des conditions d'accès au crédit bancaire des structures verticales d'organisations paysannes : Cas de la BNI-Madagascar, Mémoire de fin d'études, ESSA, Département Agro-Management, 59p. +Annexes
5. RANDRIANARISON, Zo Mihasoa, 2011, Les facteurs de blocage des organisations paysannes : Cas des 27 Organisations Paysannes Membres du Cercle Départemental des Agriculteurs de Manjakandriana, Mémoire de fin d'études, ESSA, Département Agro-Management, Juin 2011, 41p. +Annexes

### Texte juridique

6. Loi N°2005-016 du 29 Septembre 2005 relative à l'activité et au contrôle des institutions de microfinance.

### Rapports et ouvrages

7. ABATE F., ABRAMS J., JANSSON T., KENYON N. STAUFFENBERG VON D., 2003, Performance indicators for microfinance institutions: Technical guide, Inter-American Development Bank, 3<sup>ème</sup> édition, Washington D.C, 40p. +Annexes

8. BOA, Direction de la Microfinance, Note de présentation de la Microfinance BOA 2011, 7p.
9. CNMF, 2007, Evolution de la microfinance de 2003 à 2007, 96p.
10. Commune Rurale Analavory, 2010, Plan Communal de Développement Analavory 2010, 110p. +Annexes
11. DROY, Isabelle, L'usurier et le banquier : le crédit rural à Madagascar, 310p.
12. GOURIEROUX C., 2005, « Modèle de comptage et application en assurance », Modèles statistiques pour données qualitatives, TECHNIP, Société Française de statistiques, Paris, 276p. + Annexes
13. HUBLER, Jérôme, 2007, Statistique descriptive appliquée à la gestion et à l'économie, Bréal, 2<sup>ème</sup> édition, Collection Lexifac, 220p.
14. INSTAT, Direction des Statistiques des Ménages, 2010, Enquête Périodique auprès des ménages 2010, 19p.
15. MAEP, 2008, Décentralisation de la gestion foncière, bilan de synthèse, 28p. + Annexes
16. PAMF Madagascar, 2009, Rapport de Gestion 2008, Mars 2009, 25p
17. PILON M., SEIDOU MAMA M., TICHIT C., 1997, « Les femmes chefs de ménage : aperçu général et études de cas », Ménages et familles en Afrique, Centre français sur la population et le développement, pp. 168-190
18. RAKOTOMALALA, Ricco, 2011, Pratique de la régression logistique, Université Lumière Lyon, 255p.
19. RAZAFIARIJONA Jules, 2005, Sécurisation foncière des investissements à Madagascar, MCI, 20p
20. Région Itasy, 2005, Plan Régional de Développement Itasy, Avril 2005, 74p.
21. ZELLER, Manfred, 1993, Finance rurale et sécurité alimentaire à Madagascar, Rapport préliminaire du projet de recherche de l'IFPRI, International Food Policy Research Institute, Washington, 98p.

### **Articles de presse**

22. ANONYME, 2011, « Croissance positive des activités de Microfinance malgré la crise », *TAHIRY*, Juin, 2011, n°8, p.5
23. RAMANARIVOSOA RAMPARANY, Tiana, 2011, « Les taux d'intérêt et les garanties : facteurs de blocage pour un large accès au crédit ? », *TAHIRY*, n°8, p.3

### **Webiographie**

24. <http://www.madamicrofinance.mg/microfinance.htm>, du 10/12/2010
25. <http://www.madamicrofinance.mg/cnmf/public.php?action=PublicPortail>, du 13/12/2010
26. <http://www.cerise-microfinance.org/IMG/pdf/guideOPA-IF-tot-2.pdf>, du 19/11/2010
27. [http://www.instat.mg/index.php?option=com\\_content&view=article&id=17&Itemid=94](http://www.instat.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=17&Itemid=94), du 23/05/2011
28. [http://www.instat.mg/index.php?option=com\\_content&view=article&id=32&Itemid=93](http://www.instat.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=32&Itemid=93), du 18/01/2011
29. <http://ged.u-bordeaux4.fr/SDROSOLOARISON.pdf>, du 04/02/2011
30. <http://ebrunelle.ep.profweb.qc.ca/MQ/Chapitre2.pdf>, du 27/04/2011
31. <http://www.observatoire-foncier.mg/>, du 03/10/2011
32. <http://www.madagascar-tribune.com/Le-certificat-foncier-peut-servir.1039.html>, du 12/06/2011

# ANNEXES

## LISTE DES ANNEXES

Annexe I : Définition du Système Financier Décentralisé (SFD) .....	I
Annexe II : Les autres structures d'appui au financement du monde rural .....	I
Annexe III : Historique du crédit agricole.....	I
Annexe IV : Définition de l'Organisation Paysanne (OP) .....	II
Annexe V : Liste et classification des établissements de crédit exerçant des activités de microfinance à Madagascar.....	III
Annexe VI : Les ménages ruraux et l'accès au crédit, le degré d'importance du crédit informel au niveau du Réseau des Observatoires Ruraux (ROR) en 2000, exprimé en pourcentage du total de 8850 ménages enquêtés .....	IV
Annexe VII : Les types d'Institution de microfinance (IMF) présents à Madagascar .....	V
Annexe VIII : Répartition des 11 agences de la PAMF .....	V
Annexe IX : Les types de culture pratiqués dans la Commune rurale d'Analavory .....	VI
Annexe X : Les <i>Fokontany</i> de la Commune rurale d'Analavory .....	VII
Annexe XI : Questionnaire de recherche auprès des ménages ruraux en version malgache .....	VIII
Annexe XII : Guide d'entretien auprès des personnes ressources.....	XIV
Annexe XIII : Exemple de données incohérentes lors de l'apurement des données .....	XIV
Annexe XIV : Les indicateurs utilisés par la Coordination Nationale de la MicroFinance (CNMF) pour désigner l'accès des ménages aux services microfinanciers .....	XV
Annexe XV : Le portefeuille à risque.....	XV
Annexe XVI : Le taux de pénétration des ménages en microfinance selon la Coordination Nationale de la MicroFinance (CNMF).....	XVI
Annexe XVII : Exemples d'aspect pouvant être analysé par le calcul du taux de pénétration des ménages en microfinance (Tp) .....	XVI
Annexe XVIII : Les types de variables en statistiques descriptives.....	XVII
Annexe XIX : Les trois formes possibles de contribution de la PAMF en chiffres .....	XVIII
Annexe XX : Evolution annuelle du microcrédit dans la CRA.....	XIX
Annexe XXI : Détails de l'analyse des premières réponses affirmées par les enquêtés .....	XXI
Annexe XXII : Détails de la fréquence d'énonciation de chaque facteur par les enquêtés .....	XXII
Annexe XXIII : Les variables déterminant la motivation des paysans à accéder au crédit formel ...	XXV
Annexe XXIV : Base de données des contributions de la PAMF en chiffres .....	XXVI
Annexe XXV : Détails des points de vue des clients sur la manifestation des interventions de la PAMF .....	XXVIII
Annexe XXVI : Importance du crédit de groupe parmi les divers produits de crédit de la PAMF .....	XXIX
Annexe XXVII : Répartition géographique des établissements de microcrédit à Madagascar.....	XXX
Annexe XXVIII : Les réalisations du PNF face au problème d'insécurité foncière .....	XXXIII
Annexe XXIX : Exemples de manifestation des coopérations entre les acteurs de la microfinance .....	XXXIII



## **Annexe I : Définition du Système Financier Décentralisé (SFD)**

Le SFD ou Système Financier Décentralisé désigne l'ensemble des IMF, ONG et associations qui produisent des services financiers destinés aux petits producteurs exclus du système bancaire. Le sigle SFD est employé depuis l'année 2005 mais auparavant, on utilisait plutôt le sigle OFP ou Organisation Financière de Proximité qui a le même sens que SFD. (CNMF, 2011)

## **Annexe II : Les autres structures d'appui au financement du monde rural**

A part les activités des IMF et des banques territoriales, il existe d'autres structures d'appui qui contribuent au financement du monde rural à savoir : les Centres de Service Agricole (CSA), le Fonds Régional de Développement Agricole (FRDA), les différents projets et programmes comme le Programme de Promotion des Revenus Ruraux (PPRR), le PROgramme de Soutien aux Pôles de micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales (PROSPERER), le projet d'Appui au Développement du Menabe et du Melaky (AD2M), le projet d'Appui au Renforcement des Organisations Professionnelles et aux services Agricoles (l'AROPA), le Projet de Réhabilitation du Périmètre de Manombo (PRPIM), le Bassin Versant Lac (BVLAC), l'Agence Française de Développement (AFD). (MAEP, 2011)

## **Annexe III : Historique du crédit agricole**

*« Pour la première fois en 1926, la puissance coloniale a essayé de créer un système de crédit agricole en Afrique francophone, mais le 18 Avril 1930, il était promulgué à Madagascar le décret sur le crédit agricole de mutualité et sur la coopération agricole, cependant, due à la faiblesse de la dotation et aux découverts enregistrés, la distribution a été ralentie.*

*Le crédit de Madagascar en 1950, par la suite devenait la Société Malgache d'investissement et de Crédit (SMIC) en 1960 à 1963 et enfin la Banque Nationale Malgache du développement (BNM) de 1963 à 1976.*

*Par ailleurs, le crédit agricole a joué un rôle croissant dans la politique agricole du gouvernement. Au cours de trente ans écoulés, elle avait connu des évolutions dues à la constatation des contraintes et à des difficultés rencontrées dans l'introduction du crédit moderne, et dans le monde rural traditionnel. L'accumulation de cent ans d'expériences en matière de crédit rural était tenue comme un atout considérable par Madagascar pour entamer une phase de distribution de crédit aux petits exploitants pour le développement et cette faveur restait l'objectif principal du gouvernement. C'était ainsi qu'en 1977, le gouvernement avait créé une nouvelle institution bancaire : La BTM qui était appelée à devenir l'instrument privilège pour la distribution de crédit public du secteur rural [1]. »*

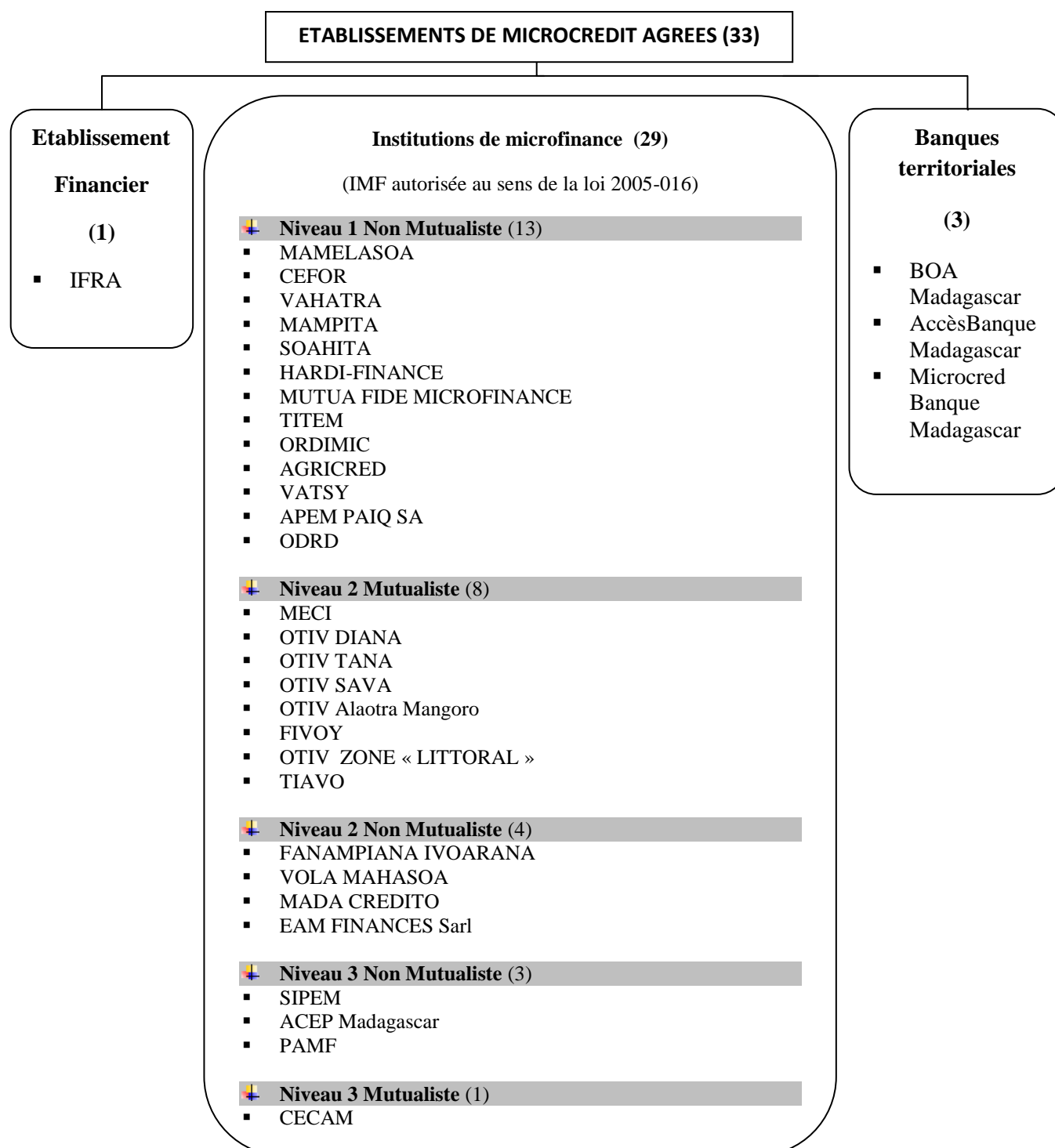
#### **Annexe IV : Définition de l'Organisation Paysanne (OP)**

Les OP ou Organisations Paysannes se définissent comme étant des associations paysannes régies par l'ordonnance 60-133 du 3 Octobre 1960. *« C'est l'organisation, une association, un groupement d'hommes et/ou de femmes, ayant les mêmes intérêts à défendre et exerçant la même ou plusieurs activités de productions ou de services. L'Organisation Paysanne dispose des règles de fonctionnement, de gestion démocratique et d'une dynamique organisationnelle propre. Elle peut prendre diverses formes juridiques qui sont précisées par ses statuts. Elle peut se dénommer Organisation Paysanne ou Organisations de producteurs, ou encore Organisations Professionnelles dans le domaine Agricole [5]. »*

En considérant le nombre d'OP recensé en 2003 qui est égal à 3 500 et l'effectif moyen de 7 à 30 membres par groupement paysan, on pourra dire qu'environ 64 750 personnes sur 16 441 000, soit 0,4% de la population malgache en 2003 sont membres d'une OP et peuvent bénéficier, dans ce cas, d'un financement par l'intermédiaire des OP dont ils en sont membres. Ce taux est relativement faible si 72% de la population malgache sont classés pauvres en 2004 [28] et sont, par conséquent, en manque de moyens financiers.

## Annexe V : Liste et classification des établissements de crédit exerçant des activités de microfinance à Madagascar

On recense en fin juin 2011, 33 établissements de microcrédit dont 29 IMF agréées, 01 établissement financier et 03 banques territoriales offrant des produits et services microfinanciers. La figure suivante représente la liste de ces 33 établissements de microcrédit avec leurs classifications respectives.



Source : CNMF, 2011

**Annexe VI : Les ménages ruraux et l'accès au crédit, le degré d'importance du crédit informel au niveau du Réseau des Observatoires Ruraux (ROR) en 2000, exprimé en pourcentage du total de 8850 ménages enquêtés**

<b>Besoin de crédit</b> <b>65,7%</b>	<b>Accès au crédit</b> <b>22,8%</b>	Crédit formel <b>2,7%</b> Crédit informel <b>20,1%</b>
	<b>Non-Accès</b> <b>42,9%</b>	Pas de garantie <b>25,2%</b>
		Intérêt trop élevé <b>6,8%</b>
		Pas de prêteur <b>7,5%</b>
		Refus du prêteur <b>3,3%</b>
<b>Non besoin de crédit</b> <b>34,3%</b>	<b>34,3%</b>	<b>34,3%</b>
<b>Total</b> <b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

*Source : <http://ged.u-bordeaux4.fr/SDROSOLOARISON.pdf>*

Ces données ne concernent qu'une partie des ménages de Madagascar en 2000, celle du ROR, et les données ultérieures n'étant plus disponibles auprès des entités concernées (MinAgri, CNMF) dans la mesure où les ménages ruraux ne sont pas vraiment ouverts à ce genre d'enquête. D'après ce tableau, le crédit informel est adopté par 1/5 des ménages enquêtés. Les principales causes de non-accès au crédit sont respectivement par ordre d'importance : l'absence de garantie, le taux d'intérêt trop élevé, l'éloignement des EMC par rapport aux lieux d'habitation et le fait que le prêteur refuse certaines demandes de crédit.

Les zones concernées par le ROR sont les suivants: Tuléar, Tuléar Littoral, Fénérive Est, Ambatondrazaka, Marovoay, Mahanoro, Soavinandriana, Antsirabe, Antsohihy, Tsiroanomandidy, Belo Tsiribihina, Ambovombe, Bekily, Farafangana, Fianarantsoa, Manjakandriana. De ce fait, les statistiques représentées dans ce tableau sont uniquement inscrites dans ces régions et n'ont pas un caractère national. (MAEP, 2011)

## Annexe VII : Les types d'Institution de microfinance (IMF) présents à Madagascar

Il existe 2 types d'IMF œuvrant à Madagascar :

- Les **IMF mutualistes** qui sont des coopératives d'épargne et de crédit dont les membres sont à la fois sociétaires et bénéficiaires. Leurs services sont exclusifs aux membres ;
- Les **IMF non mutualistes** qui sont des personnes morales constituées sous forme de SARL ou de SA ou d'association ou d'ONG. Généralement, leur capital appartient à des investisseurs privés. [6]

Il existe des termes d'appellation appropriés à chaque type d'IMF. En ce qui concerne les points de service, ils sont dénommés « **caisses** » chez les IMF mutualistes tandis qu'ils sont appelés « **agences** » chez les IMF non mutualistes. De même, lorsqu'il s'agit des bénéficiaires de services, on parle plutôt de « **membres** » chez les IMF mutualistes et de « **clients** » chez les IMF non mutualistes. Quant à la dénomination des personnes qui étudient le dossier des demandeurs de crédit, elles sont désignées sous le terme de « **conseillers** » chez les IMF mutualistes et « **agents de crédit** » chez les IMF non mutualistes.

## Annexe VIII : Répartition des 11 agences de la PAMF

Lieux d'implantation	Nombres d'agences	Années d'ouverture	Classes
Antananarivo	2 (Antsahavola et Andoharanofotsy)	Respectivement 2007 et 2009	Agences urbaines
Mahajanga	1	2007	Agence urbaine
Ambanja	1	2008	Agence rurale
Antsohihy	1	2006	Agence rurale
Befandriana	1	2006	Agence rurale
Mandritsara	1	2006	Agence rurale
Port-Bergé	1	2006	Agence rurale
Mampikony	1	2008	Agence rurale
Bealanana	1	2008	Agence rurale
Analavory	1	2008	Agence rurale

*Source : PAMF Madagascar, Rapport de gestion 2009, 2011.*

### Annexe IX : Les types de culture pratiqués dans la Commune rurale d'Analavory

Le tableau suivant a été tiré du PCD Analavory dans lequel la version originale est en malgache.

Types	Cultures	Surfaces exploitables (Ha)	Surfaces cultivées (Ha)	Rendement (t/ha)	Production (t/an)
Céréales	Riziculture irrigué	3 426	2 804	3	8 258
	Riziculture sur <i>tanety</i>	2 232	1 011	2,5	2 150
	Maïs	2 805	1 904	3	4 985,5
Légumes divers	Haricot	1 678	739	2	1 702,5
	Tomate	705,5	292,5	10	4 116
	Citrouille	600	230	6,5	536,10
	Pomme de terre	131	8,1	8	290
	Pois chiche	530	29	2	57
	Cresson	10	10	2	20
	Autres	186	37,85	2	127,63
Tubercules, racines	Manioc	6 034	4 524	4	24 028
	Patate	1 570	515,3	3,5	3 070,30
	Patate douce	(néant)	(néant)	3	250
Cultures industrielles	Canne à sucre	200	12	10	250
	Arachide	510	126	1,5	123
	Tabac	604	10	2	18
Fruits	Papaye	601,8	50,4	20	312,25
	<i>Voatango</i>	10	5	5	50
	Banane	305	10	5	70
	Autres	300	50	5	80

*Source: Commune rurale d'Analavory, PCD Analavory 2010, 2011*

**Annexe X : Les *Fokontany* de la Commune rurale d'Analavory**

Les *Fokontany* qui composent la Commune rurale d'Analavory sont au nombre de 21 : Ambatomitsangana, Ambohibary, Ambohijafy, Ambohimanana, Amboniriana, Aminaviavy, Amparaky, Amparihy, Analavory, Andranomavo, Ankonabe, Ankorondrano, Ankotrabe, Antanetibe, Antanetimboahangy, Kianjasoa, Mandrevo, Marosoka, Ngilomby, Soaronono, Tsarazaza. [10]

# Annexe XI : Questionnaire de recherche auprès des ménages ruraux en version malgache

1-Fianakaviana n°

Fokontany :

Zana-pokontany :

## II-FANADIHADINA ANKAPOBENY MOMBA NY FIANAKAVIANA

2-Ny lohampianankaviana dia: ☐ Lehilahy ☐ Vehivavy

3-Taonan'ny lohampianankaviana:

4-Isan'ny zanaka mbola velomina :

5-Isan'ny olona manana hery iasana : ☐ Lehilahy ☐ Vehivavy

6-Firy ny isan'ny ankizy mianatra @izao fotoana :

7-Fandaniana @fianaran'ny ankizy anankiray (Ar)

Saram-pianarana	Fitaovana	Fandaniana hafa, inona avy? .....

8-Fandanim-bola ankapobeny (Ar) :

Sakafo vidiana isan-bolana (vary,laoka,menaka,...)	Akanjo isan-taona	Hofa-trano isam-bolana	Jirama isam-bolana	Fandaniana isan-taona hafa: adidy, fitaterana , fanafody,... isan-taona

9-Mahay mamaky teny sy manoratra ve: ☐ Hay daholo ☐ Tsia

10-Nandia sekoly ve: ☐ Eny ☐ Tsia

11-Raha nandia sekoly, kilasy fahafiry no nijanona :

## III-FANADIHADINA MIKASIKA NY ASA ATAO

12-Inona avy ireo asa ataonao sy ny vadinao:

1=Fambolena

4=Asa-tanana

7=Asa tena

2=Fiompiana

5=Mivarotra entamajinika

8=Asa @sehatra tsy miankina @fanjakana

3=Jono

6=Asa-panjakana

9=Asa hafa Inona avy:

Asa	Fandaniana isan-taona	Hoatrinona ny vola azo isan-taona

13-Ny totalin'ny velaran-tany ambolena

Tanimbary:

Baiboho:

Tanety:

14-Ny taratasy momba ny tany ("titre" na karatany)

Tsy misy

Misy



**15-Mikasika ny fambolena :**

[illegible]

## 16-Mikasika ny fiompiana sy ny jono

Karazany	Isa na fatra		Vokatra lafo (Isa na kg na litatra)		Ampahany hohanina	Mamono omby firy isak'erinandro	Isan'ny volana na taona ikarakarana ny biby	Vola lany @fikarakarana isambolana (sakafo, "provende", fanafody,...)	Fandaniana hafa (Ar) (karaman'ny mpiasa, ...) Inona:
	Lahy	Vavy							
<b>Omby :</b> -Miasa -Hena -Ronono	(tsy misy)	(tsy misy)	(tsy misy)		(tsy misy)	Hena :..... (tsy misy)			
Be indrindra			Kely indrindra						
<b>Kisoa :</b> -Manatavy -Mampiteraka						(tsy misy)			
<b>Akoho Atody</b>			Isa lafo isan-taona:			(tsy misy)			
			Isa lafo isan-taona:						
<b>Gana Atody</b>			Isa lafo isan-taona:			(tsy misy)			
			Isa lafo isan-taona:						
<b>Gisa</b>						(tsy misy)			
<b>Osy</b>						(tsy misy)			
<b>Ondry</b>						(tsy misy)			
<b>Bitro</b>						(tsy misy)			
<b>Trondro</b> -dobo -manjono	Mampiakatra impiry isan-taona:		Firy ny fiakarana iray:		(tsy misy)				Ofana lakana:
	Miasa firy andro isankerinandro:		Firy kg isan'andro:						

## IV-FANADIHADINA MIKASIKA NY FAHAFATARANA IREO SEHATRA MPAMPINDRAMBOLA

17-Inona avy ireo fikambanana ("établissement") @izao fotoana na efa nisy atramin'izay fantatrao oe mampindram-bola?

☐ Tsy misy
                 
 ☐ CECAM
                 
 ☐ PAMF
                 
 ☐ OTIV
                 
 ☐ TIAVO
                 
 ☐ BOA (BTM)
                 
 ☐ Hafa1 :...
                 
 ☐ Hafa2 :...
                 
 ☐ Hafa3:...

18-Atr@oviana no nahafantaranao ny fisian'izany?(taona)

☐ Tsy misy
                 
 ☐ CECAM
                 
 ☐ PAMF
                 
 ☐ OTIV
                 
 ☐ TIAVO
                 
 ☐ BOA (BTM)
                 
 ☐ Hafa1 :...
                 
 ☐ Hafa2 :...
                 
 ☐ Hafa3:...

**19-T@alalan’ny inona avy no efa nahitanao na nandrenesanao fanentanana momba ny findramam-bola:**

Karazany	CECAM	PAMF	OTIV	TIAVO	BOA (BTM)	Hafa1:.....	Hafa2:.....
Peta-drindrina							
“Radio”							
Vata fahitalavitra							
Famorianana olona							
Foara							
Namana,fianakaviana							
Hafa:							

**V-FANADIHADINA MIKASIKA NY TSY FAHARISIHANA AMPIASA IREO SEHATRA MAMPINDRAM-BOLA**

**20-Efa nanao findramam-bola na fangataham-bola t@ireo microfinance fantatrao reo ve ianao?** ☐ Oui ☐ Non

**21-Tokony ho lalana adin’ny firy eo no ahatongavanao any@ireo microfinance fantatrao raha miala avy eo an-tranonao? (minitra na ora)**

☐ CECAM ☐ PAMF ☐ OTIV ☐ TIAVO ☐ Hafa1:... ☐ Hafa2 :... ☐ Hafa3 :... ☐ Hafa4:...

**22-Fantatrao ve ny zana-bola alain’ireo mpampindra-mbola ireo? Raha fantatra dia firy isan-jato avy?**

☐ Tsy fantatra ☐ CECAM ☐ PAMF ☐ OTIV ☐ TIAVO ☐ Hafa1:... ☐ Hafa2 :... ☐ Hafa3 :... ☐ Hafa4:...

**23-Inona avy ireo karazana fomba findramam-bola fantatrao fa misy any @ireo toerana ireo?**

☐ Groupe ☐ Vola miodina na famokarana ☐ Fampitaovana ☐ Trangam-piainana (famadihana,...) ☐ Sompitra iombonana

☐ Hafa Inona :....

**24-Raha mbola tsy nindrana mihitsy:** Inona no antony voalohany tsy mamparisika anao hanao findramam-bola any @ireo toerana ireo? Mety misy antony hafa ve?

**Raha efa nindrana:** Inona no antony voalohany tsy namparisika anao taloha hanao findramam-bola any @ireo toerana ireo? Mety misy antony hafa ve?

**Antony miankina @ireo sehatra mpampindrmbola**

☐ Zana-bola lafo loatra **(a)**

☐ Manahirana ny fikarakarana taratasy **(b)**

☐ Lafo ny fikarakarana taratasy **(c)**

☐ Ela loatra ny fikarakarana taratasy **(d)**

☐ Taraiky vao mivoaka ny vola ao arian'ny fikarakarana taratasy **(e)**

☐ Fomba famerenana ny vola tsy mifanaraka @fahafahamanoa **(f)**

☐ Antoka materialy tsy ampy **(g)**

☐ Fanaraha-maso @fampiasana ny vola ataon'ireo mpampindrana miterala olana **(h)**

☐ Mihena ny vola azo fa tsy arakarak'ily nangatahina **(i)**

☐ Fangatahana lavina ka lasa tsy dia mazoto intsony **(j)**

☐ Tsy dia mahafantatra ny mikasika ny findramam-bola @ireo sehatra ireo **(k)**

**Antony tsy miankina @ireo sehatra mpampindrmbola**

☐ Tahotry ny tsy hahaverimbola **(l)**

☐ Tsy fahaiza-mitantana ny vola **(m)**

☐ Tahotra miditra birao **(n)**

☐ Tsy misy lalambarotra **(o)**

☐ Fiovaovan'ny vidim-bokatra **(p)**

☐ Lavitra loatra ny misy ilay sehatra mpampindrmbola **(q)**

☐ Antony hafa mihitsy Inona: ..... **(x)**

☐ Tsy fahaizana mamaky teny sy manoratra **(r)**

☐ Tsy manana taratasy momba ny tany ahafahana manao izany ho antoka **(s)**

☐ Mora kokoa ny fomba findram-bola any @ireo mpanjana-bola eo an-tanana **(t)**

☐ Misy mangalatra ny vokatra na ny fitaovam-pamokarana ka tsy sahy mindram-bola **(u)**

☐ Loza voajanahary (tondra-drano, hain-tany... miteraka tsy faharisihana indramb-bola **(v)**

**25-Impiry ianao no efa niharana fangalarana na hasomparana (na vokatra, na omby, na vaki-trano,...):**

☐ Halatr'omby

☐ Halatra @vokatra

☐ Vaki-trano

☐ Hafa1: Inona?:.....

☐ Hafa2: Inona?:...

**26-Firy ny isan'ireo mpampanjana-bola eo an-tanàna fantatrao?**

☐

Manodidina ny ohatrinona eo ny zana-bola halainy?

☐

Efa nindram-bola tany @ireo mpampanjana-bola eo an-tanana ireo ve ianao ? t@taona firy avy ? Hoatrinona? Ary hoatrinona no nalainy?

	Findramana voalohany	2	3	4	5	6
<b>Taona</b>						
<b>Hoatrinona ny vola nindramina</b>						
<b>Hoatrinona ny zanany</b>						
<b>Hafirina tao aorian'ny nindramana an'azy no famerenam-bola farafatarany</b>						
<b>Antoka takiny</b>						

**27-**Antoka na entana anana raha hanao findramam-bola :

Antoka na entana	Vidiny @izao fotoana
“Motocyclette”	
“Bicyclette”	
“Radio”	
“Lecteur CD”	
“Motoculteur”	
“Herse”	
“Salon”	
“Bahut”	
“Placard”	
“Commode”	

Antoka na entana	Vidiny @izao fotoana
Fiara	
Vata fitotoam-bary	
Vata fahitalavitra	
Latabatra	
Seza	
Sarety	
Angadin’omby	
Hafa1: .....	
Hafa2: .....	

#### VI-FANADIHADINA MIKASIKA NY FAHITANA NY ASA, NY FANAMPIANA, NA NY TOLOTR’IREO SEHATRA MPAMPINDRAMBOLA

**28-**Ahoana ny fahitanao @ankapobeny ny fiasan’ireo sehatra mpampindrmbola efa nindramanao vola? Raha toa ka manampy ihany, eo @lafin’ny inona no tena isehoan’izany voalohany? Misy endriky ny fanampiany hafa ve?

	CECAM	PAMF	OTIV	TIAVO	Hafa1:.....	Hafa2:.....
<b>Impression</b> 1-Manampy be 2-Manampy ihany 3-Tsy manampy						
<b>Fisehoan’ny fanampiana voalohany</b>						
<b>Fisehoany hafa</b>						
<b>Fisehoany hafa</b>						
<b>Fisehoany hafa</b>						
<b>Fisehoany hafa</b>						
<b>Fisehoany hafa</b>						

1 = Fikarakarana ny antotan-taratasy

2 = Tsy dia lafo loatra ny zanabola

3 = Mora ny fomba famerenana ny vola

4 = Fisian’ny tolotra «groupe» na fahafana mamorona fikambana raha toa ka tsy manana antoka

9= Antony hafa

Inona:

-Nom de l’enquête :

5 = Tsy voatery ho tany no antoka fa afaka fitaovana na fanaka...

6 = Aingana dia mivoaka ny vola

7 = Produits divers

8 = Fisian’ny tolotra tahiri-mbola izay manampy ihany koa

*Source : Auteur, 2010*

## **Annexe XII : Guide d'entretien auprès des personnes ressources**

Quelles sont les statistiques évolutives du système de crédit dans la Commune d' Analavory ?  
au niveau national ?

- Nombre d'agences ou de caisses
- Nombre de clients ou de membres
- Montant de crédit déboursé
- Portefeuille à risque
- Nombre d'octrois
- Nombre de population
- Effectif moyen d'un ménage

Quelles sont en général les problèmes que rencontrent les paysans d'Analavory vis-à-vis de l'utilisation des IMF ?

Comment calcule-t-on le taux de pénétration des ménages en microfinance ?

Qu'est-ce qui distingue la PAMF des autres EMC ? en termes de produits, d'opérations ?

## **Annexe XIII : Exemple de données incohérentes lors de l'apurement des données**

A titre d'exemple, une constatation selon laquelle un ménage produisant 10t de riz pour une superficie de seulement 50 Ares attire certainement l'attention car dans la réalité, c'est impossible à Madagascar. C'est pourquoi, pendant l'apurement des données, on a pu constater qu'en effet, une erreur de frappe a été effectuée lors de la saisie concernant l'unité de la production. Au lieu de 10 « kitapo », unité mentionné dans le questionnaire en version dure, ce qui a été saisi a été en fait 10t, entraînant ainsi l'erreur.

#### **Annexe XIV : Les indicateurs utilisés par la Coordination Nationale de la MicroFinance (CNMF) pour désigner l'accès des ménages aux services microfinanciers**

Ils sont au nombre de treize:

- le nombre de clients ou membres ;
- le montant de crédit déboursé par année ;
- le nombre de bénéficiaires de service encours à la fin de l'année ;
- le montant de l'encours de crédit à la fin de l'année ;
- le taux de remboursement à la fin de l'année ;
- la qualité du portefeuille;
- le taux de pénétration en microfinance ;
- le nombre de points de service au sein d'une localité ;
- le pourcentage de femmes bénéficiaires de service ;
- le nombre d'épargnants ;
- le montant de l'épargne par année ;
- le nombre d'épargnants encours à la fin de l'année ;
- le montant de l'encours d'épargne à la fin de l'année.

#### **Annexe XV : Le portefeuille à risque**

D'une manière générale, le taux de remboursement à la fin de l'année n'inclut pas le facteur temps (respect des échéances). En d'autres termes, un paysan qui est forcé par le tribunal à payer après des mois voire des années de litige contribuera toujours, au final, à améliorer le taux de remboursement. Il est alors mieux d'examiner le portefeuille à risque d'un EMC pour apprécier la capacité de remboursement des clients/membres. Le portefeuille à risque ou PAR évalue en fait les arriérés de paiement. Cet indicateur peut être apprécié à différents degrés : retards de 1 ; 30 ; 60 ; 90 ; 120 ; 150 ou 180 jours. Sa valeur est obtenue par la formule suivante [7] :

$$\text{Taux PAR} = \frac{\text{Encours ayant "x" jours de retard}}{\text{Encours total de prêt}}$$

## **Annexe XVI : Le taux de pénétration des ménages en microfinance selon la Coordination Nationale de la MicroFinance (CNMF)**

*« L'objectif de développement de la Stratégie Nationale de la Microfinance à Madagascar est de favoriser l'accès à des services de microfinance diversifiés tant au niveau de l'offre de produits qu'au niveau des types d'institutions, grâce à des institutions viables, intégrées dans le secteur financier pour une majorité de ménages à faible revenu et de micro entrepreneurs sur l'ensemble du territoire malgache d'ici 2012. Afin de suivre et d'évaluer les résultats des activités mises en œuvre dans le cadre de ladite stratégie nationale, des indicateurs d'objectif ont été fixés, dont le principal est le Taux de pénétration ... En fin Juin 2008 et au niveau national, il est de 9,25% et l'objectif à l'horizon 2012 est de 13% [9] »*

## **Annexe XVII : Exemples d'aspect pouvant être analysé par le calcul du taux de pénétration des ménages en microfinance (Tp)**

Le calcul du Tp peut varier d'un pays à un autre et selon également l'aspect qu'on veut analyser. Le numérateur de la formule se rapporte à l'utilisation d'un type de service bien déterminé comme :

- le nombre de bénéficiaires de crédit ;
- le nombre d'épargnants ;
- le nombre d'épargnants actifs dont le compte a connu au moins un mouvement dans l'année;
- le nombre de clients ou membres ; ...

De même, le dénominateur de la formule peut concerner :

- le nombre d'électeurs ;
- la population active ;
- les femmes ;
- les ménages agricoles uniquement ; ...



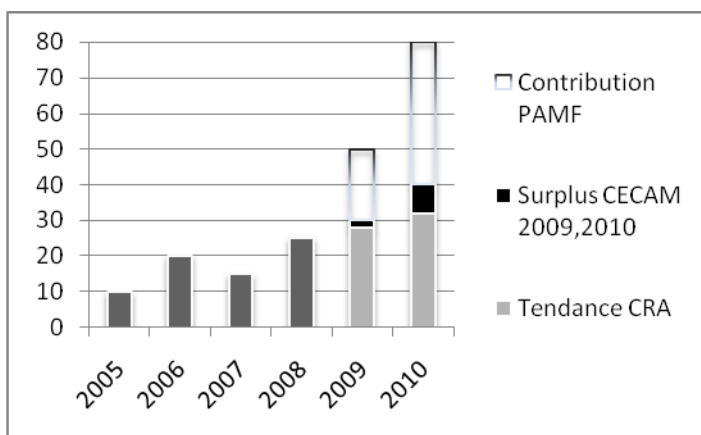
## Annexe XVIII : Les types de variables en statistiques descriptives

En statistiques descriptives, les types de variable sont :

- les **variables quantitatives discrètes** qui sont des valeurs que l'on peut énumérer, il est inutile d'utiliser des classes pour les exprimer. Par exemple, le nombre de personnes dans un ménage.
- les **variables quantitatives continues** qui sont des valeurs très nombreuses dont l'énumération serait fastidieuse. Il est donc préférable de les exprimer en classe de largeur égale. A titre d'exemple, on peut citer le poids.
- les **variables qualitatives nominales** qui sont des variables qui correspondent à des noms, il n'y a aucun ordre précis. Ce sont seulement des mots dans le désordre. Par exemple, le sexe a 2 modalités possibles : féminin ou masculin. Ce sont des noms et peu importe l'ordre dans lequel on les présente.
- les **variables qualitatives ordinales** qui sont des variables qui contiennent un ordre. Par exemple, le degré de satisfaction par rapport aux services des EMC. Les différentes modalités seraient : très satisfait, satisfait, insatisfait, très insatisfait [13].

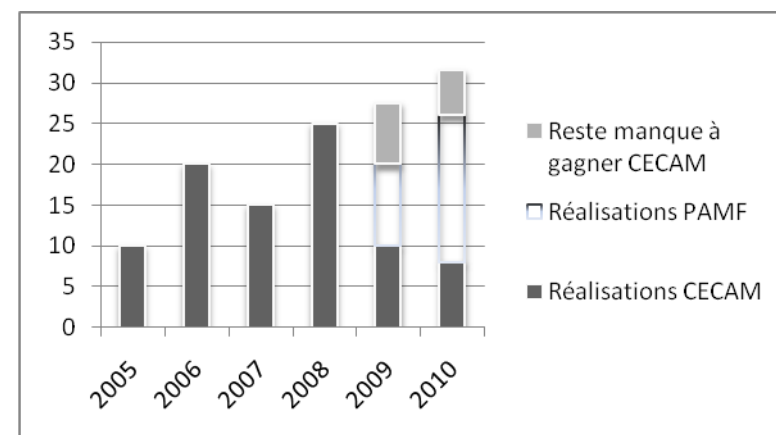
## Annexe XIX : Les trois formes possibles de contribution de la PAMF en chiffres

**Forme (i)**



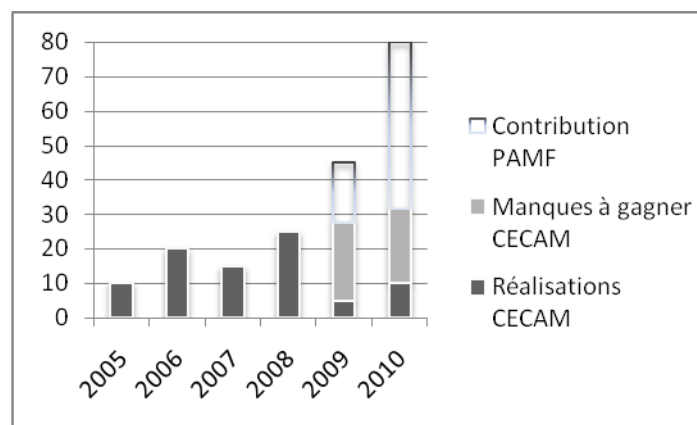
*Source : Auteur, 2011*

**Forme (i')**



*Source : Auteur, 2011*

**Forme (i'')**



*Source : Auteur, 2011*

## Annexe XX : Evolution annuelle du microcrédit dans la CRA

### CECAM Analavory et Ankonabe consolidés

Année	Cumul Membres	Montant de crédit déboursé au 31/12 (Ar)	Tr au 31/12	Nouveaux membres	Nombre octrois
2004	588	ND	ND	ND	ND
2005	731	188 590 000	93,59	143	381
2006	881	279 672 000	94,30	150	427
2007	1 024	510 623 825	95,39	143	622
2008	1 097	557 874 500	94,59	73	598
2009	1 134	655 233 500	91,30	37	447
2010	1 191	607 843 000	98,66	57	465

*Source : CECAM Analavory, 2011*

**ND** : Non disponible

### PAMF Analavory

Année	Clients	Montant de crédit déboursé au 31/12 (Ar)	Tr au 31/12	Nouveaux clients	Nombre octrois
2008	81	24 950 000	100,00	81	81
2009	843	267 370 000	100,00	762	980
2010	1 911	1 238 152 000	98,52	1 068	1 922

*Source : PAMF Analavory, 2011*

Les cases en gris suivantes ne sont pas des valeurs exactes obtenues auprès des établissements concernés mais résultent des tendances des données disponibles.

### Crédit au niveau de la Commune Rurale Analavory

Année	Nc/m CRA	Mcd CRA (Ar)	Tr au 31/12	Population totale	Tp CRA	Nouveaux clients ou membres CRA	Taux de croissance nouveaux Nc/m	Nb d'octrois CRA	Montant moyen déboursé par bénéficiaire de crédit (Ar)
2005	731	188 590 000	93,59	53 929	9,68	143		381	494 987
2006	881	279 672 000	94,30	55 136	11,41	150	4,90	427	654 970
2007	1 024	510 623 825	95,39	54 443	13,43	143	-4,67	622	820 939
2008	1 178	582 824 500	97,30	55 953	15,04	154	7,69	679	858 357
2009	1 977	922 603 500	95,65	55 447	25,47	799	418,83	1427	646 534
2010	3 102	1 845 995 000	98,93	57 716	38,39	1125	40,80	2387	773 354
Taux de croissance moyen entre 2005 et 2008							2,64		

Source : Commune rurale Analavory, Auteur, 2011

Les Tp au niveau de cette commune résultent du calcul suivant :

$$\text{Taux de pénétration} = \frac{\text{Nb client ou membre des EMC de la CRA} \times 100}{\text{Population totale} \times 0,7/5}$$

La colonne « nouveaux clients ou membres CRA » est obtenue en supposant qu'il n'y a eu aucun désengagement des anciens membres.

### Crédit au niveau national

Année	Cumul Nc/m national	Mcd national (Ar)	Tr au 31/12	Nombre de communes	Cumul Nc/m moyenne par Commune	Mcd moyen par Commune (Ar)	Tp adhérent national	Ecart entre Nc/m CRA et Nc/m moyen par Commune	Ecart Mcd CRA et Mcd moyen par Commune (Ar)	Ecart entre Tr CRA et Tr national	Ecart entre Tp CRA et Tp national
2004	216 157										
2005	242 179	55 683 000 000	82,46	1 549	156,35	35 947 708	7,00	574,65	152 642 292	11,13	2,68
2006	294 332	71 725 000 000	84,03	1 549	190,01	46 304 067	8,20	690,99	233 367 933	10,27	3,21
2007	360 713	118 283 000 000	85,61	1 549	232,87	76 360 878	9,80	791,13	434 262 947	9,78	3,63
2008	550 846	144 497 000 000	88,98	1 549	355,61	93 284 054	13,80	822,39	489 540 446	8,32	1,14
2009	629 302	175 797 000 000	85,17	1 549	406,26	113 490 639	16,10	1 570,74	809 112 861	10,48	9,37
2010	733 864	207 097 000 000	92,13	1 549	473,77	133 697 224	17,50	2 628,23	1 712 297 776	6,46	20,89
Ecart moyen entre 2005 et 2008								719,79	327 453 404	9,87	2,67

Source : CNMF, Evolution de la Microfinance à Madagascar de 2003 à 2007, Ministère de l'Aménagement du territoire, Auteur, 2011

### Annexe XXI : Détails de l'analyse des premières réponses affirmées par les enquêtés

Facteurs_concernés	Freq.	Percent	Cum.
Demande refusée	5	3.33	3.33
Difficulté préparation dossier	11	7.33	10.67
Durée préparation dossier	2	1.33	12.00
Dépense préparation dossier	6	4.00	16.00
Echec crédit des parents	1	0.67	16.67
Eloignement des EMC	1	0.67	17.33
Faible production	1	0.67	18.00
Garantie foncière	1	0.67	18.67
Garanties matérielles	29	19.33	38.00
Manque d'informations	3	2.00	40.00
Montant accordé	2	1.33	41.33
Peur de bureaux	8	5.33	46.67
Retard déboursement	8	5.33	52.00
Taux d'intérêt	22	14.67	66.67
problème mode de remboursement	50	33.33	100.00
Total	150	100.00	

*Source : Auteur, 2011*

Aucun des enquêtés n'a évoqué en premier lieu les facteur « insécurité sociale » et « mauvaise compréhension du suivi post-octroi » identifiés lors de la documentation, il n'y a donc pas eu d'observations à ces éléments.

## Annexe XXII : Détails de la fréquence d'énonciation de chaque facteur par les enquêtés

Les tableaux suivants montrent la fréquence des réponses par facteur. Une réponse 0 signifie que l'enquêté n'a pas mentionné le facteur préposé influençant sa demande et 1 annonce le contraire.

### 1. Facteur taux d'intérêt

taux	Freq.	Percent	Cum.
0	110	73.33	73.33
1	40	26.67	100.00
Total	150	100.00	

### 2. Facteur difficulté préparation dossier

difficulté_ prep_doss	Freq.	Percent	Cum.
0	120	80.00	80.00
1	30	20.00	100.00
Total	150	100.00	

### 3. Facteur dépense préparation dossier

dépense_ doss	Freq.	Percent	Cum.
0	130	86.67	86.67
1	20	13.33	100.00
Total	150	100.00	

### 4. Facteur durée préparation dossier

durée_prep_ doss	Freq.	Percent	Cum.
0	142	94.67	94.67
1	8	5.33	100.00
Total	150	100.00	

### 5. Facteur retard du déboursement

déboursemen t	Freq.	Percent	Cum.
0	127	84.67	84.67
1	23	15.33	100.00
Total	150	100.00	

### 6. Facteur problème de remboursement

modalité_re mboursement	Freq.	Percent	Cum.
0	53	35.33	35.33
1	97	64.67	100.00
Total	150	100.00	

### 7. Facteur problème de garantie matérielle

garant_mat	Freq.	Percent	Cum.
0	90	60.00	60.00
1	60	40.00	100.00
Total	150	100.00	

### 8. Facteur problème suivi

suivi	Freq.	Percent	Cum.
0	148	98.67	98.67
1	2	1.33	100.00
Total	150	100.00	

### 9. Facteur réduction du montant de crédit

mont_accordé	Freq.	Percent	Cum.
0	132	88.00	88.00
1	18	12.00	100.00
Total	150	100.00	

**10. Facteur demande refusée**

demande_ref usée	Freq.	Percent	Cum.
0	135	90.00	90.00
1	15	10.00	100.00
Total	150	100.00	

**13. Facteur peur de bureaux**

peur_bur	Freq.	Percent	Cum.
0	109	72.67	72.67
1	41	27.33	100.00
Total	150	100.00	

**16. Facteur éloignement des EMC**

enclav	Freq.	Percent	Cum.
0	143	95.33	95.33
1	7	4.67	100.00
Total	150	100.00	

**19. Facteur présence d'usurier**

prés_usurie r	Freq.	Percent	Cum.
0	144	96.00	96.00
1	6	4.00	100.00
Total	150	100.00	

**11. Facteur manque d'informations**

manq_infos	Freq.	Percent	Cum.
0	114	76.00	76.00
1	36	24.00	100.00
Total	150	100.00	

**14. Facteur problème de débouchés**

débouché	Freq.	Percent	Cum.
0	132	88.00	88.00
1	18	12.00	100.00
Total	150	100.00	

**17. Facteur analphabétisation**

analph	Freq.	Percent	Cum.
0	147	98.00	98.00
1	3	2.00	100.00
Total	150	100.00	

**20. Facteur insécurité sociale**

insec_socia l	Freq.	Percent	Cum.
0	150	100.00	100.00
Total	150	100.00	

**12. Facteur problème de gestion**

peur_pb_ges tion	Freq.	Percent	Cum.
0	149	99.33	99.33
1	1	0.67	100.00
Total	150	100.00	

**15. Facteur instabilité des prix**

instab_prix	Freq.	Percent	Cum.
0	142	94.67	94.67
1	8	5.33	100.00
Total	150	100.00	

**18. Facteur garantie foncière**

garanti_fon c	Freq.	Percent	Cum.
0	146	97.33	97.33
1	4	2.67	100.00
Total	150	100.00	

**21. Facteur cataclysme naturel**

cat_naturel	Freq.	Percent	Cum.
0	145	96.67	96.67
1	5	3.33	100.00
Total	150	100.00	

**22. Facteur échec des crédits des parents**

echec_cred_parents	Freq.	Percent	Cum.
0	<b>146</b>	<b>97.33</b>	<b>97.33</b>
1	<b>4</b>	<b>2.67</b>	<b>100.00</b>
Total	<b>150</b>	<b>100.00</b>	

**23. Facteur faible production**

faible_prod	Freq.	Percent	Cum.
0	<b>149</b>	<b>99.33</b>	<b>99.33</b>
1	<b>1</b>	<b>0.67</b>	<b>100.00</b>
Total	<b>150</b>	<b>100.00</b>	

**24. Facteur mésentente entre conjoints**

mes_conj	Freq.	Percent	Cum.
0	<b>148</b>	<b>98.67</b>	<b>98.67</b>
1	<b>2</b>	<b>1.33</b>	<b>100.00</b>
Total	<b>150</b>	<b>100.00</b>	

**25. Facteur problème au sein du groupe**

pb_groupe	Freq.	Percent	Cum.
0	<b>149</b>	<b>99.33</b>	<b>99.33</b>
1	<b>1</b>	<b>0.67</b>	<b>100.00</b>
Total	<b>150</b>	<b>100.00</b>	

**26. Facteur inexistence de projet**

pas_de_projet	Freq.	Percent	Cum.
0	<b>148</b>	<b>98.67</b>	<b>98.67</b>
1	<b>2</b>	<b>1.33</b>	<b>100.00</b>
Total	<b>150</b>	<b>100.00</b>	

*Source : Auteur, 2001*



### Annexe XXIII : Les variables déterminant la motivation des paysans à accéder au crédit formel

La régression logistique sous STATA 10 affiche le résultat ci-après si on considère la valeur des coefficients de régression:

```

Logistic regression                               Number of obs   =       150
                                                    LR chi2(15)    =       78.41
                                                    Prob > chi2     =       0.0000
Log likelihood = -45.688023                       Pseudo R2      =       0.4618

```

motivation	Coef. OU $\beta$	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
som_garant	1.25e-06	5.27e-07	2.38	0.017	2.22e-07	2.29e-06
destin_prod	-1.148921	.4937193	-2.33	0.020	-2.116593	-.1812486
deg_con_tau	1.858442	.4981673	3.73	0.000	.8820521	2.834832
deg_con_pro	.3237367	.3026866	1.07	0.285	-.2695181	.9169914
expe_annee	.0551791	.0622712	0.89	0.376	-.0668702	.1772284
insec_soc	-.3024483	.3980206	-0.76	0.447	-1.082554	.4776576
som_info	-.5798577	.207123	-2.80	0.005	-.9858113	-.1739042
imf_pproche	-.0373632	.0189269	-1.97	0.048	-.0744591	-.0002672
qii_2	-1.171657	.7572984	-1.55	0.122	-2.655935	.3126202
qv_26a	.8947452	.4176128	2.14	0.032	.0762391	1.713251
qiii_14b	.3595038	.6655532	0.54	0.589	-.9449565	1.663964
degr_alphab	1.213317	1.16085	1.05	0.296	-1.061907	3.488541
qii_11b	-.0364619	.0953594	-0.38	0.702	-.2233628	.1504391
sup_tot	.0065408	.0024844	2.63	0.008	.0016716	.0114101
qii_3	.0209192	.0264253	0.79	0.429	-.0308733	.0727118
_cons	.9790616	2.02209	0.48	0.628	-2.984163	4.942286

Source : Auteur, 2011

Le tableau correspondant qui affiche la valeur des Odds ratio est le suivant :

```

Logistic regression                               Number of obs   =       150
                                                    LR chi2(15)    =       78.41
                                                    Prob > chi2     =       0.0000
Log likelihood = -45.688023                       Pseudo R2      =       0.4618

```

motivation	Odds Ratio	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
som_garant	1.000001	5.27e-07	2.38	0.017	1	1.000002
destin_prod	.3169787	.1564985	-2.33	0.020	.1204413	.8342279
deg_con_tau	6.413737	3.195114	3.73	0.000	2.415852	17.02754
deg_con_pro	1.382283	.4183986	1.07	0.285	.7637475	2.501752
expe_annee	1.05673	.0658038	0.89	0.376	.9353166	1.193904
insec_soc	.7390067	.2941398	-0.76	0.447	.3387292	1.612293
som_info	.559978	.1159843	-2.80	0.005	.3731364	.8403774
imf_pproche	.9633262	.0182327	-1.97	0.048	.9282454	.9997328
qii_2	.309853	.2346512	-1.55	0.122	.0702331	1.367002
qv_26a	2.446712	1.021779	2.14	0.032	1.079221	5.546967
qiii_14b	1.432618	.9534837	0.54	0.589	.3886965	5.2802
degr_alphab	3.364627	3.905827	1.05	0.296	.3457959	32.73814
qii_11b	.9641949	.091945	-0.38	0.702	.7998246	1.162344
sup_tot	1.006562	.0025007	2.63	0.008	1.001673	1.011475
qii_3	1.02114	.0269839	0.79	0.429	.9695984	1.075421

Source : Auteur, 2011

Où - Log likelihood : Fonction de vraisemblance

- Odds Ration :  $\exp \beta$

## Annexe XXIV : Base de données des contributions de la PAMF en chiffres

Pour les données qui suivent, concernant spécialement les années 2008, on a supposé que la PAMF n'a pas encore été en plein activité étant donnée son installation tardive à la fin de cette année. De ce fait, on a tout de suite supposé que les quelques premiers accomplissements de cette nouvelle IMF en 2008 sont les compléments des vraies réalisations de la CECAM et que la PAMF n'a pas été encore active cette année.

### ➤ Les nouveaux clients/membres

	Réalisations CECAM en termes de nouveaux membres	Manques à gagner CECAM en termes de nouveaux membres	Contribution PAMF en termes de nouveaux clients	Réalisations PAMF en termes de nouveaux clients	Réalisations CRA en termes de nouveaux clients/membres	Tendance CRA en termes de nouveaux clients/membres
<b>2005</b>	143	0	0	0	143	143
<b>2006</b>	150	0	0	0	150	150
<b>2007</b>	143	0	0	0	143	143
<b>2008</b>	154	0	0	0	154	154
<b>2009</b>	37	117	645	762	799	154
<b>2010</b>	57	100	968	1068	1 125	157

*Source : CECAM Analavory, PAMF Analavory, 2011*

### ➤ Les montants de crédit déboursé

	Réalisations CECAM en termes de Mcd	Manques à gagner CECAM en termes de Mcd	Contribution PAMF en termes de Mcd	Réalisations PAMF en termes de Mcd	Réalisations CRA en termes de Mcd	Tendance CRA en termes de Mcd
<b>2005</b>	188 590 000	0	0	0	188 590 000	188 590 000
<b>2006</b>	279 672 000	0	0	0	279 672 000	279 672 000
<b>2007</b>	510 623 825	0	0	0	510 623 825	510 623 825
<b>2008</b>	582 824 500	0	0	0	582 824 500	582 824 500
<b>2009</b>	655 233 500	88 607 913	178 762 088	267 370 000	922 603 500	743 841 413
<b>2010</b>	607 843 000	277 363 945	960 788 055	1 238 152 000	1 845 995 000	885 206 945

*Source : CECAM Analavory, PAMF Analavory, 2011*

➤ **Les taux de pénétration en termes de bénéficiaires de crédit**

	Bc CRA	Tendance Bc CRA	Réalisations Bc CECAM	Manques à gagner CECAM Bc	Réalisations Bc PAMF	Population totale Analavory	Réalisations CECAM en termes de Tp Bc	Manques à gagner CECAM en termes de Tp Bc	Contribution PAMF en termes de Tp Bc	Réalisations PAMF en termes de Tp Bc	Réalisations CRA en termes de Tp Bc	Tendance CRA en termes de Tp Bc
<b>2005</b>	381	381	381	0	0	53 929	5,05	0	0	0	5	5,05
<b>2006</b>	427	427	427	0	0	55 136	5,53	0	0	0	6	5,53
<b>2007</b>	622	622	622	0	0	54 443	8,16	0	0	0	8	8,16
<b>2008</b>	679	679	679	0	0	55 953	8,67	0	0	0	9	8,67
<b>2009</b>	1 427	800	447	353	980	55 447	5,76	4,47	8,16	12,62	18,38	10,23
<b>2010</b>	2 837	908	465	443	1 922	57 716	5,75	5,82	10,62	23,79	29,54	11,57

*Source : CECAM Analavory, PAMF Analavory, 2011*

La population totale de la CRA en 2005 et 2006 a été estimée. La formule de calcul des taux de pénétration en termes de bénéficiaires de crédit est analogue à la méthode de détermination des taux de pénétration en rapport avec les cumuls clients. Le seul élément qui change est au niveau du numérateur qui devient le nombre de bénéficiaires de crédit :

$$\text{Taux de pénétration} = \frac{\text{Nombre de bénéficiaires} \times 100}{\text{Population totale} \times 0,7/5}$$

## Annexe XXV : Détails des points de vue des clients sur la manifestation des interventions de la PAMF

### ➤ Résultat de l'analyse des premières répliques

Manif_interv_PAMF	1 qvi_32a reponse_1	Total
AUTRE	4	4
DEBOURSEMENT RAPIDE	49	49
DIVERSIFICATION PRODU	3	3
PB GARANTIE	4	4
REMBOURSEMENT FACILE	4	4
TAUX INTERET ABORDABL	12	12
Total	76	76

*Source : Auteur, 2011*

Les manifestations classées « AUTRE » sont des déclarations non courantes et n'ont pas été anticipées comme réponses probables lors de l'élaboration du questionnaire de recherche. Mais pour le cas des premières répliques, elles concernent toutes les conseils apportés par la PAMF pendant le cycle de crédit entier c'est-à-dire depuis l'élaboration du dossier demande jusqu'à l'échéance.

### ➤ Résultat du traitement de toutes les réponses

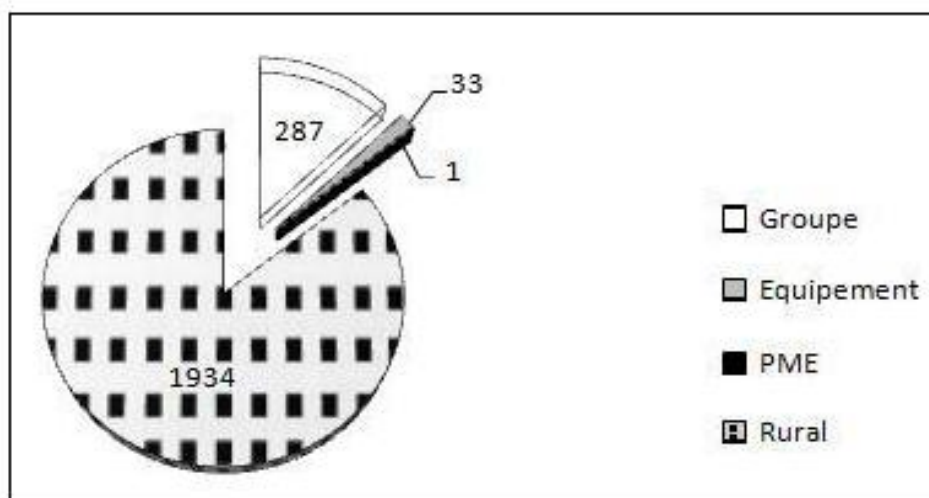
Manif_interv_PAMF	Freq.	Percent	Cum.
AUTRE	11	8.40	8.40
DEBOURSEMENT RAPIDE	64	48.85	57.25
DIVERSIFICATION PRODUIT DE CREDIT	4	3.05	60.31
PB GARANTIE	22	16.79	77.10
REMBOURSEMENT FACILE	7	5.34	82.44
TAUX INTERET ABORDABLE	23	17.56	100.00
Total	131	100.00	

*Source : Auteur, 2011*

Pour le détail des interventions classées « AUTRE »:

- dix réponses correspondent à l'importance des conseils fournis par la PAMF ;
- une réponse concerne les informations détaillées apportées par la PAMF sur ses divers produits.

# Annexe XXVI : Importance du crédit de groupe parmi les divers produits de crédit de la PAMF



*Source : PAMF, 2011*

Ce graphe représente la répartition des bénéficiaires de crédit de la PAMF selon leur type de crédit. Le crédit de groupe occupe la deuxième place avec 287 ménages bénéficiaires rassemblés dans des groupes de 5 à 20 personnes. Ce type de crédit est devancé par le crédit rural ou crédit individuel avec 1 934 ménages bénéficiaires. Il faut noter que ces données statistiques ne concernent pas l'année 2011 entière. Elles représentent les activités de la PAMF de Janvier 2011 au 14 Novembre 2011.

**Annexe XXVII : Répartition géographique des établissements de microcrédit à Madagascar**

REGIONS	Accès Banque	ACEP	CDA	APEM PAIQ	CECAM	CEFOR	MICROCRED	OTIV Antananarivo	PAMF	SIPEM	MECI	MADA CREDITO	TITEM	HARDI FINANCE
Analamanga	9	12	1	13	32	9	7	55	2	5	1	1	1	1
Vakinankaratra	1	4			35		1	12		1			2	
Itasy	1				26			1	1				2	
Bongolava					16									
Amoron'i Mania		1			21			3						
Atsimo Atsinanana														
Ihorombe					1									
Vatovavy Fitovinany														
Anosy														
Androy														
Atsimo Andrefana														
Menabe					9									
Alaotra Mangoro		1			15		1			1				
Analanjirifo														
Atsinanana		3					1			2				
Betsiboka														
Boeny										1				
Melaky														
Sofia					10				6					
Diana							1		1	1				
Sava														
Haute Matsiatra		4			7									
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>25</b>	<b>1</b>	<b>13</b>	<b>172</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>71</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>1</b>

REGIONS	FANAMPIANA IVOARANA	VATSY	FIVOY	SOAHITA	TIAVO	EAM FINANCES	ORDIMIC	VOLA MAHASOA	OTIV Alaotra Mangoro	OTIV Toamasina Zone Littoral	OTIV Diana	OTIV SAVA	Total
Analamanga													149
Vakinankaratra	2	19											77
Itasy				2									33
Bongolava													16
Amoron'i Mania													25
Atsimo Atsinanana					10								10
Ihorombe					3								4
Vatovavy Fitovinany					37								37
Anosy			24				76						100
Androy			4										4
Atsimo Andrefana								6					6
Menabe				3									12
Alaotra Mangoro						1			23				42
Analanjirifo										24			24
Atsinanana										17			23
Betsiboka									1				1
Boeny						1							2
Melaky													0
Sofia											1		17
Diana											12		15
Sava												21	21
Haute Matsiatra					38	1							50
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>28</b>	<b>5</b>	<b>88</b>	<b>3</b>	<b>76</b>	<b>6</b>	<b>24</b>	<b>41</b>	<b>13</b>	<b>21</b>	<b>668</b>

Source: <http://www.madamicrofinance.mg/cnmf/public.php?action=PublicPortail>, du 13/12/2010

D'après le tableau, il n'y a aucun EMC dans toutes les Communes de la région Melaky.

Concernant la répartition des EMC dans la région Itasy, le tableau montre que la Commune Ampary est servi par une seule IMF qui est la CECAM.

<b>Sigle</b>	<b>District</b>	<b>Commune</b>	<b>Points de service</b>
<b>AccesBanque Madagascar</b>	ARIVONIMAMO	Imeritsiatosika	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Arivonimamo I	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Imerintsiatosika	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Ambohitrambo	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Zoma Bealoka	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Ambohimandry	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Amboanana	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Morarano	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Manalalondo	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Fenoarivo	1
<b>AccesBanque Madagascar</b>	ARIVONIMAMO	Imeritsiatosika	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Arivonimamo I	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Imerintsiatosika	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Ambohitrambo	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Zoma Bealoka	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Ambohimandry	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Amboanana	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Morarano	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Manalalondo	1
<b>Réseau CECAM</b>	ARIVONIMAMO	Fenoarivo	1
<b>Réseau CECAM</b>	MIARINARIVO	Andolofotsy	1
<b>Réseau CECAM</b>	SOAVINANDRIANA	Ampary	1
<b>Réseau CECAM</b>	SOAVINANDRIANA	Soavinandriana	1
<b>Réseau CECAM</b>	SOAVINANDRIANA	Mahavelona	1
<b>Réseau CECAM</b>	SOAVINANDRIANA	Ankisabe	1
<b>Réseau CECAM</b>	SOAVINANDRIANA	Amparibohitra	1
<b>Réseau CECAM</b>	SOAVINANDRIANA	Ambatoasana	1
<b>Réseau OTIV Antananarivo</b>	ARIVONIMAMO	Arivonimamo I	1
<b>PAMF</b>	MIARINARIVO	Analavory	1
<b>SOAHITA</b>	ARIVONIMAMO	Arivonimamo I	1
<b>SOAHITA</b>	SOAVINANDRIANA	Soavinandriana	1
<b>TITEM</b>	ARIVONIMAMO	Arivonimamo	1
<b>TITEM</b>	SOAVINANDRIANA	Soavinandriana	1
<b>TOTAL</b>			<b>33</b>

Source : [www.madamicrofinance.mg](http://www.madamicrofinance.mg)



**Annexe XXVIII : Les réalisations du PNF face au problème d'insécurité foncière**

Depuis 2005, année de la mise en œuvre des activités de la réforme foncière, 416 guichets fonciers opérationnels ont été mis en place dans 18 régions de Madagascar.

La CRA ne possède pas encore de guichet foncier. Par contre, pour la région Itasy, les activités de la PNF ont abouti à :

- la délivrance de 1 879 certificats fonciers ;
- 937 Ha de superficies sécurisées. [31]

**Annexe XXIX : Exemples de manifestation des coopérations entre les acteurs de la microfinance**

Chaque travail de recherche aboutissant à l'amélioration de la microfinance nécessite plusieurs données statistiques auprès des EMC. Les institutions de microfinance doivent collaborer s'ils veulent ensemble promouvoir l'activité de microfinance. Certes, les EMC sont en concurrence mais ils doivent se partager certaines informations pour réduire la pauvreté en milieu rurale. A titre d'exemple, la liste noire des clients doit être partagée entre eux afin de connaître ceux qui ont eu de mauvais antécédents de crédit.

D'un autre côté, la PNF devrait inciter les EMC à utiliser le certificat foncier comme garantie de prêt valable en leur détaillant sa valeur juridique.

## TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS

RESUME

ABSTRACT

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

LISTE DES GRAPHES

LISTE DES ABREVIATIONS

INTRODUCTION .....	1
1    MATERIELS ET METHODES .....	4
1.1    Délimitation de l'étude.....	4
1.1.1    Choix du thème .....	4
1.1.2    Choix et présentation de l'institution financière d'accueil .....	5
1.1.3    Choix et présentation de la zone d'étude .....	5
1.1.3.1    Localisation administrative.....	5
1.1.3.2    Localisation géographique .....	6
1.2    Méthodologie de recherche.....	8
1.2.1    Démarche générale .....	8
1.2.2    Recherches bibliographiques et webiographiques .....	9
1.2.3    Etudes préliminaires.....	9
1.2.3.1    Elaboration du protocole de recherche .....	9
1.2.3.2    Elaboration du questionnaire de recherche et du guide d'entretien .....	10
1.2.3.3    Enquête informelle.....	10
1.2.3.4    Entretiens avec les personnes ressources.....	10
1.2.4    Enquête formelle.....	11
1.2.4.1    Echantillonnage .....	11
1.2.4.2    Enquête auprès des ménages agricoles .....	13
1.2.5    Méthodes d'analyse de données .....	13
1.2.5.1    Saisie des données .....	14
1.2.5.2    Apurement des données .....	14
1.2.5.3    Traitement des données .....	14
1.2.5.4    Outils de traitement utilisés.....	14

1.2.6	Démarches de vérification spécifiques à chaque hypothèse .....	15
1.2.6.1	Démarche de vérification de l'hypothèse 1 : « Le système de crédit agricole n'est pas nouveau pour les habitants de la Commune Analavory. ».....	15
a.	Etat des lieux .....	15
b.	Identification des indicateurs relatifs à l'accès des ménages ruraux au crédit.....	15
c.	Evolutions des nombres de clients ou membres (Nc/m) et des montants de crédit déboursé (Mcd) .....	15
d.	Evolutions des taux de remboursement (Tr).....	16
e.	Evolutions des taux de pénétration des ménages en microfinance (Tp) .....	17
1.2.6.2	Démarche de vérification de l'hypothèse 2 : « L'éloignement des établissements de microcrédit par rapport au lieu d'habitation du paysan constitue le premier facteur déterminant sa décision d'accéder au crédit formel » .....	18
a.	Détermination des facteurs susceptibles d'affecter la motivation des ménages agricoles à contracter des prêts auprès des établissements de microcrédit.....	18
b.	Analyse des points de vue des intéressés .....	21
c.	Analyse économétrique des facteurs susceptibles d'avoir des effets sur la décision des ménages agricoles vis-à-vis de l'utilisation du crédit formel .....	22
1.2.6.3	Démarche de vérification de l'hypothèse 3 : « La PAMF apporte des solutions à tous les facteurs qui démotivent les paysans à recourir aux emprunts formels. » .....	25
a.	Détermination de la contribution de la PAMF en chiffres .....	26
b.	Analyse des points de vue des clients de la PAMF .....	27
c.	Etude des spécificités de la PAMF par une analyse comparative avec la CECAM Analavory.....	27
1.2.7	Limites de l'étude .....	27
1.2.8	Chronogramme .....	28
2	RESULTATS.....	29
2.1	Résultat 1 : Les expériences de la Commune rurale d'Analavory en matière de crédit agricole avant l'arrivée de la PAMF.....	29
2.1.1	Les établissements de microcrédit implantés dans la Commune rurale Analavory .....	29
2.1.2	L'accès au crédit à Analavory face à la situation nationale.....	29
2.2	Résultat 2 : Les problèmes rencontrés par les paysans concernant l'utilisation des services formels de crédit .....	32
2.2.1	Les opinions des intéressés .....	32
2.2.1.1	Analyse des premières réponses des enquêtés .....	33
2.2.1.2	L'importance de chaque facteur selon les différents avis des enquêtés .....	33

2.2.2	Modélisation des facteurs susceptibles d'influencer la motivation des paysans à réaliser un emprunt formel .....	35
2.2.2.1	Les facteurs corrélés positivement avec la motivation .....	36
a.	Le degré de connaissance des taux d'intérêt usuels des établissements de microcrédit .....	36
b.	La superficie totale cultivée.....	36
c.	La valeur des garanties matérielles .....	36
d.	Le nombre d'usuriers connus .....	37
2.2.2.2	Les facteurs ayant des influences négatives sur la motivation .....	37
a.	Le nombre de types de sensibilisation et de séance d'information vus, entendus, ou assistés .....	37
b.	La destination de la production.....	37
c.	La durée du trajet allant jusqu'à l'établissement de microcrédit le plus proche.....	37
2.3	Résultat 3 : Les interventions de la PAMF face aux contraintes des ménages agricoles à l'accès au crédit .....	38
2.3.1	Les contributions de la PAMF en chiffres .....	38
2.3.2	Perceptions des clients relatives aux solutions apportées par la PAMF .....	40
2.3.3	Analyse comparative entre CECAM et PAMF .....	41
3	DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	44
3.1	Discussions .....	44
3.1.1	Discussion 1 : Le système de crédit n'est pas nouveau pour la Commune rurale Analavory.....	44
3.1.1.1	Une historique de crédit remontant bien avant l'année 1990.....	44
3.1.1.2	Une évolution positive des indicateurs d'accès au crédit par rapport aux tendances d'évolution nationale .....	44
a.	Le nombre de clients ou membres (Nc/m) .....	44
b.	Le montant de crédit déboursé (Mcd) .....	45
c.	Le taux de remboursement (Tr) .....	46
d.	Le taux de pénétration des ménages en microfinance(Tp).....	46
3.1.2	Discussion 2 : L'éloignement des établissements de microcrédit par rapport au lieu d'habitation du paysan constitue le premier facteur déterminant sa décision d'accéder au crédit formel .....	47
3.1.2.1	Les points de vue des enquêtés concernant les blocages à l'usage de l'emprunt formel .....	47
a.	Les répliques spontanées des ménages .....	47
b.	Les fréquences d'énonciation de chaque facteur .....	48

3.1.2.2	Les variables significativement liées à la motivation des ménages enquêtés .....	48
a.	Le nombre de types de sensibilisation et de séance d'information vus, entendus ou assistés .....	49
b.	La destination de la production.....	49
c.	Le nombre d'usuriers connus .....	49
3.1.3	Discussion 3 : La PAMF apporte des solutions à tous les facteurs qui démotivent les paysans à recourir aux emprunts auprès des établissements de microcrédit.....	50
3.1.3.1	La contribution de la PAMF en quantité .....	50
3.1.3.2	Les correspondances des points de vue des clients avec les facteurs susceptibles d'influencer la motivation .....	50
3.1.3.3	Les correspondances des interventions selon les spécificités de la PAMF avec les facteurs de blocage à l'accès au crédit.....	51
3.2	Recommandations.....	52
3.2.1	Par rapport aux expériences de la Commune rurale Analavory en matière de crédit .	52
3.2.2	Par rapport aux facteurs influençant la motivation des paysans à accéder au crédit formel .....	52
3.2.2.1	Adoption du type de remboursement à échéance unique pour les ménages les plus pauvres .....	52
3.2.2.2	Sécurisation foncière pour la résolution du problème de garantie .....	53
3.2.3	Par rapport aux interventions de la PAMF .....	54
3.2.3.1	Importance de la résolution du problème lié au remboursement .....	54
3.2.3.2	Nécessité de sessions informatives.....	54
3.2.3.3	Elargissement de la zone de couverture par l'installation de nouvelles agences.....	54
CONCLUSION .....		55
BIBLIOGRAPHIE.....		57
ANNEXES		
TABLE DES MATIERES		